N° 10. — Octobre 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

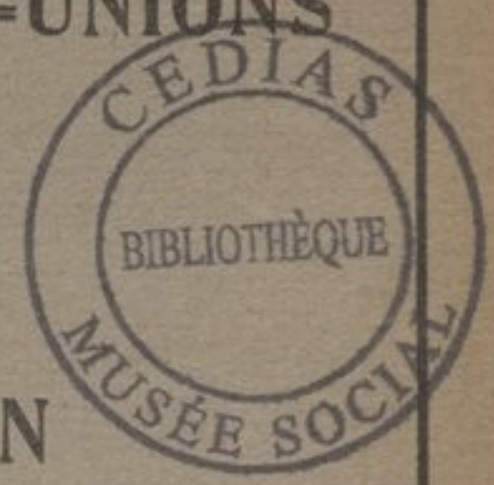
Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

La réponse du "Noyau" à deux demandes de Trotsky

LA GRÈVE GÉNÉRALE & LES TRADE-UNIONS

par A. ROSMER



COOPÉRATIVES & PLAN COMMUN

par R. LOUZON

Notre Enquête sur l'Unité syndicale

Réponses de A. VILLEVAL — JULLIEN — J. PRIEM

UN MINEUR COMMUNISTE — UN ANCIEN DU BATIMENT

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, F. RICHERAND

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal : **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 3 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	**11** fr.	Six mois . . .	**15** fr.
Un an . . .	**20** fr.	Un an	**30** fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : **2** fr. — Extérieur : **2** fr. **50**

SOMMAIRE du n° 10 (*Octobre 1925*)

La réponse du "noyau" à deux demandes de Trotsky.

Parmi nos lettres :

Une lettre des sapins. — Impressions du Congrès des métaux. — Gesticuler n'est pas agir.

La Grève générale et les Trade-Unions. A. ROSMER.

Quatre lettres d'Herclet.

Une Ligue syndicaliste . . . . . M. CHAMBELLAND.

Coopératives et plan commun . . . . . R. LOUZON.

La Bolchévisation a passé là...

L'affaire Menjuc. . . . . P. M.

Enquête sur l'Unité syndicale :

Réponses de A. VILLEVAL, JULLIEN. J. PRIEM, UN MINEUR COMMUNISTE, UN ANCIEN DU BATIMENT,

NOTES ÉCONOMIQUES

Les dettes interalliées, question bourgeoise. — Chronique des monopoles (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — Une dure leçon (P. M.). — Comment on sabote le front unique (M. CH.). — La circulaire de De Monzie.

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince

PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX

Traduites par J. MOLITOR

Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Histoire des Doctrines Économiques

TOME VII

DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE

Un volume in-16 de 266 pages..... **8** fr.

EN VENTE :

Le Capital

I. Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol. in*-16, *de* 304, 288 276 *et* 292 *pages*. Chaque volume.... **8** fr. -

Histoire des Doctrines Économiques

I. DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH, 2 *volumes in*-16 de 344 et 218 *pages*. Chaque volume..... **8** fr. -

II. RICARDO. 4 *volumes in*-16 *de* 368, 320, 184 et 256 *pages*..... **10** fr. et **8** fr. -

UN DOCUMENT INDISPENSABLE

pour tous ceux qui veulent comprendre quelque chose aux discussions sur le soi-disant "trotskysme"

L. TROTSKY

COURS NOUVEAU

L'exemplaire : **2** francs

(*franco* : **2** fr. **50**)

Le demander à

La Révolution Prolétarienne

96, quai Jemmapes

PARIS (10e)

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

LA RÉPONSE DU "NOYAU" A DEUX DEMANDES DE TROTSKY

Sous le titre « La *Révolution prolétarienne*, condamnée par Trotsky », l'*Humanité* du 1er octobre a publié une « Réponse au Comité central du P. C. R. à la question posée par le C. C. du P. C. F. concernant le journal de Monatte-Rosmer ». On trouvera plus loin le texte de cette réponse, tel qu'il a paru dans l'*Humanité*.

En conclusion, Trotsky nous demande deux choses :

1° de liquider immédiatement la *Révolution prolétarienne;*

2° d'adresser à l'Exécutif de l'I. C. une demande en revision de l'affaire.

Ce n'est pas la première fois que de telles demandes nous sont faites. Des communistes de divers pays et aussi des communistes russes ont, à plusieurs reprises, insisté auprès de nous pour que nous fassions appel de notre exclusion du Parti communiste français à l'Exécutif de l'Internationale communiste. Aux uns et aux autres nous avons répondu par un refus et nous leur avons donné les raisons, à notre sens décisives, d'une résolution réfléchie.

Naturellement, nous attachons une autre importance à la critique que Trotsky fait de notre position présente. Nous avons connu Trotsky au dur temps de la grande guerre; il a été parmi nous de fin 1914 à fin 1916, date de son expulsion de France; nous avons lutté ensemble contre les impérialismes déchaînés, et sa clairvoyance, sa rare connaissance du mouvement ouvrier d'Europe, son courage intrépide, sa foi révolutionnaire, nous ont été d'une grande aide. Avec lui, nous avons préparé la participation du prolétariat français aux conférences de Zimmerwald et Kienthal, qui permirent, en pleine guerre, l'affirmation de l'internationalisme ouvrier devant la banqueroute de la deuxième Internationale et annoncèrent la formation de l'Internationale communiste.

Quand c'est lui qui nous demande de supprimer la *Révolution prolétarienne* et d'en appeler de notre exclusion à l'Internationale, nous sommes contraints d'examiner à nouveau et à fond, les raisons qui dictèrent notre décision antérieure, aussi bien que les critiques qu'il formule contre nous.

***

Pourquoi n'avons-nous pas fait appel à l'Internationale ?

Nous pourrions nous borner à répondre que si nous n'avons pas jugé utile de porter notre cas devant l'Internationale, c'est que nous considérions que notre exclusion n'était pas un acte accidentel ni isolé; qu'elle faisait partie de ce qu'on a appelé la bolchévisation, qu'elle n'a pu être obtenue qu'en obligeant les communistes français à choisir entre l'Internationale et nous; que, si elle constituait une faute grave, l'Internationale avait parfaitement la possibilité d'évoquer cette affaire sans que nous ayons à le demander; qu'en n'intervenant pas d'elle-même, elle renforçait chez nous la conviction que notre exclusion était voulue par la direction même de l'I. C. ainsi que certaines déclarations le laissaient entendre; qu'enfin des membres du Parti communiste français se sont adressés en grand nombre à l'I. C. pour lui signaler les dangers que la présente direction du Parti faisait courir au mouvement ouvrier français et que, tandis qu'ils n'ont jamais reçu de Moscou la moindre réponse, ils ont été menacés d'exclusion par cette direction du Parti contre les méfaits de laquelle ils en appelaient à l'Internationale.

Mais nous pensons que ce ne sont là que des faits secondaires, quelque importance qu'ils puissent présenter, et qu'il vaut mieux aller tout de suite au fond des choses.

Nous n'avons pas fait appel parce que nous sommes persuadés que c'est dans la politique et les méthodes pratiquées par la direction de l'Internationale communiste elle-même que réside la cause des lourdes fautes commises par ses sections au cours des deux dernières années; que cette politique et ces méthodes marquent une rupture avec la politique et les méthodes antérieures, remettant en question les principes mêmes sur lesquels l'Internationale communiste a été fondée et indiquent le début d'un retour vers la social-démocratie.

La dénonciation d'une « droite internationale » et le mot d'ordre de « bolchévisation des partis » ont fait leur apparition au début de 1924, à une époque où deux grands événements : la défaite d'octobre en Allemagne et la mort de Lénine — survenue au moment où son parti traversait une grave crise intérieure — pesaient lourdement sur le mouvement ouvrier international. C'est un moment où le plus grand sang-froid était nécessaire.

Or, c'est au lendemain de ces deux graves événements qu'on vit apparaître dans les sec-

tions de l'Internationale des hommes de confiance de sa direction, apportant le mot d'ordre de « bolchévisation » et la dénonciation d'une « droite internationale ».

Il semblait qu'un état de panique se fût emparé de la direction de l'I. C. ou qu'il fût créé par elle. Il y avait une situation nouvelle, sérieuse, à étudier, des décisions à prendre après examen. Et on ne voulait ni étude, ni discussion, ni examen. Il fallait, sans délai, condamner l'opposition qui s'était manifestée au sein du Parti communiste russe, comme contre-révolutionnaire; rejeter toute la responsabilité de la retraite allemande sur quelques hommes, désignés comme boucs émissaires; il fallait dénoncer la « droite internationale », pas la vraie, celle qu'on connaissait bien, qu'on avait jusque-là tolérée dans l'I. C. et qui y est encore, mais une « droite » imaginaire, fabriquée pour les circonstances.

C'était l'état de siège dans l'Internationale. Qui refusait de s'incliner, de participer à cette panique, était brisé. Et, non par hasard, les hommes éliminés des directions des divers Partis se trouvèrent être tous des ouvriers de la première heure de l'Internationale communiste. Ils étaient, certes, les uns et les autres, en désaccord sur plus d'un point. Mais le seul trait qui les réunissait, c'est qu'ils refusaient d'être des instruments de la direction de l'I. C. et voulaient examiner la situation en communistes, ainsi que cela avait lieu dans le passé.

Le 5e Congrès mondial approuva ce régime d'état de siège. Il confirma, comme vraies bolchévistes, les directions de partis fabriquées au cours de la crise par le chambardement de celles désignées régulièrement par des congrès. Pour étoffer cette bolchévisation, quand même un peu sommaire et rapide, on décida de réorganiser les Partis communistes sur la base des cellules d'usine.

Le 3e Congrès avait déjà voté une résolution sur ce sujet, résolution au sujet de laquelle Lénine présenta de fortes critiques au Congrès suivant. Cette résolution est excellente, dit-il, mais je suis sûr que les communistes ne l'ont pas lue, ou, s'ils l'ont lue, qu'ils ne l'ont pas comprise. Pourquoi ? Parce qu'elle est trop russe. On peut la traduire excellemment. Elle reste spécifiquement russe. Et s'adressant aux délégués, il s'écria : « Ne nous imitez pas servilement. Etudiez notre révolution, dégagez-en les enseignements et incorporez notre expérience dans vos mouvements respectifs. »

Or, ce qu'on a fait au 5e Congrès et depuis, dans les diverses sections de l'I. C. n'est qu'une copie servile de l'organisation et des pratiques du Parti communiste russe. C'est ainsi qu'on est léniniste. Comme il est difficile de comprendre à fond deux mouvements, le russe et le sien, comme c'est là une rude tâche qui exige des capacités et des connaissances que les léninistes tout neufs ne possèdent guère, on copie, simplement. On prend même le vocabulaire, ce qui conduit à l'emploi d'un jargon risible et à une caricature du léninisme qui n'est pas que ridicule, mais constitue une menace permanente pour le mouvement ouvrier.

***

On vient de s'en apercevoir en Allemagne. Un an de bolchévisation intensive : recul énorme de l'influence communiste sur les masses ouvrières et élimination quasi totale de l'influence communiste dans les syndicats. Les néo-léninistes criaient que la soi-disant droite voulait liquider le bolchévisme. On voit qu'ils s'en chargent fort bien, non en paroles mais en fait.

La situation catastrophique créée en Allemagne par le groupe Ruth Fischer-Maslow a contraint l'I. C. d'intervenir et à défaire, à un an d'intervalle, ce qu'elle avait fait. Cela, déjà, est grave. Mais ce qui l'est beaucoup plus c'est qu'on n'avait pas le droit d'ignorer ce que serait la politique de ce groupe et les résultats qu'elle donnerait. On connaissait Ruth Fischer et Maslow. On savait ce qu'ils représentaient personnellement et politiquement. Leur opposition à la tactique du front unique avait été constante et leur méconnaissance du travail syndical absolue. Dans l'organisation de Berlin-Brandebourg, où ils avaient leur influence, les communistes désertaient les syndicats réformistes et, dès avant le 5e Congrès, le pourcentage des communistes syndiqués était tombé à un chiffre dérisoire. Impossible donc d'avoir des illusions à leur égard et si le 5e Congrès a été quand même un Congrès des dupes, c'est une raison de plus qu'ont les ouvriers de demander des comptes à la direction de l'Internationale communiste.

Pourquoi donc la direction de l'I. C. a-t-elle contribué à porter Ruth Fischer et Maslow à la tête du Parti communiste allemand ? Parce qu'elle avait besoin d'eux pour abattre Radek et Brandler. L'exécution de ces deux camarades par Ruth Fischer au 5e Congrès, avec l'approbation et l'encouragement de la délégation française et de la plupart des délégués venus non en communistes mais en serviteurs, fut le clou de l'œuvre essentiel du Congrès — une écœurante danse du scalp.

On ne s'en tint pas là. On envoya Ruth Fischer dans plusieurs sections de l'Internationale où, après le rôle éminent qu'elle avait joué au 5e Congrès elle apparaissait comme le type idéal du léninisme nouveau modèle. L'*Humanité* la saluait comme une nouvelle Rosa Luxembourg. Et c'est nous qu'on accuse d'être les ennemis de l'Internationale, de porter atteinte à son prestige et à son influence...

Aujourd'hui, pressé par une situation alarmante, l'Exécutif de l'I. C. délivre la direc-

tion et l'organe central du Parti communiste allemand du groupe Ruth Fischer-Maslow. Mais le mal causé par celui-ci demeure et les successeurs ne trouvent guère que des ruines, un parti épuisé, et ce qu'il en reste, déchiré par des luttes intestines.

L'Allemagne est, depuis la guerre, la terre sensible par excellence, où les événements vont plus vite et ont plus de résonnance qu'ailleurs. C'est là que les résultats de la « bolchévisation » devaient se montrer le plus vite. Mais ils apparaissent aussi ailleurs.

***

Trotsky laisse entendre que nos méthodes sont propres à discréditer le Parti communiste français, à saper son autorité et son influence.

Pour ce qui est de se discréditer, de saper son autorité et son influence — et celle du communisme en même temps, — la direction du Parti français s'en charge. Nul ennemi déclaré ne pourra jamais l'égaler. Pas d'erreurs qu'elle n'ait commises, pas de principes justes qu'elle n'ait mal appliqués, pas de bonnes tactiques qu'elle n'ait sabotées, pas de mots d'ordre absurdes qu'elle n'ait lancés.

La faute d'aujourd'hui fait oublier celle d'hier. Mais que quelqu'un ait la patience de reprendre cette direction à son début et de dresser un sec relevé de son activité incohérente. On y trouvera de tout : du gauchisme le plus « gauche » et de l'opportunisme le plus plat, un blanquisme rudimentaire et un électoralisme raffiné, même quand il ne reçoit pas la justification peu reluisante du succès ; de tout, sauf du communisme et la compréhension du mouvement ouvrier.

Est-ce qu'en dénonçant quelques-uns de ses méfaits c'est nous qui les créons ou qui les révélons ?

Ils ne sont que trop visibles et la bourgeoisie, comme ses alliés réformistes, ne manquent pas de les enregistrer sans que nous ayons besoin de les leur signaler. Si, par exemple, on annonce une grande démonstration ouvrière et qu'il n'y vienne personne, cela se voit et il n'est pas besoin de souligner l'échec pour que la bourgeoisie en dégage la signification.

Ce n'est pas par pure coïncidence que cette « bolchévisation » s'accompagne d'un renforcement sensible des organisations socialiste et syndicale-réformiste. Car c'est un fait malheureusement indéniable que le Parti socialiste, au cours de cette dernière année, a vu croître le nombre de ses adhérents au point que son effectif dépasse celui du Parti communiste après lui être resté, depuis Tours, toujours inférieur ; que la C. G. T. Lafayette a, elle aussi, regagné du terrain, ravivé une influence déclinante, ce qui lui permet de remplir plus efficacement le rôle néfaste qui consiste à porter une partie de la classe ouvrière aux côtés de la bourgeoisie de gauche ; que le journal de cette catégorie sociale comprenant les fonctionnaires, les artisans, les petits commerçants, les petits paysans qui, en France, conservent une importance politique sérieuse, longtemps tenu en échec par l'*Humanité* l'a maintenant considérablement dépassée, ayant un tirage double et se trouvant être ainsi le journal politique le plus lu et le plus répandu, ce qui était, depuis la guerre, le privilège de l'*Humanité*. Les chefs réformistes peuvent être des canailles. Ils ne sont pas des idiots et ils savent très bien profiter de nos fautes.

Cette décroissance du communisme au profit de ses adversaires marche de pair avec la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usines et cela permet de juger la façon dont cette opération a été réalisée. Il y a un grand nombre de cellules... sur le papier. Le bluff ne peut dissimuler les échecs : il les met, au contraire, en relief.

Comment une telle direction a-t-elle pu durer ? C'est que, dès le début, sitôt après l'avoir créée, l'Internationale l'a mise sous globe, avec défense d'y toucher. Qu'en outre, elle a très bien compris elle-même les vertus de l'état de siège. Les gêneurs étaient les uns exclus, d'autres tolérés mais paralysés, dénoncés comme contre-révolutionnaires, menacés d'expulsion. Personne n'avait le droit ni la possibilité de parler, sauf elle-même. Il y a longtemps qu'on a constaté que « le premier imbécile venu peut gouverner avec l'état de siège » ; elle a fourni une nouvelle et brillante vérification de cette parole célèbre.

La nécessité où ils étaient de justifier l'état de siège, de contraindre les membres du Parti à accepter un régime intolérable, devait conduire les dirigeants du Parti à d'absurdes imaginations. Un jour ils annonçaient la révolution ; un autre jour le fascisme. Or les ouvriers français n'ont vu ni révolution ni fascisme. Mais ils ont vu une reprise du brigandage marocain à laquelle le gouvernement a pu jusqu'ici se livrer tout à son aise, sans hâte, accumulant hommes, canons, avions, tanks et munitions, contenant, par la seule application des lois scélérates, la propagande contre la guerre qui révèle surtout, et une fois de plus, le courage et le dévouement des simples membres du Parti.

***

Nous savons bien que le travail du Parti communiste russe se déroule au milieu d'énormes difficultés, et que c'est une rude et immense tâche de frayer la route à la Révolution. Mais c'est lui-même qui a accru ses propres difficultés le jour où il a demandé aux sections de l'I. C. de se prononcer sur la crise qu'il traversait sans la connaître et où il leur a dicté la réponse qu'elles devaient faire. Etant, comme il est naturel, le Parti dominant de l'I. C., c'est sur lui que retombe la responsabilité de la politique suivie par l'I. C., celle qu'il n'a certainement pas voulue mais qu'on

fait, en son nom, dans les sections, la « bolchévisation » et ses suites désastreuses. Après avoir plus fait, par son exemple, que n'importe quel théoricien, pour réconcilier les syndicalistes-révolutionnaires avec la conception du Parti politique, il est en train de les en éloigner à nouveau. On le voyait sous son aspect héroïque, guide sûr et capable de la classe ouvrière. La dernière crise, en mettant à nu les combinaisons, les ficelles, les manœuvres, en projetant une lumière crue sur sa structure intérieure jusqu'alors invisible, l'a montré sous son mauvais côté et les caricatures de partis bolchéviks qu'on s'est mis à fabriquer partout dans l'Internationale n'ont fait qu'aggraver l'inquiétude et le trouble.

Nous touchons ici au point le plus important, au moins pour la France, de la situation présente.

Il est nécessaire de rappeler que la France offre l'exemple d'un pays où, avant la guerre, le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est organisé et s'est développé, non seulement sans l'aide des partis politiques, mais contre eux. Durant cette période, les ouvriers ont pu acquérir une riche expérience. Ils ont vu évoluer des partis politiques de toutes sortes, de toutes couleurs, du plus rouge au plus pâle.

Quand les diverses sectes socialistes ont empoisonné la vie des syndicats, ils les ont invitées un peu rudement, elles et les anarchistes, à porter leurs querelles et leurs méthodes ailleurs. C'est le Congrès syndical d'Amiens. Or, si Ruth Fischer a montré qu'elle ne comprenait rien au mouvement syndical, Treint et consorts ne le comprennent pas davantage et ne le connaissent pas mieux. On vient de voir ce qu'ils ont fait avec l'unité syndicale. Ils ont saboté le mouvement qui se dessinait en sa faveur et gâché la situation exceptionnellement favorable créée par la formation d'une gauche agissante dans l'Internationale d'Amsterdam, de même qu'ils avaient, antérieurement, irrémédiablement compromis la tactique du front unique. Actuellement, par leurs stupides méthodes, ils réveillent chez les ouvriers la vieille méfiance à l'égard des partis politiques. Si rien ne change, on peut prévoir que dans un temps pas très éloigné un état d'esprit se manifestera dans les syndicats pas très différent de celui qui existait vers 1906 et qu'un beau jour les ouvriers irrités s'écrieront : « Foutez-nous la paix avec votre parti politique. Allez faire votre critique ailleurs et laissez-nous faire notre travail. » On se trouvera ramené à la situation d'avant-guerre et tout le profit qu'on pouvait et qu'il fallait tirer de la Révolution russe courra grand risque d'être perdu.

La situation qui existe présentement en France peut être différente de celle qui s'est révélée brutalement en Allemagne et a provoqué une intervention de l'Exécutif de l'I. C. Elle peut paraître moins catastrophique. Elle n'en est pas moins grave.

Le cas de la France et de l'Allemagne suffit amplement à montrer, par des faits, les résultats de la bolchévisation. Les autres pays fourniraient des constatations analogues et si on examine la situation dans son ensemble, on doit noter un affaiblissement des sections de l'Internationale communiste, une décroissance sensible de l'influence et du prestige de l'Internationale communiste auprès de la classe ouvrière d'Europe, tandis que, de l'autre côté, social-démocrates et réformistes consolident et renforcent leurs positions par une politique habile, mettant à profit toutes nos fautes, et que la bourgeoisie, démoralisée au lendemain de la guerre et quasi-désespérée, retrouve l'initiative, enraye l'inflation sous sa forme génératrice de troubles et parvient à créer un état de stabilisation relative. Nous ne voulons certes pas dire qu'elle est sauvée. Aussi longtemps que la Révolution russe est là, elle crée, par sa seule existence, une menace pour la bourgeoisie de tous les pays et de nouvelles possibilités révolutionnaires peuvent surgir. Nous nous bornons à tracer le tableau de la situation telle qu'elle est présentement. Et si nous ne songeons pas non plus à faire peser l'entière responsabilité de ce recul sur la direction de l'Internationale communiste, nous avons la conviction qu'elle en a sa part.

La « bolchévisation » a été le point de départ d'une rupture avec la politique antérieure de l'I. C. et elle constitue un retour vers la social-démocratie. Elle a substitué au réalisme révolutionnaire un insipide et abondant bavardage révolutionnaire. De verbiage révolutionnaire, la social-démocratie n'en était pas avare. On en est à écrire des choses comme celles-ci : « Il faut discerner entre droite, prétendue droite et les éléments qui la composent. » Si une révolution se faisait avec des mots on en aurait certainement vu plusieurs au cours de cette dernière année.

Au lendemain d'un discours flamboyant prononcé par Ruth Fischer au Reichstag, un de ses partisans disait à l'un de nous : « Eh bien, il y a quelque chose de changé en Allemagne. Il y a maintenant un vrai Parti bolchévik et on s'en aperçoit ! » Coups de gueule au Parlement et sabotage du travail syndical c'est là aussi une manifestation de pure social-démocratie.

L'homme qui est le mieux qualifié, au moins par sa fonction, pour parler au nom de l'Internationale communiste, écrivant à un communiste français, disait qu'il n'était pas surpris de l'attitude de Monatte et Rosmer du fait qu'ils n'étaient venus que tardivement au Parti, mais qu'une pareille attitude ne se comprendrait pas de la part d'un homme ayant appartenu au parti socialiste avant la guerre. Si c'est une tare originelle d'avoir été syndicaliste-révolutionnaire et s'il est mieux

d'avoir fait un long stage dans la social-démocratie, alors nous reconnaissons que notre exclusion était justifiée. Ce nouvel état d'esprit vient de se manifester au Congrès du Parti communiste américain où Foster et ses amis ont été accusés de vouloir « syndicaliser » le Parti. Cette guerre ouverte aux communistes venus du syndicalisme-révolutionnaire, a failli provoquer une scission qui n'a pu être que difficilement évitée.

La social-démocratie possédait, et possède encore des « appareils » imposants. Ceux des Partis communistes ne le sont pas moins, et, ce qui aggrave leur cas, ils sont absolument hors de proportion avec les forces réelles de ces partis. Le nombre des fonctionnaires croît d'une manière inquiétante et les assemblées, les congrès, la vie tout entière des partis s'en trouvent complètement faussés.

***

Toutes ces questions voudraient de plus longs développements. Nous ne pouvons que les indiquer d'une manière un peu rapide. Mais nous en avons dit assez pour faire comprendre les raisons de notre attitude, pourquoi nous n'avons pas fait appel à l'Internationale hier, pourquoi nous n'y ferons pas appel aujourd'hui, pourquoi nous ne pouvons pas liquider la *Révolution prolétarienne.*

Au début de ce tournant de la politique de l'I. C. on disait : C'est une folie passagère, un accident ; elle cessera avec la cause qui l'a fait naître. Elle ne peut pas durer. Pourtant, elle a duré, elle dure encore. L'affaire allemande, comme le frein mis aux exclusions, marque seulement un temps d'arrêt. Mais nous ne tenons pas du tout à avoir trop raison et nul ne se réjouirait plus que nous de voir l'Internationale revenir à la politique féconde par laquelle elle s'était caractérisée et qui aida si puissamment la classe ouvrière de tous les pays. Si nous nous laissions guider par la colère et un faux amour-propre, nous nous rabaisserions tout juste à la taille de ceux qui ont voulu notre exclusion du Parti communiste. Chaque fois que l'I. C. nous en donnera l'occasion, chaque fois qu'elle préconisera une tactique juste, nous l'appuierons de notre mieux, comme nous l'avons fait pour l'unité syndicale.

Nous avons précisé d'une manière tout à fait claire notre position dans notre deuxième lettre aux membres du Parti communiste. Nous n'avons pas songé un seul instant à créer un nouveau parti ; nous avons, au contraire, instamment demandé à nos amis de rester au Parti communiste. Pour nous, exclus, nous continuerions, hors du parti, le travail que nous faisions au dedans, celui que nous avons toujours fait. Nous ne sommes pas d'hier dans le mouvement ouvrier et dans la mesure où le passé peut garantir l'avenir, nous pouvons donner cette garantie. Si l'on nous dit qu'il n'est pas possible d'être hors de l'Internationale et du Parti sans être contre eux, nous répondrons que maints exemples fournissent la preuve que cette affirmation sommaire n'est pas fondée.

L'Internationale communiste s'est formée par un regroupement des forces révolutionnaires, sous l'influence de la guerre et l'impulsion de la Révolution russe. Des social-démocrates, des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, faisant subir à leurs conceptions antérieures une revision nécessaire, se rassemblèrent autour d'une plate-forme commune. Lénine disait : « Débarrassons-nous de notre linge sale social-démocrate ! » Or, aujourd'hui, on ne veut plus être « communiste » mais « vieux bolchévik ». On brise le faisceau qui s'était constitué en 1919 et consolidé en 1920, et les forces qui s'étaient groupées se dispersent. La conséquence normale c'est qu'aujourd'hui il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste. Et une autre conséquence, c'est qu'une revue comme la *Révolution prolétarienne* est un organe nécessaire. Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière. La *Révolution prolétarienne* est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

Aussi attachés aujourd'hui qu'hier à la Révolution russe, aussi préoccupés de comprendre ses leçons et de profiter de ses enseignements, nous avons conscience de n'avoir pas dévié de la ligne de conduite que nous nous étions tracée. Nous n'avons pas abandonné la classe ouvrière dans la rude épreuve de la guerre ; nous avons lutté avec elle contre les chefs qui la trahissaient. Nous serons avec elle demain, du bon côté de la barricade : nous ne sommes pas sûrs d'y retrouver tous ceux qui nous ont exclus.

LE NOYAU
de la « Révolution prolétarienne ».

***

P.-S. — La direction du Parti n'a pas manqué, à l'occasion de ces graves questions, de donner la note burlesque. Dans un court chapeau à la réponse de Trotsky, elle annonce qu'elle va rectifier quelques erreurs d'appréciation commises par lui à propos du rôle joué par Monatte et Rosmer pendant la guerre et dans le développement du Parti communiste. Nul doute qu'un tard-venu ne s'apprête à montrer qu'il valait mieux se rendre en mission officielle auprès de Mussolini que d'aller à Zimmerwald et que, pour faire un parfait léniniste, à sa manière, il était excellent d'aider d'abord Frossard dans ses machinations contre l'Internationale communiste ou de ne rallier qu'en 1924 la Révolution russe qui, fort heureusement, avait pu attendre.

DÉCLARATION DE TROTSKY

J'ai connu Monatte et Rosmer en 1915. J'ai fait connaissance avec eux en cherchant à Paris — comme avec une bougie dans la journée — les peu nombreux révolutionnaires qui n'avaient pas adopté la position bourgeoise du social-patriotisme. Les années suivantes, quand nous parlions des révolutionnaires français fidèles à l'Internationale, nous nommions tout d'abord Monatte et Rosmer. Ils ont été avec la Révolution d'octobre et la IIIe Internationale dès le premier jour. Rosmer fut un des fondateurs de la IIIe Internationale. Monatte refusa longtemps d'adhérer au Parti communiste français en indiquant qu'à sa tête se trouvaient beaucoup d'éléments parlementaristes et carriéristes. Après le 4e Congrès de l'I. C., quand avec l'aide de la gauche française avec Rosmer à la tête, notre Parti français fut nettoyé des réformistes, Monatte donna son adhésion. Ce qui vient d'être dit définit assez clairement mon attitude, aussi bien politique que personnelle, à l'égard de Rosmer et Monatte.

La part active que j'ai prise dans toutes les questions liées à la vie du Parti communiste français, cessa à peu près en hiver 1923-1924. Dans le Parti communiste français se déchaîna une lutte intérieure, liée dans son origine avec le reflet de la discussion russe, et qui amena l'exclusion de Rosmer et Monatte du Parti français, ce qui fut ensuite confirmé par le 5e Congrès de l'I. C. Si à ce moment j'avais pris part dans la discussion et dans la décision de cette question, je me serais sans doute fermement exprimé contre l'exclusion Mais l'exclusion se présenta devant moi comme un fait accompli. Autant que je ne m'exprimai pas contre l'exclusion et, en général, ne soulevai pas cette question, par cela même j'ai porté et je porte la responsabilité de l'exclusion.

Après l'exclusion, Monatte et Rosmer ont entrepris l'édition de la revue *La Révolution Prolétarienne,* dont j'ai appris la parution à mon retour du Caucase ce printemps, et dont j'ai pris connaissance seulement ces derniers jours.

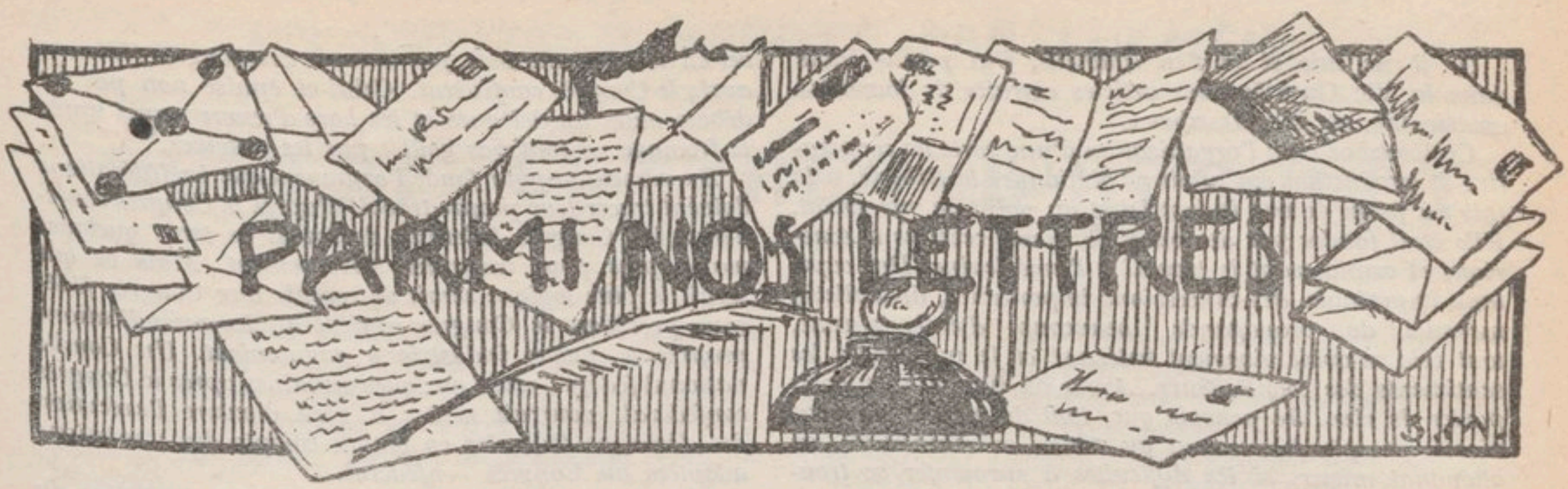
Cette revue par son caractère et par son ton justifie l'exclusion. Malgré le coup tragique dont Monatte et Rosmer furent frappés — le plus dur qui pouvait arriver à de tels révolutionnaires fidèles — ils avaient pour devoir, quoique étant formellement en dehors du Parti, d'agir comme des soldats du Parti, et par cela, tôt ou tard, retrouver leur place au Parti. C'est précisément un tel conseil que j'ai donné à un communiste français qui, dans un cas analogue me demanda conseil. Ayant créé la revue, ils paraissaient avoir l'intention d'expliquer, dans les articles du premier numéro, que les accusations de réformisme, etc., portées contre eux n'étaient pas fondées. Mais chaque numéro les entraînait plus loin dans la voie de la lutte contre la direction du Parti français et le Comintern. La colère est mauvaise conseillère. La revue, il faut le dire clairement — malgré le titre *La Révolution Prolétarienne* — se transforma en une arme dirigée contre la Révolution prolétarienne, cette même révolution prolétarienne réelle qui est incarnée avant tout dans l'Union soviétique et dans le Parti communiste russe.

Dans la revue de Monatte et Rosmer, une place marquée est consacrée aussi à ma défense contre les différentes attaques et accusations. Je réfute fermement cette défense. Ce n'est pas parce que j'accepte cette critique qui est formulée contre moi dans la revue *Les Cahiers du Bolchevisme;* à mon regret, j'y trouve souvent de telles interprétations de mes vues qui n'ont rien de commun avec la réalité. Mais le Parti communiste français est *notre* Parti. Défendre son point de vue par les méthodes qui sont propres à discréditer le Parti, à saper son autorité et son influence, est le plus grand crime. Notre Parti français est une partie intégrante de l'Internationale, au développement de laquelle est lié le destin du prolétariat mondial et des peuples opprimés.

En France, en ce moment, seul le Parti communiste mène une lutte virile contre l'impérialisme guerrier. Saper son travail par des accusations dont les disproportions politiques sont monstrueuses, signifie — indépendamment de leurs propres intentions — faire le jeu des ennemis de la classe ouvrière. Cela se voit encore davantage dans l'attitude de la *Révolution Prolétarienne* vis-à-vis des affaires russes. Le travail du Parti communiste russe se déroule dans des conditions de difficultés extraordinaires, surtout à présent quand, contre l'Union soviétique, se mobilisent de nouveau toutes les forces de la réaction mondiale. Notre Parti se fraye sa voie dont l'histoire n'a pas créé de précédent. Lutter contre les défauts et les maladies du développement du Parti, découlant des conditions objectives, on le peut seulement par les forces du Parti même, par conséquent par de telles méthodes que le Parti pourrait adopter, adapter et pratiquer. Toute autre voie signifie le manque de foi dans les forces *antérieures* de notre Parti mondial. Celui qui se méfie du Parti, n'y a, bien entendu, plus rien à faire.

Quant à la lutte avec les méthodes d'Eastman, j'ai déjà dit tout ce qu'il fallait. Là, plus rien à ajouter.

La voie que la *Révolution Prolétarienne* a empruntée, a sa logique intérieure : elle conduit les hommes, sans qu'ils s'en aperçoivent, de l'autre côté de la barricade. Mais je ne considère pas ceci comme inévitable. Rosmer et Monatte sont d'assez vieux révolutionnaires trempés pour négliger des considérations de faux amour-propre. On peut et on doit s'arrêter. *Immédiatement liquider la revue; restant en dehors du Parti, agir comme des soldats du Parti; s'adresser à l'Exécutif du Comintern avec la demande de revision de l'affaire. Il n'y a pas d'autre voie.*



Une lettre des sapins.

De temps à autre notre ami Airelle nous envoie une longue épitre. Il y passe en revue les principaux événements et nous donne son avis sur les discussions en cours. Loin du bruit et de l'atmosphère empoisonnée de Paris, dans le calme des sapins des Vosges, il est à même de juger sans fièvre et de voir large. Voici quelques morceaux de sa dernière lettre :

*Je viens de lire dans l'*Humanité *l'article de Hercle!* Toujours le même refrain : critiquer quelqu'un qui détient une autorité dans le parti, c'est critiquer le parti, donc attaquer la révolution et confondre son activité avec celle des contre révolutionnaires.

Emettre un doute sur une opinion de Treint ou de Zinoviev, c'est être avec Wrangel. Est-ce la peine de discuter de pareilles idées?

J'ai trouvé dans The Plebs du mois d'août, un passage qui répond une fois pour toutes à ce genre d'argument. C'est l'éditeur de Plebs qui l'a rédigé en réponse à une lettre (insérée) d'un communiste se plaignant qu'un rédacteur ait critiqué son parti. Voici ce passage :

« L'expérience nous a démontré qu'il fallait désespérer d'essayer de persuader un Communiste (variété autorisée) qu'en critiquant le P. C. ou le Comintern on ne « trahissait » pas nécessairement la classe ouvrière. Ou qu'on pouvait être poussé à agir ainsi par un autre motif que la « peur » ou l'envie.

« Une fois que vous avez décidé que vous et votre groupe avez accaparé l'intégrité, le courage, la clairvoyance et toutes les autres vertus, la controverse avec d'autres personnes n'est plus que l'occasion de fulminer les vieilles, vieilles épithètes. Mais, alors, ne soyez pas surpris si ces autres personnes ne peuvent s'empêcher de sourire. »

Dans le même Plebs, il y avait un article de Gallacher répondant à Louzon. Plus exactement, répondant à la publication, par le Plebs du mois précédent, de la traduction de l'article que Louzon avait donné dans la Révolution Prolétarienne sur le rôle du Parti et la préparation de la révolution. Gallacher intitule son article : « Comment ne pas préparer la révolution ». Cela contient les aménités habituelles et ressemble aux articles français similaires.

***

En lisant dans l'Humanité les comptes rendus des Congrès, je n'ai pas regretté du tout d'avoir préféré à leur atmosphère l'air pur des montagnes.

Le débat sur la rééligibilité, à la C. G. T. U! On est contre la rééligibilité quand ce sont les autres qui sont les élus. On est pour quand on est élu soi-même. C'est humain, mais ce n'est pas ça qui peut relever le prestige de l'organisation auprès des ouvriers que la méfiance, la légèreté et le scepticisme en ont écartés.

Un camarade proposait, il y a quelque temps, la formation d'une ligue syndicaliste. Je ne sais pas si la proposition doit être adoptée ou rejetée. Il y a des arguments pour et contre. Mais je pense que si une telle ligue se constituait, ou, si une entente entre nous tous prenait forme organisée, il serait bon que nous nous différencions des politiciens de tout acabit en nous engageant à rester dans le rang, à ne pas briguer les places qui écartent pour toujours le militant du milieu ouvrier, qui en font parfois un bourgeois, mais toujours un individu dont le point de vue ne peut être le même que celui du camarade de l'atelier, des champs, de l'usine, de l'école, du bureau.

Peut-être arriverions-nous ainsi à regagner à l'activité organisée des masses si souvent rejetées à la veulerie par le détachement qui s'opère fatalement, par une voie ou par une autre, entre elles et ceux qu'elles hissent au-dessus d'elles.

***

La C. G. T. U. a décidé une grève générale de 24 heures contre la guerre du Maroc. Toute l'agitation menée à propos de cette guerre m'a inspiré des réflexions.

Veut-on réellement mettre fin à la guerre du Maroc?

Ou bien le but est-il seulement de se servir de cette guerre comme d'un moyen d'agitation, sans se soucier de ce qu'il adviendra d'elle?

Si le but poursuivi est le premier cité, je trouve que le P. C. tourne le dos à ce but, lorsqu'il prend pour mot d'ordre « évacuation » et « fraternisation » et lorqu'il prend le parti des Rifains sans faire la moindre réserve. Agissant ainsi, il écarte d'emblée tous les non-révolutionnaires. Son mot d'ordre se confond avec le mot d'ordre général « révolution », car ce n'est que si une révolution éclate dans la métropole et y triomphe, que celle-ci abandonnera bénévolement ses colonies. Je ne puis concevoir l'évacuation comme possible sous un régime bourgeois, à moins que l'évacuation par force. Donc, l'attitude adoptée par le P. C. me paraît témoigner de la part de cette organisation une bien grande confiance en elle-même. Il se juge capable d'entraîner la masse à lui tout seul, sur un mot d'ordre relativement désintéressé, dans une période où il n'existe pas une bien grande agitation et dans un pays où deux C. G. T. à faibles effectifs, à peu près équivalentes, se font la guerre entre elles. La suite nous montrera si cette prétention est justifiée.

Bien entendu, si cette agitation mène à un échec, Zinoviev et Cie incrimineront les dirigeants du parti et leur feront leur procès. On les qualifiera de « droite », de « gauche », d' « extrême gauche » ou d'autre chose. On trouvera aisément quelques types qui consentiront à attacher le grelot, moyennant récompenses honnêtes, et cellules, rayons, congrès, voteront à tour de bras approbation à l'Exécutif et blâme aux boucs émissaires flagornés la veille. Après quoi, ça recommencera. Je suis heureux de ne plus avoir à faire ma partie là dedans.

***

J'ai remarqué que, dans la concession accordée à la Société capitaliste « Lena Goldfields », figuraient des mines de charbon de Kouznetz.

Or, je ne sais si tu t'en souviens, j'ai publié jadis dans la Vie Ouvrière *des articles extraits de journaux américains, sur le « Kouzbas ».*

Ce Kouzbas était l'organisation d'une sorte de coopérative de production qui allait révolutionner la Sibérie, à la fois au point de vue industriel et au point de vue social. Elle était fondée par des ouvriers russes revenus d'Amérique et connaissant le travail à l'américaine. Des capitaux importants, des concessions importantes, un bulletin mensuel de propagande, beaucoup d'enthousiasme, tout cela m'avait vivement intéressé et je partageais les sentiments des coopérateurs. Après on n'a plus entendu parler de rien. Je pensais que, tout de même, Kouzbas vivait, prospérait, ou tout au moins se maintenait, en attendant mieux, si les difficultés à surmonter se trouvaient trop grandes pour que se réalisent rapidement les espoirs du début.

Kouzbas est-il liquidé ou va-t-il l'être?

On peut nous donner toutes les statistiques que l'on voudra et Teulade peut se porter garant que tel ou tel administrateur qu'il a vu en passant est à la hauteur de sa tâche, que tout est pour le mieux sous le meilleur des régimes ; le fait que Kouzbas serait tombé, pour moi pèserait plus que toute cette propagande. J'aimerais savoir si cela est arrivé et comment. Est-ce « l'appareil » qui s'est montré inférieur à la tâche? Sont-ce les ouvriers qui n'ont pas pu se montrer au niveau des exigences de la situation ? Ou bien s'agit-il de difficultés matérielles? Quoi qu'il en soit, il y aurait là un échec qui mériterait de nous être expliqué, une le on dont Lénine nous ferait profiter avec sa franchise parfois brutale, mais que ses « débiles successeurs » nous laisseront sans doute ignorer.

***

On nous montait le coup jadis, avec la révolution allemande, qui allait éclater incessamment. A cette heure, on n'ose plus en parler. Alors, changement de décor : c'est l'Angleterre, qui va faire la révolution. Ces Trade Unions, qu'on a tant blâmées de leur esprit conservateur, sont, paraît-il, devenues révolutionnaires.

Je ne suis pas de ceux qui méprisent le travail de la gauche anglaise, loin de là. Mais je crois que ceux qui voient dans un bref délai les respectables corporatistes d'outre-Manche arborer le drapeau rouge sur des barricades et faire la Grève générale pour établir des Soviets, s'illusionnent ou veulent nous illusionner.

Les ouvriers anglais « se détachent de la Social-démocratie »? Mais ils n'y ont jamais été attachés, que je sache. Ils ont toujours été très possibilistes, et je crois qu'ils le sont encore. Leur possibilisme, s'il est à courte vue, me paraît du reste de plus de valeur que le révolutionnarisme verbal de bien des Français.

Cependant, de là à croire qu'ils vont chamboarder la semaine prochaine toutes leurs vieilles institutions!...

⁂

Impressions du Congrès des Métaux

Un militant des Métaux nous a envoyé ses impressions du dernier Congrès fédéral des métaux. Les remarques qu'il a faites semblent intéressantes non seulement pour ce Congrès, mais pour beaucoup d'autres. Il signale une situation fâcheuse dont il est urgent de rechercher les remèdes :

Première impression, on dirait un Congrès qui se termine plutôt qu'un Congrès qui commence. Les délégués n'ont pas cette mine de curiosité, de bataille, d'anxiété, d'attente qui fait l'atmosphère particulière des débuts de Congrès. Non, on sent que tout est résolu, qu'on n'a plus qu'à bâcler quelques résolutions, participer à quelques votes. Et l'on a déjà un pied dans le train.

Ceci ne doit pas être particulier à ce Congrès, et s'explique naturellement par l'inversion donnée à l'ordre des choses (établi dans le vieux syndicalisme qu'on veut rénover en démolissant tout), par la tenue des Congrès fédéraux après le Congrès confédéral. Celui-ci épuise non pas les débats mais les délégués et les hors-d'œuvre servis après le fromage ne sont pas goûtés par les convives.

En admettant pour fondé l'argument que les fédérations doivent tracer leur propre travail d'après le Congrès confédéral, les Congrès fédéraux devraient se tenir quelques mois après pour travailler sérieusement. Mais ce qui serait le plus logique serait de revenir aux Congrès fédéraux précédant le Congrès confédéral, les revendications propres à chaque industrie y gagneraient. Un Comité national fédéral, réuni quelques semaines après le Congrès confédéral, pourrait mettre à pied d'œuvre l'exécution des décisions fédérales en tenant compte des résolutions adoptées au Congrès confédéral.

Autre chose pesait sur le Congrès : la discipline du Parti. Hélas! au nom de cette discipline que de lâchetés on commet. Dans la coulisse, des approbations; dans la discussion publique, silence, quand ce n'est pas désapprobation.

Dans ce Congrès, discussions sans intérêt; le prœsidium tente de réduire toute intervention en dehors de celles des délégués officiels; il n'a pas grand mal d'ailleurs.

Sans opposition, les pires choses furent votées; notamment le droit pour nos fonctionnaires d'être candidats à la députation sans pour cela quitter leurs fonctions. Où est le temps où Basly était combattu?

En sortant du Congrès je me disais qu'il nous faut créer notre ligue syndicale. Appelons la comme on voudra, mais nos C. S. R. doivent revivre. C'est d'eux que viendra le salut et peut-être l'unité syndicale.

⁂

Gesticuler n'est pas agir.

Voici une lettre qui a trait à la façon dont le P. C. a suivi l'affaire du Maroc :

Je me souviens avoir lu, dans le compte rendu des débats d'une interpellation à la Chambre, cette exclamation de Vaillant-Couturier : « Le pays n'en savait rien, on n'en a rien su ...»

Il s'agissait des opérations engagées par Lyautey, des fameux postes installés sur l'Ouergha, c'est-à-dire de la préparation de la guerre.

Ne trouvez-vous pas cet aveu d'une naïveté formidable. Comment? On est à la tête d'un Parti, on a les moyens de savoir, la possibilité de suivre pas à pas la piste, et on laisse passer, sans la spouçonner, la préparation d'une guerre ?

Ce n'est pas tout, hélas! Des renseignements sûrs me permettent d'affirmer que Briand, au cours de conversations presque publiques, dans les couloirs de la Chambre, sans même demander le secret, révèle volontiers sur la préparation de la guerre, les « précautions prises par Lyautey » : tout cela lui a été proposé, il y a des années alors qu'il était ministre sous le Bloc national.

Lui, Briand, avait « repoussé » ce plan établi par Lyautey, plan inspiré par une politique qu'il qualifie d'un mot expressif : la politique du cadenas!

Dans les couloirs du Parlement, tout le monde parle des agents de liaison entre le gouvernement et Abd el Krim. On sait que le contact n'a jamais été rompu. On sait qu'Abd el Krim, qui n'est pas un chef religieux, n'a pas d'hostilité foncière contre la France, qu'il voudrait traiter. On sait aussi qu'au fond, le problème marocain est surtout un problème du sous-sol marocain que se disputent des financiers rivaux.

Sur cette piste, que ne pourrait faire une opposition — si elle voulait réellement travailler.

Bref... voici un bouquet de faits, sur lesquels une opposition bien dirigée aurait pu prendre base pour une sérieuse agitation dans un peuple naturellement hostile à toute guerre. Le P. C. a préféré crier, gesticuler, brailler. Il n'a fait qu'une opposition tapageuse, verbale, superficielle...

UN SABOTEUR SABOTÉ PAR LUI-MÊME

QUATRE LETTRES D'HERCLET

Il y a quelques mois, lorsque Herclet signa la déclaration de la *Vie Ouvrière* : « Chacun à sa place », des camarades eurent l'idée de le remettre à la sienne en publiant les lettres qu'il nous a écrites, aux uns et aux autres, pendant son séjour à Moscou.

J'en dissuadai ces camarades. Je le regrette. Un rappel un peu brutal de ce qu'il pensait la veille l'aurait peut-être retenu sur la planche savonnée. Il n'aurait pas osé écrire l'article « Contre les saboteurs du mouvement ouvrier », publié le même jour, 11 septembre, par l'*Humanité* et la *Vie ouvrière*.

En réponse à son article, nous publions quelques-unes de ses lettres. Personne n'était mieux qualifié que l'Herclet d'hier pour moucher l'Herclet d'aujourd'hui.

Ce qu'il déplorait et attaquait dans le Parti français comme dans le Parti russe, c'est ce que nous déplorons et attaquons. Cela nous a valu d'être exclus; cela lui a valu de n'être pas admis au Parti. Mais si nous ne nous soucions pas davantage maintenant qu'autrefois d'être du côté du « manche », il n'en est pas de même pour lui. Il a fini par se ranger du côté du « manche », et comme tous les gens qui ont besoin de donner des gages, il est naturel qu'il soit le plus injurieux contre notre « groupe minuscule ».

Une bordée d'insultes de plus, cela nous laisse froids, on le pense bien. Ce qui nous importe c'est de vérifier que notre point de vue sur la situation du mouvement est juste. Les lettres d'Herclet ont ce mérite. Elles ont d'ailleurs contribué à l'époque à former notre opinion. Il a applaudi à notre position jusqu'au jour où, là-bas, Treint lui a demandé raison de ces lettres. N'écoutant que son courage, il s'est déjugé et s'est engagé à nous combattre.

Tout ce qu'il peut imaginer pour expliquer sa volte-face est puéril. Nous aurions dû appeler de notre exclusion devant l'Exécutif de l'I. C. Il sait mieux que personne que notre exclusion a été l'œuvre de deux représentants de l'I. C. autant que celle de l'équipe Treint-Sémard-Monmousseau.

J'aurais pu, me dit Herclet, jouer encore un rôle et rallier autour de moi, dans la C.G.T., la minorité actuelle. J'estime que la minorité actuelle doit trouver dans son sein ses propres militants, et que le rôle des anciens de mon espèce doit consister à découvrir, à stimuler et à soutenir ces jeunes éléments. Herclet devrait savoir, en outre, que je n'ai jamais aimé jouer les grands rôles, les rôles de chefs. C'est déjà assez de faire un remplacement les jours de danger quand les chefs et les aspirants-chefs se défilent comme des lapins. Quand le danger est passé, que les lapins reviennent, qu'ils vous bousculent même pour reprendre la place, on a bien le droit de retourner dans le rang, d'y garder son franc-parler et d'y servir par des tâches de son choix la classe ouvrière et la Révolution.

Nous ne les avons pas trop mal servies, dans cette revue, puisque Herclet a trouvé, dans tous les centres de province qu'il a visités, des camarades qui pensaient comme nous, malgré tout ce qu'on leur a raconté sur notre compte. C'est que les faits parlent plus fort que toutes les excommunications. Et les faits sont là pour dénoncer comme les saboteurs du Parti ceux qui ont empêché les Commissions syndicales de fonctionner dans l'esprit où nous les comprenions et qui ont gâché la belle idée des cellules d'usines. Les faits sont là pour dénoncer comme les saboteurs de l'organisation syndicale ceux qui ont ruiné le front unique, nui à l'unité syndicale et collé sur la C. C. T. U. l'enseigne communiste. Les voilà les vrais saboteurs du mouvement ouvrier. Herclet peut prendre place à leurs côtés. — P. M.

Ce qu'il écrivait hier :

« J'ai applaudi à votre position dans le Parti français. »

Moscou, le 9 avril 1924.

Mon cher Monatte,

Un mot pour vous dire que j'ai applaudi, quoique non membre du Parti, à votre position dans le Parti français. Nous venons de lire dans le Bulletin Communiste *l'article de tête : « Dans la voie tracée par Lénine », où le camarade Treint chante victoire. Tous les camarades d'ici qui ont lu cet article sont unanimes pour dire que Treint dépasse la mesure, et comment !... Je ne vous transmettrai même pas par lettre, parce que c'est gênant, les expressions dont on s'est servi pour qualifier ce papier.*

Cette lettre est la quatrième ou cinquième que je vous expédie; pas de réponse; pas d'accusé de réception, et je me demande si mes missives arrivent à leur adresse.

Sur la question de la discussion dans le Parti russe je vous expédie ci-joint un article du camarade Chliapnikof que j'ai fait traduire pour moi et pour d'autres camarades qui me l'avaient demandé. Je crois qu'il vous intéressera puisque rien de la pensée de l'ancienne opposition ouvrière vis-à-vis de la discussion récente n'a été publié en français.

Vous viendrez au Congrès prochain, tout au moins on l'affirme ici. Nous aurons le temps de causer; il faudrait en écrire trop long pour vous donner mon opinion personnelle.

Je voudrais bien avoir de vous une de ces grandes lettres comme vous m'en avez écrit quelques-unes autrefois à Vienne, pour connaître un peu plus du mouvement français.

Au plaisir de vous lire.

Bien fraternellement. HERCLET.

« Du côté du manche. »

Moscou, le 12 avril 1924.

Mon cher Souvarine,

Laisse-moi te dire tout de suite, comme je l'ai écrit à Monatte, que j'applaudis vigoureusement à votre position vis-à-vis de la question russe. Recommencer en France la discussion qui a eu lieu en Russie, c'est non seulement inutile, mais surtout nuisible. Il y a autre chose à faire.

Je comprends que le Comité central du Parti russe, que Zinoviev aient le désir de se voir appuyés contre l'opposition par les diverses sections de l'I. C. et de l'I. S. R.

Mais il n'en reste pas moins que si une partie, en l'occurrence le Parti communiste français, prend position, cela veut dire qu'il se range « du côté du manche », du côté du plus fort courant, cela veut dire qu'il est obéissant, mais non pas qu'il est éclairé. Car pour être éclairé il faut avoir suivi la discussion (et peu de choses ont été publiées en français, proportionnellement à ce qui a été écrit en russe), mais il faut aussi vivre en Russie.

Combien de camarades parmi les membres de votre Comité directeur ont lu seulement ce qui a été publié en français ? Et de toute façon, comment osent-ils prendre position ? Moi, je l'ose à peine, et pourtant je suis ici depuis une année et indépendamment de tout ce que j'ai lu, j'ai causé et discuté avec quantité de camarades de toute opinion.

Dire que puisque la majorité du Parti russe s'est prononcée, le Comité central a raison, c'est un peu fort.

Moi, je ne crois pas que la majorité du Parti russe s'est prononcée librement pour le Comité central, et même s'il en était ainsi, cela ne prouverait pas que l'opposition a tort.

Savoir si les membres du Parti russe se prononcent librement. c'est toute la question de la démocratie dans le Parti.

C'est « l'appareil » qui fait l'opinion, et l'appareil est complètement subordonné au Comité central; je puis même dire que les fonctionnaires se prononcent sous peine de révocation et de déportation (on épure actuellement dans les universités, les grandes écoles et l'armée, etc., et les trotskistes sont souvent exclus s'ils ne font pas amende honorable).

Ceci ne veut pas dire que je suis partisan de la démocratie dans le Parti russe, car je pense, avant de parler de cela, qu'il faut en changer la composition sociale, lui donner une composition un peu plus prolétarienne.

Dès le début, la discussion a été faussée par le coup (coup de pied en vache) de Staline contre Trotsky, qui n'est pas de la « vieille garde ».

Après cela, seuls ceux qui sont de la « vieille garde » pouvaient, avec moins de risque (ce qui ne veut pas dire sans risque), soutenir Trotsky et les diverses tendances de l'opposition.

Beaucoup de camarades de ma connaissance qui cherchaient d'où soufflait le vent, se sont prononcés tout de suite pour le Comité central; puisqu'on avait osé reprocher à Trotsky de n'être bolchevik que depuis la révolution, cela voulait dire que personne ne serait épargné.

A côté de la discussion dans la presse, il y avait la discussion dans les assemblées, et on se permet en paroles bien des choses qu'on n'écrit pas. Exemple : au club allemand, un rapporteur du C. C. a osé dire que Trotsky n'était pas très enthousiaste pour la révolution allemande, ce qui est absolument faux, car j'ai entendu personnellement Trotsky sur cette question. C'est le contraire. Vis-à-vis de la révolution allemande, Zinoviev a avoué avoir commis des fautes, comme d'ailleurs il en a commis au moment de la révolution d'Octobre en Russie; heureusement que « le jeune garde » Trotsky était là avec Lénine.

Tu me demandes si je suis d'accord avec Losovsky? Nous n'avons pas causé ensemble une seule fois de la discussion du Parti russe, nous avons d'autres sujets, autre chose à faire.

Mais une fois j'ai refusé de causer à une séance du Congrès des Soviets parce que je ne devais pas prononcer le nom de Trotsky, et que, ne prenant pas position publiquement, je ne voulais pas participer à la conspiration du silence, contre Trotsky malade. Aux séances ou j'ai assisté, je n'ai pas entendu une seule fois prononcer le nom de Trotsky, et pourtant, je le répète, il était malade. Et tu sais bien que les camarades russes ne sont pas chiches habituellement d'ordres du jour de sympathie, de télégrammes, etc.

Dans d'autres assemblées, c'est la même chose. Seule, m'ont dit des camarades, la vieille Clara dit souvent qu'il ne faut pas oublier Trotsky, mais on ne traduit pas toujours ses paroles.

Ce qui précède t'indique que quoique non membre du Parti, mes sympathies vont à l'opposition, ne serait-ce que parce que Trotsky est partisan de comprimer un peu le fonctionnarisme.

J'aurais bien des choses encore à te dire, mais je manque de temps, Monatte te fera voir certainement la petite lettre que je lui ai expédiée. Celle-ci est absolument personnelle. Je t'écris comme je t'aurais parlé, et parce que tu es resté longtemps ici; je me garderais d'écrire ainsi à d'autres qui ne comprendraient pas.

Au plaisir de te lire.

Bien fraternellement à toi.

HERCLET.

Ci-joint une traduction d'un article de Chliapnikov qui n'a pas été publié en français.

« Un véritable blâme au B. P. du Parti français. »

Moscou, le 12 janvier 1925.

Mon cher Monatte,

Le camarade Rosmer *vous a certainement donné à lire ma précédente lettre envoyée par plusieurs courriers, dans laquelle je lui disais qu'il est absolument nécessaire que vous vous adressiez à l'I. C. et que vous fassiez appel auprès d'elle contre votre exclusion du Parti français. Vous devez également demander à être entendus par l'Exécutif élargi qui est renvoyé au 27 février. Une démarche semblable de votre part sera très bien accueillie, on est étonné ici qu'elle ne se soit pas encore produite. Je ne puis vous donner des détails, mais enfin comme je suis assez près des sources, je crois savoir que bien des choses seront changées si vous vous adressez à l'I. C. Si j'insiste encore, c'est parce que votre silence vis-à-vis de l'I. C. constituerait une grosse faute, cela de l'avis même de tous les camarades avec qui je suis en contact journalier.*

Marrane *se trouvait à Moscou lorsque vous avez été exclus, son rapport devant l'Exécutif a été jugé insuffisant et un télégramme a été envoyé demandant des explications.* Treint *est venu à son tour, et, malgré tout ce qu'il a dit,* Zinoviev *a déclaré, pour commencer, que c'était très regrettable d'exclure des ouvriers, que le régime instauré dans le Parti français ne peut pas durer et qu'il faudra le dire au Congrès du Parti.*

J'ai eu connaissance du contenu des décisions prises par la Commission française, nommée par l'Exécutif, en ce qui concerne votre exclusion. C'est UN VÉRITABLE BLAME *qui fut adressé au B. P. du Parti français pour avoir provoqué votre exclusion en étouffant votre lettre du 5 octobre qui devait être publiée puisqu'elle constituait une déclaration de fidélité aux décisions du 5e Congrès.*

Elle n'a été publiée par la presse du Parti qu'après l'avoir été par votre brochure dont la publication ne fut évidemment provoquée que par la non-insertion de votre déclaration du 5 octobre.

Evidemment, l'I. C. ne peut pas dire que vous avez bien fait de publier une brochure de critiques néga-

tives (la moindre thèse, le moindre bout de programme eussent été préférables) qui ont profité aux ennemis du communisme. L'I. C. ne pouvait pas non plus vous réintégrer immédiatement, car cela voulait dire balayer la direction actuelle du Parti; Zinoviev *n'est pas encore prêt à accomplir ce geste, d'autant plus que l'I. C. ne voit pas actuellement une autre équipe de remplaçants dans la ligne tracée par le 5e Congrès.*

Jamais Treint *n'a eu un lavage de tête aussi complet que celui qu'il a obtenu ces jours derniers à Moscou. On a dit que ses thèses et celles de* Sellier *sont de mauvais articles de journal écrits avec légèreté. Je n'ai pas le temps aujourd'hui de vous donner tous les détails (demandez à* Tommasi *de vous faire lire la lettre que je lui adresse par le même courrier), mais l'I. C. a corrigé les thèses de telle façon que vous ne les reconnaîtrez plus et elle a regretté de ne pouvoir les refaire entièrement, faute de temps.*

Sur la tactique de l'unité syndicale, la lettre de front unique adressée aux Trade-Unions anglaises, les mots d'ordre démagogiques comme celui du « tribunal révolutionnaire », la définition du fascisme par Sellier *et* Treint, *la proposition de créer un bloc* permanent *avec les paysans, etc., pour toutes ces questions et pour bien d'autres encore, l'I. C. a fait des corrections et des remontrances au Bureau politique du Parti français.*

Pourquoi les camarades, nombreux, paraît-il, qui n'étaient pas d'accord sur toute l'orientation prise par le Bureau politique, n'ont-ils pas rédigé des thèses pour les adresser à l'I. C. et pour essayer de les faire triompher dans le Parti ?

Mon cher Monatte, je vous le répète, vous devez au plus tôt vous adresser à l'Internationale et demander à être entendus tous les trois devant le prochain Exécutif élargi de l'I. C.

Bonne poignée de main.

HERCLET.

« On a créé une atmosphère de putschisme. »

Moscou, 12 *janvier* 1925.

Au camarade Tommasi,

Le camarade G... qui est venu à Moscou ces derniers temps m'a donné de tes nouvelles et ton adresse; j'en profite car j'ai différentes choses à te dire.

...La question qui nous occupe le plus actuellement, c'est l'unité syndicale. Tu sais que nous avons fait un grand pas en avant avec la venue des Anglais à Moscou, leurs déclarations pour l'unité qui ont tant fait crier les droitiers d'Amsterdam, et la création d'un Comité anglo-russe pour l'unité internationale.

Tu as suivi d'assez près notre troisième Congrès pour savoir que notre lutte pour l'unité n'est pas une manœuvre, mais que nous désirons vraiment l'unification du mouvement syndical international. Les Anglais ont été frappés de la façon enthousiaste avec laquelle les délégués au 5e Congrès de la G. G. T. russe ont accueilli leurs discours en faveur de l'unité ; ils ont causé avec les dirigeants de la C. G. T. russe et avec d'autres militants et ils furent convaincus que les Russes veulent vraiment la réalisation de l'unité. Ils ne se sont pas trompés.

...Tout ceci pour te convaincre que la lutte actuelle pour l'unité n'est pas une manœuvre pour attirer quelques ouvriers chez nous, démasquer les chefs réformistes, pour enfin « plumer la volaille ».

Naturellement, Treint a cru encore une fois que la lutte pour l'unité n'avait pas d'autre but que la « volaille à plumer » et il a agi ou plutôt fait agir en ce sens le Parti français. Il avait compromis la tactique du front unique par sa formule à l'emporte-pièce; il vient encore de compromettre en France et dans les autres pays notre lutte pour l'unité syndicale.

Je n'ai pas besoin de t'expliquer quelle fut l'attitude du B. P. du Parti, probablement imposée à la C. G. T. U., meeting organisé au Pré-Saint-Gervais par le Parti, les Jeunesses et la C. G. T. U., avec annonce de Purcell et Fimmen comme orateurs. Les résultats, tu les connais : ni Purcell ni Fimmen ne sont venus et ils ont envoyé un démenti. Il sera bien difficile maintenant de les faire venir à Paris.

*Mais cette gaffe énorme ne fut pas la seule. Le B. P., probablement convaincu qu'il faut démasquer la gauche d'Amsterdam, alors qu'il fallait la soutenir contre la droite, a envoyé une lettre, publiée par l'*Humanité *du* 24 *décembre, proposant le front unique aux Trade-Unions anglaises. Dans cette lettre on parle de tout, mais dans le front unique que l'on propose, et qu'il ne fallait pas proposer, on ne comprend que le Parti français et les Trade-Unions, et l'on oublie le Parti anglais et la C. G. T. U. La délégation anglaise fera avec difficulté adopter son rapport par le Comité général; au lieu de faciliter sa tâche, la lettre du Parti l'a rendue plus difficile encore.*

Inutile de te dire que l'I. C. et l'I. S. R. ont fait autre chose que des compliments au camarade Treint, qui est venu à Moscou.

D'ailleurs, ce ne fut pas la seule question qui a procuré un lavage de tête à Treint ces jours derniers. Ce pauvre leader aux mots d'ordre malheureux, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, a appelé son complet lavage de tête « des critiques cordiales ».

Je commençais à désespérer et du Parti français et de l'I. C. Aujourd'hui, je n'espère pas encore beaucoup de la direction actuelle du P. C. F., mais l'I. C. vient, faute de pouvoir actuellement faire mieux, de corriger la position du B. P. sur la plupart des questions qui intéressent le mouvement français.

Zinoviev a dit des thèses de Treint et de Sellier qu'elles sont de mauvais articles de journal, rédigés rapidement et avec légèreté. On n'avait plus le temps de les refaire entièrement; il fut décidé de les corriger et tu verras quelles corrections! Ce sera amusant et instructif de faire des comparaisons avec les brouillons de thèses, c'est le cas de dire, ou plutôt entre les thèses des brouillons et les thèses définitives.

J'ai eu connaissance des décisions prises par la Commission française nommée à l'Exécutif après le rapport du camarade Treint. Je te conseille, mon cher Toto, d'en réclamer communication au C. D., je ne dis pas au Congrès car Suzanne-Treint-Sellier ne peuvent pas encore montrer publiquement à tous les délégués que d'après l'opinion de l'I. C., ils ont dévié de telles façons et dans tant de directions différentes que la ligne brisée qu'ils ont suivie peut être qualifiée comme on voudra, exceptée de ligne léniniste.

On ne peut pas dire que ce sont des déviations d'extrême gauche ou d'extrême droite, mais des deux à la fois; quand ils n'écrivent pas ou ne font pas des choses dignes d'un social-démocrate, ils font et disent des bêtises gauchistes dignes de certains anarchistes de ma connaissance. Je me rappelle qu'en 1919 *les anars du Comité de défense sociale voulaient nous faire signer une afiche : « Peuple insurge-toi! » pour le plaisir de nous faire tous aller en Cour d'assises et amuser l'opinion avec un grand procès. Ce n'était pas plus bête que le mot d'ordre du « Tribunal révolutionnaire » ; tout le monde sait bien que ce mot d'ordre tombera à l'eau, car il ne correspond absolument à rien. Il fera probablement place à une autre fantaisie de notre Albert premier, et dernier, espérons-le pour le Parti. Il est vrai qu'un accident de side-car dans une rue de Paris nous a révélé, d'après l'*Humanité, *que nous sommes dans une situation prérévolutionanire, de même que le refus des social-démocrates d'imprimer l'*Enchaîné du Nord *est appelé par l'*Humanité *« un coup de main fasciste ». « Nous n'allons pas vers le fascisme, nous y sommes », a écrit Sellier. Mais si, d'une part, on peut appeler en résumé, d'après Sellier-Treint, que tout ce qui n'est pas communiste est fasciste, et si l'on découvre des social-fascistes, des anarcho-fascistes, un Sénat fasciste, etc., bientôt des communistes-fas-*

cistes, a dit en riant Boukharine (déviation ultra-gauche), d'autre part Sellier propose un bloc permanent avec les paysans (il a probablement peur d'être accusé de sous-estimer la paysannerie), le front unique avec les artisans, les commerçants, les retraités, les petits rentiers, les petits porteurs d'obligations françaises et étrangères, etc. (je n'ai pas son texte sous les yeux, il n'a pas dit les petits millionnaires, mais li le dira bientôt, c'est-à-dire le front unique avec le Bloc des gauches (déviation de droite). La définition du fascisme par Louis Sellier n'oublie qu'une petite chose essentielle : le contenu de classe. Si le fascisme n'était que l'accouplement de la violence et de la démogagie sociale, il ne manque que la violence à Louis Sellier pour qu'il soit un fasciste, en l'occurence un fasciste-communiste, selon sa propre définition et en tenant compte, comme lui et Treint, des nuances du fascisme.

Il est évident qu'en voyant partout le fascisme, les dirigeants du B. P. du P. C. F. sont condamnés à ne pas voir où est le vrai fascisme.

J'ai entendu, il y a deux jours, une conférence d'Humbert-Droz sur le P. C. F. Je n'ai pu m'empêcher de lui dire ensuite que si n'importe qui en avait dit la dixième partie à Paris, il aurait été immédiatement exclu.

Mais l'Internationale vient heureusement de mettre un frein à la politique désastreuse des exclusions. Zinoviev a dit : C'est assez; il faudra le dire au Congrès du Parti français. Et l'Exécutif a convenu que dans le Parti français tous ceux qui par hasard ne sont pas d'accord avec le Bureau politique et formulent la moindre critique risquent d'être exclus.

Treint n'a pas eu de compliments de l'I. C. concernant la façon dont on a provoqué l'exclusion de Monatte, Rosmer et Delagarde.

Que pouvait faire l'I. C. puisqu'elle se trouvait devant le fait accompli et que de plus les trois exclus n'ont pas fait appel devant elle (ils doivent le faire à tout prix). Elle a blâmé le B. P. d'avoir étouffé pendant deux mois une lettre de nos camarades, véritable déclaration de fidélité aux décisions du 5e Congrès, qui a provoqué la publication de cette malheureuse brochure.

Je suis, moi aussi, bien d'accord que la brochure des trois exclus fut une énorme gaffe; on ne publie pas contre la direction de son parti de pareilles ronchonneries, des critiques exclusivement négatives; la moindre thèse, le moindre bout de programme eussent été préférables.

Je suis assez près des sources, mon cher Toto, pour t'affirmer sans pouvoir en dire davantage, que nos amis doivent faire appel à l'I. C. et demander à être entendus devant l'Exécutif élargi. S'ils font cela, bien des choses seront changées.

Comment veux-tu que l'I. C. prenne une autre position que celle qu'elle a prise si nos trois amis acceptent leur exclusion sans aucun appel : on doit lutter, que diable!

L'I. C. ne pouvait les réintégrer qu'en balayant la direction Treint-Suzanne; mais comme ceux-ci font le vide autour d'eux, on ne voit pas quelle équipe pourrait les remplacer.

J'ai lu la thèse Loriot-Berthelin. Le dernier paragraphe n'est pas très clair, j'en conviens, mais à ce compte-là Treint et Sellier auraient déjà dû être exclus plusieurs fois.

Le Parti avait laissé tomber Sadoul. L'I. C. a décidé et communiqué sa décision par télégramme au Parti qu'il doit soutenir énergiquement Sadoul.

Je serais bien étonné si, hors des critiques de l'Internationale, il ne se trouve pas au Congrès des militants pour dire qu'il faut en finir avec les méthodes démagogiques et provocatrices; le Parti n'est pas mûr pour l'illégalité. On a créé une atmosphère de putschisme et il faudra flanquer des douches aux échauffés pour les empêcher de traîner le Parti à un désastre.

J'aurais encore beaucoup de choses à te dire, mais cette lettre est déjà longue, ce sera pour une autre fois.

HERCLET.

UNE LIGUE SYNDICALISTE

En arrachant la C. G. T. U. des mains des anarchistes nous pensions rester fidèles à l'esprit même de la charte d'Amiens, repris par les résolutions de Saint-Etienne et de Bourges. Nous ne disions pas que la charte d'Amiens n'avait pas besoin d'une mise à jour. Mais pour nous son esprit devait rester la flamme intérieure de la C. G. T. U. Or, après avoir « vidé » prestement « l'âme anarchiste » chère à Colomer, on s'est empressé de la remplacer par « l'âme communiste », de réaliser la mainmise des prétendus communistes sur le syndicalisme .

En dehors de l'esprit de la charte d'Amiens, les deux mouvements syndicaux d'aujourd'hui ne peuvent produire que déceptions.

Côté rue Lafayette on se laisse toujours berner par les bateleurs du Bloc des Gauches. On se laissera berner tant que les rouspéteurs, comme Humbert, ne s'organiseront pas pour lutter contre une direction « plus ministérielle que les ministres eux-mêmes ».

Côté Grange-aux-Belles on sert de champ d'expérience aux petits stratèges à la Rabaté. On se gargarise avec des mots, des thèses. Toutes les maladies du Parti, la direction de la C. G. T. U. les a implantées dans ce mouvement. On s'en guérira lorsqu'on s'apercevra que sous toute la stratégie des chefs, il n'y a qu'une social-démocratie exaspérée. L'esprit dans lequel on a fait triompher la rééligibilité en témoigne. En témoigne aussi une résolution comme celle des mineurs unitaires qui déclarent confier leur défense aux parlementaires du Bloc Ouvrier et Paysan. Si ça ne donne rien, on pensera à l'action directe ! Attachée à la queue du parti, la C. G. T. U. se cognera durement aux cailloux, s'égratignera fortement à tous les buissons de la route politicienne. Et peu à peu s'augmentera le nombre des syndiqués qui en auront marre de servir de cobayes aux stratèges.

Pour qu'un tas de camarades n'abandonnent toute lutte, la Ligue syndicaliste s'impose.

Organiser, développer dans les deux C. G. T. un mouvement pour le retour au véritable syndicalisme, à l'autonomie syndicale, à l'unité, à la liberté d'organisation des tendances, voilà le travail d'une Ligue syndicaliste.

— Alors, encore des luttes de tendances ?

— Tranquillisez-vous ! Le but d'une telle Ligue ne serait pas de conquérir le plus vite possible le plus grand nombre de postes. En dehors des luttes artificielles entre chefs et aspirants-chefs, il y a toute la mentalité syndicale à changer.

La direction communiste de la C. G. T. U. doit donner toute sa mesure ; celle de la rue Lafayette doit aller vers de nouvelles compromissions.

En vérité le mouvement syndical, depuis la guerre, n'a pas su redevenir lui-même. Il n'a pas su se délivrer du néo-millerandisme. La partie qui s'en est dégagée est tombée soit dans le traquenard politique des prétendus communistes, soit dans la phraséologie parasitaires des prétendus anarchistes.

S'il redevient lui-même, le mouvement syndical fera un grand pas en avant. Ce sera le plus grand service à rendre à la Révolution, d'autant plus qu'aucune des leçons essentielles d'Octobre ne sera perdue.

MAURICE CHAMBELLAND.

DEUX CONGRÈS ANGLAIS

La grève générale et les Trade-Unions

Le Congrès syndical de Scarborough s'est caractérisé par une indéniable poussée à gauche. Le fait n'est contesté par personne. Mais après l'avoir constaté, il est intéressant d'étudier cette poussée à gauche, d'en rechercher la nature. N'est-elle que l'expression platonique d'un mécontentement passager ou marque-t-elle une divergence profonde de conceptions et de méthodes qui assurerait sa durée?

La première chose qui frappe lorsqu'on lit les discussions provoquées par le Congrès, c'est la réapparition, dans le vocabulaire courant, des mots « industrialists » et « politicians ». On les retrouve à chaque instant. Ils servent à qualifier les deux tendances qui se heurtent. Ils correspondent, assez exactement, pour l'essentiel, aux termes de syndicalistes-révolutionnaires et de socialistes-réformistes; les premiers préconisant l'action directe et la grève générale, les seconds, la conciliation, l'entente avec les patrons et l'action parlementaire.

Les idées d'action directe et de grève générale ont des racines profondes dans le mouvement ouvrier britannique où elles se montrèrent, pour la première fois, il y a déjà près d'un siècle. Le *Manchester Guardian,* journal libéral, le rappelait dans son commentaire du Congrès : « L'idée d'avoir recours à la grève générale comme arme d'attaque, que M. Cook et ses amis s'efforcèrent de faire adopter par le Congrès syndical, a été propagée dans beaucoup de pays et à des époques différentes. Les chartistes, à leur Congrès de Birmingham, en discutèrent dans leur recherche d'un moyen propre à arracher les six points de leur charte à un Parlement hostile. Quelques années auparavant, Owen et Fielden l'avaient adoptée pour forcer le gouvernement à céder sur la journée de dix heures. »

C'est que le mouvement ouvrier britannique n'a pas eu, comme on se l'imagine parfois, un développement uniformément réformiste. Batailleur et audacieux à son origine, il a connu de longues périodes, correspondant généralement aux périodes de prospérité économique, où les méthodes de conciliation et de bonne entente avec les patrons ont régné sans partage ; mais ces périodes de somnolence réformiste ont été plus d'une fois interrompues par de brusques réveils révolutionnaires.

Quelle est la cause de la poussée présente et de la réapparition de l'action directe et de la grève générale ? C'est le conflit qui a mis aux prises les propriétaires de mines et leurs ouvriers.

L'industrie minière est, pour l'Angleterre, une industrie vitale. Elle a connu une grande prospérité dans les années qui suivirent immédiatement la guerre, puis pendant l'occupation de la Ruhr, ce qui, entre parenthèses, explique la position prise par le gouvernement britannique au sujet de cette occupation. Le jour où la France a reçu du charbon allemand en grande quantité marque le début de la crise présente. Les propriétaires britanniques se sont heurtés à une concurrence sérieuse. Il a fallu renoncer aux prix élevés imposés aux clients qui n'avaient pas le choix ; l'ère facile des grands profits était close.

Les propriétaires ont alors songé à utiliser la crise pour abaisser les salaires. Ils ont déclenché une offensive brusquée, appuyée par une campagne de presse d'intimidation et de provocation. Ou les ouvriers cédaient tout de suite, ou on les poussait à une grève hâtive, auquel cas on avait la quasi-certitude de les écraser.

Mais Cook et ses amis de la direction de la Fédération des mineurs ont parfaitement compris le sens de la manœuvre patronale. Ils ont refusé de se laisser provoquer. On voulait isoler les mineurs, les amener à s'engager seuls dans la bataille. La Fédération fit porter tous ses efforts sur l'organisation de la solidarité ouvrière. Elle songea d'abord à constituer un cartel avec quelques grandes Fédérations. Mais le souvenir de la Triple-Alliance — et de sa faillite — n'était guère encourageant et ne facilitait pas un nouvel appel à cette forme de solidarité. Les mineurs décidèrent donc de s'adresser au Conseil général des Trade-Unions. Leur bataille était celle de la classe ouvrière tout entière. D'autres ouvriers, les cheminots, les mécaniciens étaient, eux aussi, sous le coup d'une menace de réduction de salaires. Si les mineurs étaient vaincus, tous seraient victimes et devraient subir le bon plaisir des patrons.

Le Conseil général des Trade-Unions répondit à l'appel des mineurs et jeta toutes les forces ouvrières dans la bataille. Les propriétaires miniers refusaient de céder. Le gouvernement eut peur et, à la dernière heure, proposa un arrangement que mineurs et propriétaires acceptèrent. Il ne serait pas touché aux salaires et, de leur côté, les propriétaires voyaient leurs bénéfices garantis, l'Etat britannique faisant les frais : dix millions de livres sterling selon le chiffre annoncé par M. Baldwin, mais qu'il faudra sans doute doubler. Solution provisoire qui doit permettre à une commission nommée par le gouvernement d'enquêter et de proposer une solution. L'affaire se représentera en mai. Nous aurons donc l'occasion d'y revenir, car elle est d'importance. Pour l'instant, ce qu'il faut noter c'est le rôle joué par le Conseil général des Trade-Unions, son intervention décisive : c'est là quelque chose de nouveau dans le mouvement ouvrier britannique.

Le Congrès s'ouvrit dans ces circonstances. Il fut, naturellement, dominé par le conflit minier. On sait, aussi bien du côté ouvrier que du côté patronal, qu'il ne s'agit que d'une trêve et que la grande échéance c'est mai 1926. Il faut se préparer. Une proposition soumise au Congrès demandait d'étendre les pouvoirs du Conseil général, de lui donner le droit de décider, dans les circonstances graves, des actions généralisées auxquelles toutes les organisations adhérentes seraient tenues de participer.

Les chefs de l'aile droite n'osèrent pas combattre de front cette proposition. Ils déclarèrent que

l'affaire était trop importante pour être tranchée hâtivement et sans préparation suffisante ; ils firent remarquer, non sans habileté, que, dans l'état actuel des choses, le Conseil général avait été parfaitement capable d'assurer la défense des mineurs et que rien ne pourrait, par suite, justifier une décision précipitée. On décida donc d'en référer d'abord aux Exécutifs des Trade-Unions, puis, l'an prochain, le Congrès se prononcera.

Telle qu'elle est, cette décision du Congrès, éclairée par les débats qui l'ont précédée et les faits qui l'ont provoquée, constitue une grande victoire pour les « industrialists ». Ce Conseil général des Trade-Unions, qui émerge de la lutte avec un prestige accru et qui apparaît aujourd'hui comme le vrai guide de la classe ouvrière, il n'existe que depuis 1921. Pendant cinquante-trois ans, le mouvement syndical britannique s'était contenté, pour tout organe central, d'un « Parliamentary Committee » qui avait pour tâche unique de suivre d'un Congrès à l'autre l'activité parlementaire en rapport avec les décisions du Congrès qui l'avait désigné. Qu'on en soit aujourd'hui à songer sérieusement à donner au Conseil général le pouvoir de mobiliser, dans les cas graves, l'ensemble des organisations syndicales, et de déclencher une grève générale, cela indique le chemin parcouru.

La signification du Congrès de Scarborough est si claire que le *Manchester Guardian*, dans son commentaire du Congrès, s'exprime en ces termes :

« Le Congrès syndical de Scarborough s'est classé comme un des plus importants de l'histoire récente du mouvement ouvrier britannique. L'unité qui a existé entre l'aile industrielle et l'aile politique du mouvement depuis que le Trades-Union Congress forma le Labour Party, il y a vingt-cinq ans, a été brisée. Le Congrès a voté des résolutions qui vont à l'encontre de l'attitude travailliste officielle à l'égard du plan Dawes, des rapports avec le communisme russe et du but du trade-unionisme. Le fossé n'est pas encore profond et il peut n'être que temporaire. Il est dû largement à l'influence du conflit minier et à la désillusion laissée par le bref passage du Travail au gouvernement. Les décisions du Congrès ne sont pas, en elles-mêmes, révolutionnaires ; son mouvement vers la gauche peut être corrigé par un changement de la direction. Le fait, cependant, reste que les syndicats tendent à élaborer une politique à eux, dont les buts sont purement industriels et imprégnés plus ou moins nettement d'un caractère de classe. Le Labour Party, d'autre part, tend à élargir sa base et à assumer les responsabilités d'un Parti national. »

***

Triomphe de la droite, succès personnel éclatant de Ramsay Mac Donald, la gauche muette, les communistes battus, tel est le Congrès du Labour Party, à Liverpool, trois semaines après Scarborough. Quand on a constaté cela, il n'y a plus grand'chose à ajouter. Il ne reste qu'à indiquer les causes d'un pareil résultat et à montrer ce qu'il signifie par rapport aux décisions de Scarborough. Là-dessus, G. D. H. Cole écrit dans le *Lansbury's Labour Weekly* :

« L'observateur extérieur peut bien être perplexe. Mais nous, qui connaissons le mouvement ouvrier du dedans, nous pouvons voir aisément ce qui a réellement eu lieu. Il n'y a pas contradiction véritable. Scarborough et Liverpool sont des produits parfaitements conciliables du même état d'esprit. Pourtant, on nous dit que là les « rouges » triomphèrent tandis qu'ici ils ont été écrasés. C'est vrai, en un sens ; mais est-ce que ces « rouges » étaient identiques dans les deux cas ?

« A Liverpool, c'est le Parti communiste qui a été battu et, selon nous, il l'a bien mérité. Mais à Scarborough, ce n'est pas le Parti communiste qui a triomphé, mais cette chose tout à fait différente : l'aile gauche. Hicks, Purcell, Swales — eux et les autres représentants de l'aile gauche syndicale n'étaient pas les porte-parole du Parti communiste, mais ceux du puissant sentiment qui inspire l'aile gauche du mouvement syndical — sentiment exceptionnellement renforcé par le défi de la bataille minière. A Scarborough, l'aile gauche était unie, et elle triompha. A Liverpool, les communistes tentèrent de diriger l'aile gauche, et ils échouèrent complètement.

« Par la maladresse des communistes, l'aile gauche du Parti travailliste parlementaire fut privée de toute possibilité de formuler sa critique. La physionomie du Congrès se trouva ainsi complètement faussée. L'Exécutif et les leaders parlementaires manœuvrèrent à leur aise. Il sembla qu'il n'y avait que peu ou pas du tout d'opposition à leur attitude et à leur politique. »

Que les communistes aient été maladroits et que, par leur maladresse, ils aient paralysé l'aile gauche, cela est tout à fait évident. Ils se plaignent de s'être heurtés sans cesse à la machine du Labour Party. Il est vrai que cette machine était parfaitement réglée et qu'elle fonctionna sans à-coups d'un bout à l'autre du Congrès. Ils ont eu ainsi l'occasion de voir ce que c'est qu'une machine de Parti et s'ils peuvent tirer profit de cette expérience et de cette leçon, leur défaite servira à quelque chose.

A. Rosmer.

LE CONGRÈS DE SCARBOROUGH

vu par le *Daily Mail*

IS WESTMINSTER CRUMBLING?

Problèmes d'Economie Communiste

COOPÉRATIVES ET PLAN COMMUN

Si des sociétés coopératives doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur propre contrôle, et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont les conséquences inévitables de la production capitaliste, que sera-ce donc, Messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme possible ?

KARL MARX.

(*La Commune de Paris.*)

Tous les propagandistes connaissent par expérience la question classique qui leur est maintes fois posée en fin de réunion : « Expliquez-nous comment fonctionnera la société communiste. » C'est là en effet la grande préoccupation des travailleurs réfléchis : comment produira-t-on et échangera-t-on quand il n'y aura plus de patrons ?

Avouons qu'à cette question nous apportons rarement de réponse satisfaisante; presque toujours on essaye de s'en tirer en répondant à côté, mais l'auditoire s'en aperçoit fort bien et la propagande y perd.

D'autre part, il est non moins certain que lorsque le prolétariat s'emparera du pouvoir, il lui sera indispensable, *dès le premier jour*, de prendre à l'égard de la bourgeoisie des mesures radicales. Or celles-ci, en détruisant le cadre habituel de la production, détruiront par cela même toute production si, dès le premier moment, on ne crée pas un cadre, au moins provisoire, de production communiste.

Il est donc utile de réfléchir dès maintenant à ce qu'il convient de faire « au lendemain de la Révolution ». C'est pourquoi, malgré la défaveur qui s'attache, avec raison d'ailleurs, aux bâtisseurs d'Utopie, je voudrais essayer d'indiquer ici les principaux caractères concrets que doit, il me semble, revêtir la société communiste, non point la société communiste de l'an 3000, la société communiste arrivée à un plein épanouissement, mais la société communiste du début, celle du lendemain de la Révolution, et cela dans nos pays d'Occident.

I

Ouvrier, prends la machine; Prends la terre, paysan.

Il est une croyance que les social-démocrates de tout poil ont toujours cherché à enraciner, c'est que la « socialisation » devait s'opérer progressivement. On commencerait par socialiser d'abord les très grandes entreprises, puis les un peu moins grandes, et ainsi de suite; au bout d'un nombre respectable d'années tout serait socialisé; ce qui aurait été trop petit pour être socialisé aurait disparu.

La logique, confirmée par l'exemple de la Révolution russe qui, après avoir essayé de ne socialiser que les entreprises employant un nombre d'ouvriers supérieur à un certain chiffre, dut rapidement proclamer la socialisation générale de l'industrie, montre que la socialisation progressive est impossible, parce qu'absurde.

Expropriation progressive ou expropriation globale.

La socialisation n'est pas en effet autre chose que l'expropriation des capitalistes, l' « expropriation des expropriateurs ». Or, de deux choses l'une : ou on exproprie avec indemnité, ou on exproprie sans indemnité.

Exproprier avec indemnité, cela peut se faire progressivement, mais cela revient à ne pas exproprier du tout. Si vous donnez en effet au propriétaire de l'usine que vous allez socialiser une indemnité égale à la valeur de cette usine, sous la forme d'un titre de rente par exemple, ou sous toute autre forme, ce propriétaire continuera à prélever sur le travail des producteurs la même dîme que lorsqu'il était patron. Il ne la percevra plus, il est vrai, directement sur le travail de ses ouvriers, mais l'Etat la percevra pour son compte sur le travail de l'ensemble des travailleurs, et la lui versera comme arrérages de son titre de rente, ou intérêts de toute autre valeur qu'on lui aura donnée comme indemnité. Cette différence sera même à l'avantage du patron : il sera ainsi déchargé du travail de direction de son usine et de tout souci.

Il n'y a donc de réelle socialisation qu'une socialisation sans indemnité.

Or, tandis que la socialisation avec indemnité pourrait se faire aussi progressivement que l'on voudrait, s'appliquant à certains et pas à d'autres, puisque ceux auxquels elle s'appliquerait ne seraient pas lésés, il est bien évident qu'il n'en est pas de même pour une expropriation qui s'opère sans indemnité. On ne peut pas laisser à certains leurs richesses, tandis qu'on les enlève à d'autres. Le degré de la richesse ou le nombre d'ouvriers qu'on exploite ne fait rien à l'affaire. Un capitaliste qui a un atelier de 50 ouvriers (limite qu'on fixe habituellement à la socialisation), exploite chacun de ses ouvriers autant que celui qui possède une usine de 100 ouvriers. Il n'y a donc aucune raison légitime pour priver de son bien et réduire à la condition de prolétaire ce dernier parce qu'il se fait 200,000 francs de revenus, alors qu'on laissera l'autre continuer à jouir en paix des 100,000 francs que lui rapportent ses 50 ouvriers !

D'ailleurs la forme que revêt généralement maintenant la propriété des grandes entreprises rendrait particulièrement odieuse une expropriation qui serait limitée à celles-ci. La plupart des grandes entreprises ne sont plus, en effet, la propriété personnelle d'individus, mais celle de société anonymes, dont les titres, d'un nominal de 500 francs ou de 100 francs, sont répandus au moins pour une part dans un très grand nombre de mains. Beaucoup de ces petits actionnaires ont tout au plus quelques milliers de francs de revenus, leur expropriation est inacceptable, lorsqu'on

laisse en possession le patron aux 100,000 francs de revenus.

La seule véritable socialisation, c'est-à-dire la socialisation sans indemnité, ne peut donc être que générale ; il faut que dès l'abord elle s'applique à tous ceux, petits et gros, qui, exploitent le travail de leurs semblables.

Type coopératif et non type bureaucratique.

Mais pourquoi les socialistes, voire bon nombre de communistes, répugnent-ils tellement à l'idée d'une socialisation totale ? Pourquoi ne veulent-ils envisager qu'une socialisation progressive ?

C'est que la socialisation des petites et moyennes entreprises leur semble fort difficile, même presque impossible, à réaliser pratiquement. Ils conçoivent bien que l'Etat puisse organiser du jour au lendemain la marche des grandes entreprises, mais il ne leur semble pas possible qu'il puisse prendre en mains immédiatement la gestion d'innombrables petits ateliers.

Et en cela ils ont raison : le problème de la socialisation générale est insoluble, si on envisage l'entreprise socialisée, ainsi que le font presque tous les social-démocrates, comme fonctionnant sur le modèle des entreprises actuelles d'Etat ; il est au contraire extrêmement simple si on l'envisage comme fonctionnant sur le modèle des coopératives. Si socialiser l'industrie cela signifie faire gérer toutes les entreprises, grandes, moyennes et petites par une bureaucratie d'Etat, c'est, quel que soit cet Etat, chose évidemment absurde qu'il suffit d'énoncer pour que chacun en aperçoive l'impossibilité pratique ; mais si socialiser signifie remettre la gestion de chacune des entreprises qui emploient des salariés à l'ensemble des travailleurs qui y sont occupés, qui ne voit que c'est là une opération aussi facile, et même plus, pour les petites entreprises que pour les grandes, et qu'elle peut être réalisée pour toutes aussi bien en vingt-quatre heures qu'en cent ans.

En décrétant, dès la première minute de la Révolution, que tout propriétaire de moyens de production (bâtiments, sol, machines, outillage, fonds de roulement, etc.) est déchu de ses droits de propriété, que désormais chaque atelier, chaque usine, chaque magasin, chaque ferme devient une coopérative s'administrant et se gérant elle-même, non seulement on n'entrave en rien la production, car il faut être aussi rempli que M. Paul-Boncour des préjugés bourgeois les plus vulgaires pour s'imaginer que les producteurs ne sont pas aussi capables d'administrer la production que les incompétents conseils d'administration actuels, mais en outre on assoit ds ce moment d'une manière indestructible la Révolution, car dès ce moment la Révolution n'est plus seulement une formule, elle devient un fait concret que chacun voit, auquel chacun participe, et dont chacun profite. Chaque travailleur en profite immédiatement, car ce dont le travailleur souffre le plus en régime capitaliste, ce n'est peut-être pas tant de l'exploitation proprement dite à laquelle il est soumis, que du joug que le patron fait peser sur lui (1).

(1) Si dès maintenant tant de travailleurs désirent entrer dans les coopératives de production, ce n'est pas qu'ils espèrent y gagner plus que chez un patron, mais à cause de la liberté dont ils y jouissent.

Ce qui a rendu, dès le premier jour, la Révolution russe invincible, c'est que dès le premier jour elle a donné la terre aux paysans. Le Palais d'Hiver était à peine pris que Lénine rédigeait le décret qui donnait la terre à celui qui la cultive. Dès le premier jour, la Révolution prenait ainsi pour le paysan russe un caractère concret ; c'était un bien précis, d'une réalité indiscutable, qu'on venait de lui donner ; dès lors, ce bien, il était prêt à tous les sacrifices pour le conserver, donc à tous les sacrifices pour la défense de la Révolution.

Eh bien, pareillement, il faut ici, dès la prise de nos Palais d'Hiver, non seulement décréter la terre aux paysans, ce qui en France serait insuffisant étant donné le nombre déjà grand de paysans travailleurs propriétaires, mais également décréter l'usine aux ouvriers.

Donnez aux travailleurs la liberté à l'atelier, en les rendant maîtres de l'atelier, alors chacun comprendra que selon la formule de l'Internationale « l'émancipation économique, but auquel tout mouvement politique doit être subordonné », est réalisée, et dès lors chacun sera un soldat enthousiaste de la Révolution.

Ainsi donc, dès que l'on s'écarte de la conception d'une gestion bureaucratique de la production par les producteurs eux-mêmes, la socialisation apparaît non seulement comme très facile à réaliser, à tous les étages de la production, dans un délai très court, mais encore comme la condition même de la sécurité de la Révolution. « Des Sociétés coopératives... que sera-ce donc, Messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme possible ? »

II

Produire sur un plan commun.

Dès ce moment, la Révolution est faite ; il ne reste plus qu'à la mettre au point. Cette mise au point consiste à « régler la production nationale (et internationale) sur un plan commun », question qui est liée intimement à celle du régime de l'échange.

La Révolution, telle que nous l'avons jusqu'à présent décrite, transforme complètement le mode de production puisqu'elle détruit le rôle du patron dans l'atelier, mais elle laisse intact le système de l'échange. Il importe, en effet, que la circulation des marchandises ne soit pas arrêtée ; or l'institution d'un nouveau système d'échanges est chose évidemment fort complexe qui ne peut se résoudre avec la même facilité que l'élimination du patron de la direction de l'atelier ; d'autre part ce n'est point là une œuvre de première urgence, l'exploitation capitaliste n'existant plus, quel que soit le régime des échanges, dès le moment où disparaît le droit de propriété sur les moyens de production qu'on ne met pas soi-même en œuvre. Le plus sûr est donc, dans le début, de laisser provisoirement fonctionner l'échange comme dans la société actuelle : chaque entreprise coopérative produira, achètera et vendra, comme elle l'entendra, de la même façon qu'actuellement chaque entreprise capitaliste produit, achète et vend comme elle l'entend.

Mais cette situation ne peut durer. L'indépendance des différentes organisations productives, la liberté des prix et des quantités fabriquées, entraînent déjà, dans le régime actuel, des incon-

vénients tels que tous les efforts de la grande industrie capitaliste, depuis un quart de siècle ont tendu, par la constitution de trusts et de cartels, à mettre fin à cette « anarchie économique ». Dans une société ouvrière les inconvénients seraient encore plus nombreux et plus graves ; si la situation devait s'éterniser ils seraient bientôt tels que le principe fondamental de la Révolution prolétarienne lui-même, celui de la non-exploitation de l'homme par l'homme, se trouverait en danger, ainsi que le progrès humain tout entier. Voyons pourquoi.

Injustice de la liberté des échanges et danger de la liberté de la production.

En régime capitaliste, les prix et la production de chaque entreprise sont réglés par la concurrence. Quelles conséquences aurait un pareil système en régime de sociétés ouvrières ?

D'abord le premier point : la fixation des prix. Toutes les entreprises étant amenées par le jeu de la concurrence à vendre approximativement au même prix, les coopératives les moins bien situées pour produire à bon marché devront vendre aux mêmes prix que les autres ; le travail de leurs membres sera donc moins rémunéré que celui des membres des entreprises mieux situées : pour un même produit elles toucheront la même somme, mais pas pour une même quantité de travail. Or il est bien évident que le prolétariat n'a pas fait la Révolution pour simplement substituer de nouveaux privilèges aux anciens ; il n'admettra pas que certains de ses membres soient privilégiés par rapport à d'autres simplement parce qu'ils se trouveront travailler dans une usine mieux outillée, sur un sol plus fertile, ou dans une mine plus riche.

Il faudra donc que le prix de vente d'un même produit, tout en restant identique pour tous les acheteurs (car alors ce serait pour les acheteurs que serait l'injustice), soit réparti différemment entre les différentes entreprises qui fabriquent ce produit, selon le travail que celui-ci aura coûté. Pour emprunter un mot à l'économie de guerre, disons qu'il faudra opérer une *péréquation :* les entreprises travaillant dans des conditions moyennes toucheront pour prix de leurs produits une somme égale aux prix de vente, mais celles qui peuvent fabriquer avec moins de travail (1), toucheront moins, la différence allant aux entreprises qui fabriquent dans les moins bonnes conditions et qui touchent ainsi, elles, un prix supérieur au prix de vente.

Mais alors les prix ne peuvent plus être fixés par la concurrence, car celle-ci perd toute signification du moment que chaque entreprise ne touche pas le prix auquel elle vend. Il faudra donc fixer les prix d'une autre manière.

Voyons le second point ; celui qui concerne les quantités à produire.

(1) Dans le cas où l'économie de travail ne provient pas d'une cause naturelle, mais de perfectionnements techniques ou autres apportés à la marche de la fabrication par la coopérative considérée, il convient bien entendu de lui en laisser le bénéfice, pendant un certain temps, de la même manière que l'inventeur a le bénéfice exclusif de son invention durant quinze ans, dans la société actuelle, par la législation des brevets.

Dans le régime capitaliste classique chaque entreprise cherche toujours à produire un maximum, sa production n'étant limitée que par la production des autres entreprises qui cherchent elles aussi à produire un maximum, et par la capacité générale d'absorption du marché. Ces limites tendent même toujours à être dépassées, ce qui produit un encombrement du marché presque chronique et des crises de surproduction.

Or il y a à cet égard une différence fondamentale entre l'entreprise capitaliste et la coopérative. Un industriel capitaliste cherche toujours à s'agrandir, à accroître ses usines et à augmenter sa production, parce que le profit du capitaliste provenant de ce que celui-ci prélève une part sur le travail de chacun de ses ouvriers (plus-value), ce profit est d'autant plus grand que le nombre des ouvriers qu'il emploie, toutes choses égales d'ailleurs, est plus grand. Le patron a donc un intérêt majeur à agrandir son entreprise (1). Mais il n'en est pasde même d'une coopérative. Ici le profit fait sur le travail d'autrui est sup- Mais il n'en est pas de même d'une coopérative. complètement coopérative, où tout le monde est associé, et non d'une coopérative qui, sous le nom d'auxiliaires emploie de véritables salariés.) Si on est plus de membres, on produira plus, on touchera plus, mais on sera plus à se partager le total, la part de chacun ne changera donc pas. Personne par conséquent n'a intérêt à l'accroissement de l'affaire (2).

Il en résulte que l'écrasement de certaines coopératives par la production croissante de certaines autres, ou des crises générales de surproduction, ne sont guère à craindre en régime de sociétés ouvrières, mais ce qui est à craindre, c'est le contraire : c'est la sous-production. Or il y a un intérêt social évident, c'est la condition même du progrès, à ce que la production augmente le plus possible, à ce que la quantité de chaque pro-

(1) Le fait que l'accroissement des entreprises, c'est-à-dire l'accumulation du capital, se produit sur une vaste échelle, en régime capitaliste, est le seul argument sérieux qu'on ait jamais pu fournir pour défendre le capitalisme. C'est ce qu'a bien vu l'Anglais Keynes, le fameux auteur des *Conséquences économiques de la Paix. :* « Là se trouvait en fait la justification principale du capitalisme ! Si les riches avaient dépensé leurs nouveaux biens pour leurs jouissances personnelles, *le monde aurait, il y a longtemps trouvé un tel régime insupportable.* Mais comme des abeilles, ils ont épargné et accumulé, non moins dans l'intérêt de toute la communauté que *parce qu'ils entretenaient des vues plus étroites.* »

Réaliser de l'accumulation en régime communiste est inversement la grosse difficulté de celui-ci. Préobrajenski a consacré récemment un volume à cette question. Il faut espérer qu'on nous donnera bientôt une traduction française de son ouvrage, car il s'agit là d'une question capitale pour le communisme.

(2) A vrai dire, cela n'est pas rigoureusement exact. En l'état actuel de la technique, l'accroissement des dimensions d'une entreprise a généralement pour résultat de permettre d'obtenir le produit à meilleur marché, c'est-à-dire avec moins de travail. En s'agrandissant, la coopérative peut donc augmenter, si le prix qu'elle touche pour ses produits est le même, ce que chacun de ses membres touchera pour une même quantité de travail, mais cette augmentation sera généralement très faible comparativement à l'augmentation considérable de profit que le patron tire de l'exploitation d'un plus grand nombre de salariés. Il serait donc imprudent de trop compter sur ce facteur pour pousser à l'accroissement de la production.

duit augmente, de façon à ce que chacun en ait le plus possible à consommer, et que le nombre des produits augmente par la mise en fabrication de produits nouveaux. Puisque pour cela il ne faut pas compter sur le ressort interne des coopératives, il est donc nécessaire qu'un autre organisme interviennne afin de réglementer et accélérer la production.

Ces divers points, fixation des prix et péréquation de leur répartition, fixation de la production à atteindre par chaque entreprise et mise de côté des avances nécessaires pour l'extension de la production, constituent le « plan commun ».

Il est bien évident qu'élaborer un tel plan est une œuvre de longue haleine, fort complexe, qu'il est impossible d'édifier *a priori ;* cette œuvre ne pourra se réaliser que progressivement, par tâtonnements successifs, au moyen de mesures fragmentaires, plus ou moins empiriques, qu'on prendra au fur et à mesure que leur nécessité apparaîtra, et qu'on sera sans doute amené à modifier fréquemment. Toute la période correspondant à l'élaboration de l'ensemble de ces mesures, peut être baptisée du nom générique de *Nep.*

Mais s'il est impossible de prévoir dans le détail quelles seront ces mesures, il est possible en parlant de faits qui existent dès maintenant dans le cadre même de la société capitaliste, de se rendre compte de leurs caractères généraux, de prévoir les organismes qui en seront chargés, et de montrer leur possibilité pratique.

III

Le syndicat, organe régulateur de la production.

L'organe tout désigné pour réglementer la production et l'échange est le syndicat.

Avec la disparition du patronat, le syndicat est appelé à changer de fonction, puisque sa fonction actuelle essentielle est la lutte contre le patronat ; on pourrait même supposer qu'il va disparaître et dans ce cas le rôle régulateur de la production serait tenu par des Fédérations de coopératives, mais cela ne semble guère souhaitable. Tout en jouissant en effet de la liberté de gestion intérieure indispensable pour assurer la souplesse nécessaire à la bonne marche de la production, il faut que chaque coopérative se considère le moins possible comme un monde fermé ayant des intérêts distincts ou opposés à ceux des autres coopératives. Une Fédération qui grouperait les coopératives en tant que coopératives, c'est-à-dire en tant qu'unités distinctes, tendrait à développer chez elles le sentiment particulariste. La Fédération syndicale au contraire, qui sera bien composée des mêmes hommes que les coopératives, mais qui les groupera individuellement, en tant qu'individus de telle ou telle profession, et non en tant que membres de telle ou telle coopérative, présentera un caractère de représentation générale de la profession qui fera d'elle l'organe tout désigné pour régler les questions d'ordre général, comme celle des prix et des quantités à produire.

Ce règlement se fera naturellement sous des formes différentes, selon qu'il s'agira d'un produit ayant un grand marché, national ou international, ou un marché simplement local : on ne peut réglementer de la même manière la production de l'acier et celle de la salade.

Pour les produits à large marché, les Fédérations syndicales opéreront d'une manière très analogue à celle dont opèrent les cartels capitalistes actuels. Elles centraliseront la vente des produits de toutes les entreprises de leur corporation, en fixant la quantité que chacune aura à livrer, et en appliquant pour la répartition du montant global des ventes des prix différents à chaque entreprise, selon les conditions plus ou moins difficiles dans lesquelles chacune d'elles se sera trouvée pour produire. C'est ainsi qu'opérait notamment le Cartell allemand de l'acier avant-guerre.

D'autre part les prix du produit pour le consommateur, c'est-à-dire pour les producteurs des autres branches, seront fixés par accord entre les représentants des diverses Fédérations d'industrie, autrement dit par la C. G. T. ou par l'Internationale syndicale, selon que le produit a un marché national, ou un marché international.

Enfin les Fédérations syndicales auront le pouvoir, contrairement aux actuels cartels, mais conformément à ce que font fréquemment les trusts, de fermer les usines qui produisent dans de mauvaises conditions, et de reporter leur fabrication dans d'autres usines mieux placées, ce qui implique le droit de dissoudre certaines coopératives et d'en répartir les membres dans d'autres, à condition cependant de suivre pour cette répartition des règles fixes dont l'observation assurera à chacun des garanties contre l'arbitraire.

En ce qui concerne les produits n'ayant qu'un marché local, les Bourses du Travail seront sans doute appelées à jouer le rôle principal. Représentant local de l'ensemble des producteurs, la Bourse fixera les prix pour tous les objets de consommation courante, d'une manière analogue à celle dont opèrent les Commissions consultatives qui existent actuellement dans certaines villes pour l'établissement du prix du pain, mais à la différence de celles-ci, la Bourse jouira naturellement de pleins pouvoirs. En ce qui concerne les marchandises tant soit peu exceptionnelles, dont la complexité entraînerait une réglementation presque impossible, on pourra sans doute sans grand danger laisser la concurrence entre les différentes coopératives qui les fabriqueront.

La Bourse aura en outre à jouer, sur le marché local, le même rôle d'aiguillon à la production que la Fédération sur le marché national. Elle devra susciter la création d'entreprises dans les domaines où l'approvisionnement du marché local est insuffisant, des coopératives du bâtiment s'il y a manque de logements, des coopératives de mécanique si le nombre des ateliers de réparations est insuffisant, etc., et inversement amener la fermeture des entreprises surabondantes.

La réglementation de la production est donc bien, comme on le voit, la chose très complexe qui, même après la clôture de la période de Nep, c'est-à-dire après que les grandes lignes auront été fixées, devra encore être modifiée constamment dans le détail au fur et à mesure que de nouveaux problèmes seront posés par les progrès de la technique. Le plan commun sera en perpétuel devenir. Il formera la matière de vie politique et sociale de la société communiste.

B. Louzon.

DEUX LETTRES DE LYON

La Bolchévisation a passé là...

A la veille de la Conférence nationale, convoquée d'abord pour juin, puis pour septembre, enfin pour ces jours prochains, la direction du Parti aurait dû fournir une sorte de rapport moral. Elle ne l'a pas fait.

Ignore-t-elle les effectifs du Parti ou n'ose-t-elle pas les avouer ? Elle espère sans doute endormir encore quelque temps les craintes des militants du Parti et leur faire croire que le mal fait par elle depuis deux ans n'est pas encore très grave ?

Le bourrage de crânes ne peut durer qu'un temps. Que pourra-t-on bien opposer à ces deux lettres qui nous sont parvenues de Lyon ? La situation dans l'ensemble du Parti, la région parisienne comprise, ne doit pas être très différente de celle qui y est décrite.

Que faut-il faire ?

C'est après de longues hésitations que je viens faire appel au noyau.

Nous avons ici, dans le Rhône, depuis longtemps, un « noyau » de camarades restés d'ailleurs tous encore au Parti. Et, pour la première fois depuis deux ans, nous ne sommes plus d'accord, je dis depuis deux ans, car nous avions senti la nécessité de nous réunir pour lutter avec la gauche, contre le centre et la droite, il y a deux ans, aussi bien que nous en sentons la nécessité aujourd'hui pour lutter contre les déviations putschistes, l'esprit fonctionnariste et la démagogie érigée en principe.

Je tiens à vous assurer que, lecteur assidu de la R. P. sans pouvoir me déclarer d'accord avec une revue renfermant en elle tant d'agglomérats, ayant au fond des conceptions si différentes sur les problèmes posés devant le Parti, je partage, dans la grande ligne, votre position devant le Comité central actuel, et aussi dans la responsabilité de l'I. C. devant la situation lamentable de nos Partis frères. Je suis en désaccord profond avec la vieille thèse syndicaliste pure de mon camarade Monatte, et je pense que nous devons nous situer pour juger des rapports entre Partis et Syndicats, non pas en 1910 ou 12, mais bien dans la situation actuelle et du capitalisme et aussi des partis de la bourgeoisie, y compris les social-démocrates qui, eux aussi, ont changé ou adapté leur politique syndicale.

Mais, pour le restant de votre position, je suis entièrement d'accord avec vous. Votre revue constitue en fait la seule publication doctrinale du Parti disant la vérité, et, aujourd'hui, beaucoup sont obligés, d'accord ou pas, de la lire, pour savoir ce qui se passe chez nous et ailleurs.

Ce préambule ouvert, voici ce dont il s'agit : Nos camarades du groupe ont décidé, après un long échange de vues, de cesser complètement toute activité au Parti et de pratiquer la « politique du pire ». — Aujourd'hui encore, je me pose la question : « Que faire ? » Tout est-il inutile pour redresser le Parti par la base?

Faudra-t-il attendre que le Parti soit tombé à 0, pour le remonter avec une autre ligne politique, et avec d'autres mœurs et d'autres hommes? Allons-nous à la disparition à brève échéance du Parti, en tant qu'organisation de masses, et l'appareil formidable des Treint, et des jeunes docteurs en marxisme à la Ferrat, sans compter les maquereaux et les escrocs professionnels, nous ferme-t-il tout espoir de lutte dans le Parti? Autant de questions qui ont été résolues par l'affirmative par le groupe.

Pour ma part, j'hésite. D'autant plus que les camarades du groupe ont perdu toute foi et sont prêts, au moindre heurt, à se faire exclure ou à déchirer leur carte.

Votre avis?

Ici la situation est lamentable. Point d'organisme de direction (surtout depuis notre départ), plus de Commissions, plus de vie aucune dans les cellules. On marche dans la nuit.

Très bien pour l'article de Louzon : Vive la République du Rif ! *Ça nous change de la prose des pisse-copie de l'*Huma...

Courage ! Ici, nous sommes avec vous tous.

Le Congrès ouvrier de la région lyonnaise.

La deuxième lettre débute par quelques renseignements sur le Congrès ouvrier et paysan de Lyon :

L'on a ici, comme à Paris, compté pour l'établissement des mandats, non les ouvriers présents à la réunion d'usine, mais ceux travaillant dans la boîte. On y a même ajouté 100,000 *mandats au chiffre trouvé par les bulletins des usines. Il fallait, dit-on, que le Congrès eût l'air imposant, pour ne pas décourager la classe ouvrière.*

Pour ma part, je pense que le Congrès, même avec les 40 *à* 50,000 *ouvriers qu'il représentait réellement, était un succès :*

1° *Parce que* 50,000 *ouvriers conscients sont déjà une force, non peut-être d'action, mais au moins de propagande;*

2° *Parce que le fait saillant des Congrès, malgré tout le bluff qui les a entourés et l'incurie des fonctionnaires, était la réalisation d'un embryon de front unique, chose tout à fait essentielle et qui est, en elle-même, un succès.*

Malheureusement, les méthodes de bluff du Parti vont tuer, pour l'avenir, les possibilités de front unique, en dégoûtant les ouvriers social-démocrates ou sans-parti qui ont pu participer à ces essais.

Faire le vide devant eux.

Notre correspondant poursuit en expliquant les raisons qui ont déterminé le groupe de camarades lyonnais à ne plus accepter de postes et à refuser tout travail de direction dans le Parti.

La situation se présente pour nous d'une façon anormale. Nous sommes persuadés que l'appareil

du rayon et de la Fédération, même doublé des quelques lèche-bottes qui suivent toujours le pouvoir, ne pourra remonter ce rayon entièrement en déliquescence.

Nous ne pouvons travailler au rayon parce que entourés d'ignorants et parce que, aussi, tous les bons camarades sont à peu près tous partis et ne reviendront pas tant que la direction n'aura pas changé.

Dans ces conditions, nos efforts seraient non seulement vains, mais nous serions associés à une défaite qui ne profiterait qu'aux « léninistes », car ils ne manqueraient pas de nous rendre responsables de l'échec.

Nous avons été écartés; nous sommes traités de droitiers, et honnis par les quelques douzaines de pelés qui constituent encore la Fédération. Il est donc logique que nous restions dans l'ombre, laissant ces messieurs se tirer d'affaire.

Situation paradoxale : nous sommes injuriés par tous les beni-oui-oui, mais quand il faut constituer un comité de rayon on nous réclame et on nous menace si nous n'acceptons pas. Il faut te dire que les comités de rayon durent ici six semaines; après quoi, ils sont dissous et reconstitués sans avoir travaillé.

Pour organiser le Congrès ouvrier et paysan, et malgré la présence de cinq fonctionnaires parisiens, ils ont été obligés de prendre un des nôtres comme permanent temporaire, sous la menace d'exclusion. Il a, d'ailleurs, quitté le Parti depuis, à la suite d'attaques personnelles.

Mais le Parti dans tout cela? Je ne pense pas que nous desservions le Parti.

Plus nous luttons, plus nous discutons, plus nous donnons d'importance à ces soi-disant léninistes.

Nous présents, ils ont un bouc émissaire tout trouvé; ils peuvent accuser et pourfendre la droite.

Si nous disparaissons, si nous nous taisons, que vont-ils devenir? Ils seront très ennuyés n'ayant plus de responsables à présenter, hors eux-mêmes. Ils ne seront pas capables de faire le peu que nous les aidions à faire.

Je pense que plus nous ferons le vide devant eux, plus vite nous en aurons débarrassé le Parti.

J'ai perdu l'espoir de conquérir une majorité parmi les éléments qui restent actuellement au Parti, dont beaucoup sont nouveaux et sans expérience politique. L'appareil est trop fort, et trop bien muni d'argent, pour que nous le renversions par l'attaque directe.

C'est triste, triste, tout cela, et je te prie de croire que je ne vois pas les choses en rose tous les jours dans ce pauvre Parti. A l'Union départementale, c'est d'ailleurs tout à fait la même chose. Et le léniniste C. est en train de couler les Métaux, partis d'un si bon pied l'an dernier, avant la bolchévisation du Parti et de la C. G. T. U.

Voilà la situation. Nous avons mûrement réfléchi et nous avons pris notre décision d'un commun accord.

J'ai eu, ces jours, la visite d'amis de Paris. Ils disent que là-haut tout le monde est contre la direction, mais, eux-mêmes, et beaucoup, sont contre la droite. Espérons que la démagogie du centre, enfin percée à jour, les camarades de Paris comprendront qu'il faut être de la droite pour être contre le centre.

Il est vrai que beaucoup ne sont pas de la droite par amour-propre. On n'a pas le courage d'être de la soi-disant droite.

L'AFFAIRE MENJUC

Le hasard a voulu que j'assiste à la séance du Congrès du Livre unitaire où l'affaire Menjuc fut mise en discussion. Le silence ayant été demandé sur ces débats, je ne voulus pas faire état, le mois dernier, des renseignements qui avaient été apportés et confirmés par des adversaires eux-mêmes.

Mais, dès le samedi suivant, la *V. O.* parlait de cette affaire avec un mépris de la vérité qui a certainement paru scandaleux à la cinquantaine de camarades, délégués et auditeurs, qui avaient assisté à la discussion. Par la suite, l'*Huma* devait prendre les mêmes libertés avec la vérité.

On se croit tout permis. Que pourraient, en effet, 50 camarades, qui savent ce qu'il en est, contre 200,000 à qui l'on a raconté des mensonges ?

En quoi consiste l'affaire Menjuc?

Des poursuites avaient été engagées contre Menjuc, en sa qualité d'administrateur de l'imprimerie la « Cootypo », pour avoir tiré une affiche du Comité d'action. L'imprimeur est, en effet, responsable, lorsque l'auteur ou le gérant, reste inconnu. Mais, allez-vous dire, les dirigeants du Comité d'action n'allaient pas hésiter, une seconde, à prendre toute la responsabilité de cette affiche. Vous vous trompez. Ils ont mis deux mois pour faire ce qu'ils auraient dû faire dès la première minute.

Pendant quinze jours, a dit au Congrès du Livre un camarade bien informé, Menjuc est allé de la Maison du Parti à l'*Humanité*, demander aux dirigeants du Comité d'action, de prendre la responsabilité de la commande passée à la « Cootypo ».

Ce n'est pas pendant quinze jours, mais pendant un mois, a surenchéri le très orthodoxe Raveau.

Le mois passé, Menjuc avait été arrêté, emprisonné à Nantes; le procès était venu; Menjuc était condamné; il allait l'être à nouveau devant un autre tribunal, pour la même inculpation.

Que faisait donc le Comité d'action, plus exactement le Parti, puisque le Comité d'action n'était pas encore constitué quand le Parti avait publié cette affiche?

Il ne savait quoi faire. A une réunion d'on ne sait quel Bureau, Bureau d'organisation ou Bureau politique, Sauvage déclarait que puisque personne ne voulait prendre la responsabilité de la commande, lui la prendrait. Malheureusement, le lendemain, il ne la prenait plus. Un autre, désigné après, se récusait. Menjuc attendait toujours dans sa prison.

Pour l'en tirer il ne s'agissait pas de dire que l'on prenait la responsabilité de l'affiche poursuivie, il s'agissait de prendre la responsabilité de la commande de cette affiche faite à la « Cootypo ».

Cette responsabilité précise n'a été prise par Cachin, au nom du Parti, que le 30 août.

La discussion du Congrès du Livre avait eu lieu le 23 août.

Menjuc a enfin été libéré. Mais il n'aurait pas dû rester une journée en prison. Certes, le gouvernement s'est joué de lui et du Parti, en cette circonstance. Mais il y avait un bon moyen de faire cesser ce jeu et de faire respecter le Parti et le Comité d'action. C'était de prendre, dès le premier jour, la responsabilité de la commande.

Ridiculiser les révolutionnaires aux yeux du gouvernement, et tromper la confiance des ouvriers membres du Parti, c'est tout ce dont sont capables les chefs léninistes français. — P. M.

ENQUETE SUR L'UNITÉ SYNDICALE

Nous terminons aujourd'hui la publication des réponses qui nous étaient parvenues avant la réunion du Congrès interconfédéral d'unité.

Notre enquête est-elle close ? Nullement. Elle reste ouverte. D'ailleurs, quelques réponses sont arrivées depuis les congrès. Nous les publierons dans les numéros prochains. L'une d'elles, notamment, celle de Giauffret, des instituteurs des Alpes-Maritimes, demande à la Fédération des Fonctionnaires de prendre en main la cause de l'unité syndicale.

Cette demande rappellera, pensons-nous, aux militants des diverses tendances des Fonctionnaires, notamment à Piquemal et à Waroquier, la promesse qu'ils nous avaient faite de répondre à cette enquête.

Nous voudrions en outre que les militants du « rang », sans galons, ce qui ne veut pas dire sans brisques, soient nombreux à nous donner leur avis. La réalisation de l'unité ne sera-t-elle pas surtout leur œuvre ?

XV

ALBIN VILLEVAL

Ancien secrétaire de la Fédération du Livre.

I

Tant que les organisations syndicales ne voudront pas appliquer la Charte d'Amiens, tout au moins dans son esprit, en observant la plus stricte neutralité à l'égard des *partis* politiques, — ce qui ne veut pas dire qu'elles soient indifférentes à ce que font les hommes politiques dans les pouvoirs constitués, surtout lorsque ceux-ci daignent s'occuper d'elles, — tant qu'elles seront tiraillées ou accaparées par l'un ou l'autre de ces partis, l'Unité sera impossible à réaliser.

Il faut se rappeler que la résolution de 1906 a été prise parce que déjà, à ce moment, la politique commençait à faire quelques ravages dans la C. G. T. Les militants syndicalistes de cette époque ayant vu le danger y ont paré, et l'Unité a été sauvée.

Quelque pénible que soit, pour les uns ou pour les autres, le retour à cette formule, il faudra qu'ils y souscrivent de nouveau, s'ils sont sincèrement attachés à l'unité syndicale.

Si, au contraire, ils veulent s'entêter, sous prétexte qu'il y a eu la guerre, la révolution en Russie — et d'autres choses encore — à rester sourds à ces sollicitations; s'ils ne veulent pas comprendre que la discipline syndicale ne peut pas toujours s'accommoder de la discipline plus ou moins rigide des partis politiques; s'ils trouvent admissible que ceux-ci mettent tout en œuvre pour accaparer le mouvement syndical, nous sommes condamnés à rester dans la position où nous nous trouvons. Nous courons même à une aggravation, car chaque *tendance politique* aura son organisation syndicale propre. Les polémiques deviendront de plus en plus violentes au détriment du syndicalisme de masse que l'on avait édifié non sans difficultés, et que l'on a si sottement compromis.

Mais ne revenons pas sur le passé, tout au moins pour l'instant.

Ainsi, c'est parfaitement clair :

Ou un syndicalisme *neutre* à l'égard des partis — puisque l'on fait appel à tous les salariés *sans distinction de leurs opinions politiques ou philosophiques* — et c'est l'ancienne maison rebâtie, peut-être plus solidement. Ou un syndicalisme de parti, avec des organisations multiples, chacune sous l'égide de groupements ou de sectes politiques, voire religieuses, et l'on reste plongé dans la confusion et l'impuissance. Au choix.

Quant à moi le mien est fait. Je reste convaincu que l'Unité syndicale est non seulement souhaitable et désirable, mais qu'elle est une nécessité impérieuse pour l'existence des travailleurs, leur éducation et le développement de leur conscience de classe.

II

Quant aux obstacles à la réalisation de l'Unité, ils ne sont pas si nombreux qu'on veut bien le faire croire. Et ce n'est pas le contenu de certaines résolutions, où on les a accumulés à plaisir pour mieux masquer que l'on ne veut pas de l'Unité, qui parviendra à donner le change. A la vérité, il n'y en a qu'un, — et je dis ici toute ma pensée, — c'est la crainte d'être mis en minorité dans l'Unité reconstituée, d'être obligé d'abandonner le bureau du syndicat, de l'Union, de la Fédération ou de la Confédération, où l'on se trouve si bien, d'être contraint, peut-être, de retourner à l'atelier. A moins que...

Au fond, il n'y a pas d'autres préoccupations pour ces travailleurs hors cadre, qui ont acquis le dégoût du travail qu'ils exerçaient auparavant. Et pour peu qu'ils se croient du génie...

Il restera donc à la nouvelle C. G. T. — si elle se constitue — à rajeunir le matériel dirigeant et à remercier les anciens de leurs « longs » et « loyaux » services, les remercier surtout de nous avoir fait cadeau de la scission.

Mais les syndiqués de la rue Lafayette auront-ils le courage d'imposer à leurs dirigeants la fusion des deux fractions, — car il ne peut s'agir que de fusion et non d'absorption, — auront-ils le cran nécessaire pour les sommer de cesser cette plaisanterie ? Je me permets d'en douter.

III

Cependant cela ne doit pas nous empêcher de faire des efforts pour que l'unité renaisse et d'encourager toutes les tentatives susceptibles d'y aboutir. D'ailleurs, c'est ce qu'a essayé le comité anglo-russe sur le plan international. Il y serait peut-être déjà parvenu s'il ne s'était heurté à la mauvaise volonté évidente de Jouhaux, Mertens et Oudegeest. Ces trois messieurs peuvent se vanter que leur entêtement, leur rancune ou... quelque autre raison, auront fait bien du mal à la classe ouvrière. La bourgeoisie aurait mauvaise grâce à ne pas les en remercier. Ils ont droit à toute sa reconnaissance.

Certes, en attendant, il reste le front unique, c'est-à-dire l'action commune en vue d'un objet déterminé. Ça n'a pas donné jusqu'ici de résultats bien merveilleux les quelques fois qu'on l'a employé. Mais il faut dire que là encore cette tactique a rencontré l'opposition irréductible des dirigeants confédéraux et fédéraux réformistes. Ils ont mis des entraves constantes à ce que l'unité d'action

se fît, la dénonçant inlassablement comme une manœuvre du Parti communiste. Et quand elle se réalisait malgré eux et par-dessus leur tête, ils la sabotaient. Il est donc bien difficile, dans ces conditions, d'obtenir une solution.

Quant à l'unité à la base, elle ne pourra se réaliser que si les organismes centraux y mettent du leur et n'y apportent nulle entrave. Ils ne me semblent pas être dans cette disposition d'esprit. A moins que les syndicats ne passent outre et n'envisagent, pour un instant, leur complète autonomie. Mais ce serait revenir à plus de vingt ans en arrière et il est à craindre que l'action sociale du syndicalisme de masse n'en souffre et ne soit ensevelie pour un assez long temps. Maintenant, il reste peut-être un espoir : le Congrès proposé par la C. G. T. U. et les suggestions qu'elle apporte pour arriver à reconstituer l'Unité.

Les délégués au Congrès de la vieille Confédération vont-ils y souscrire ? Vont-ils obliger leurs dirigeants à examiner les propositions de la Confédération unitaire ? Tout est là.

Si cette initiative reçoit une heureuse solution, il y a de grandes chances pour que d'ici un an l'Unité soit refaite. Si, au contraire, elle est repoussée — et je le crains — c'est encore deux années qui seront perdues.

Il ne restera plus que les événements, plus forts que la volonté des hommes, qui pourraient bien se charger d'apporter une solution plus rapide à la crise que nous traversons en obligeant les travailleurs à cesser leurs querelles et à se rejoindre s'ils ne veulent pas voir toutes leurs espérances d'affranchissement anéanties pour longtemps.

A. VILLEVAL.

XVI

JULLIEN

Ancien secrétaire de la Bourse du Travail de Marseille.

Mon cher Monatte,

J'ai bien reçu ton questionnaire et m'empresse d'y répondre.

A la première question, permets-moi de te dire que je n'ose me prononcer. Cela dépend des chefs des deux C. G. T.

Certes, la scission a été nuisible et l'est encore, cependant lorsque j'entends parler de Charte d'Amiens, je reste sceptique. Est-ce que dans une C. G. T. unique où toutes les opinions politiques ou philosophiques peuvent se faire jour et s'exprimer soi-disant librement, il n'y aura pas toujours des hommes qui sincèrement obéiront plus à leur organisation idéologique qu'au syndicat. Et alors si la scission est redemandée, eh bien il y aura nouvelle scission. Il n'y a pas d'unité possible si dans le domaine des faits il n'y a pas discipline librement consentie et respect des majorités. Vouloir brimer les idées ou les minorités est un crime intolérable, mais essayer des coups de force successifs contre les majorités en est un autre.

Que m'importe à moi qu'il y ait dans mon organisation des radicaux, des S. F. I. O., des S. F. I. C., des catholiques même, si dans l'action ils marchent, que m'importe leur propagande si les uns comme les autres ne cherchent pas pour un succès passager de leurs idées ou de leur parti à briser l'organisation et s'ils ont, au contraire, toujours le souci de cette dernière; c'est ce qui malheureusement n'a pas toujours été fait des deux côtés, car la majorité des militants sont adhérents à un parti politique et quittent l'action syndicale pour l'action politique, surtout lorsqu'ils sont élus. La liste est longue ici des élus qu'on ne voit guère. Et alors quelle solution pour moi ? Toujours la même ?

Le parti S. F. I. C. voudra-t-il qu'elle réussisse, le parti S. F. I. O. ne brisera-t-il pas les hommes qui auront le courage de s'y rallier; les syndicalistes purs s'enfermeront-ils toujours dans leur tour d'ivoire et ne verront-ils pas que la politique est un moyen et un but ? Et alors, tous les syndicalistes auront-ils le courage de créer un parti du travail avec l'U. S. T. I. C. A.. Non point un parti de doctrine, non, je ne suis pas doctrinaire et je suis contre les dogmes, mais un parti auquel les communistes, les socialistes, les radicaux, tout en conservant les conceptions de leur parti, pourront adhérer.

Analyse des faits, réalisations immédiates, défense des intérêts des travailleurs dans le domaine politique, pénétration de tous les rouages d'Etat par le monde du travail pour détruire cet état politique et le transformer en un état économique :

Cadres économiques de classe;

Cadres politiques de classe.

On croit peut-être que la politique enlèvera les meilleurs militants au syndicalisme, mais est-ce que ce n'est pas déjà fait, et est-ce que l'élite intellectuelle syndicaliste n'est pas réduite à sa plus simple expression ?

Nous éviterions ainsi que le syndicalisme serve de champ d'expériences à tous les politiciens.

Maintenant, si la Révolution vient au moment où nous nous y attendrons le moins, eh bien, nous serons prêts à la recevoir sans avoir voulu la décréter.

Irons-nous au Congrès interconfédéral ? Peut-être oui, peut-être non. Si c'est pour que les minorités se soumettent aux majorités, comme l'indique notre motion d'Aix, oui. C'est-à-dire que les minorités syndicales rejoignent les majorités syndicales et les minorités fédérales les majorités fédérales, sinon, non. Inutile de se disputer encore et surtout de se mettre entre des copains qui sont nettement d'un clan ou d'un autre. Nous n'avons pas de clan, nous sommes à la C. G. T. parce que la majorité syndicale et fédérale y est restée, si elle était allée à la C. G. T. U., nous serions à la C. G. T. U.; mes sentiments personnels doivent s'effacer devant le respect des majorités.

Comité anglo-russe ? Comment pourrais-je être contre ? N'avons-nous pas été toujours pour la Révolution russe, et notre plus cher désir n'a-t-il pas toujours été de rapprocher Amsterdam et Moscou, les syndicats français des syndicats russes, le peuple français du peuple russe, quelle que soit la forme de gouvernement ?

Pour conclure, je dois te dire que je suis avec les masses, puisque j'ai repris l'outil depuis pas mal de temps et que je suis encore plus désillusionné.

Entre militants on se suggestionne un peu, mais ici, au boulot, un seul but : l'argent, les heures. L'idéal, la solidarité ? Ah ! à quoi cela a-t-il servi de faire tant d'éducation, tant de propagande, tant de journaux, de tracts ? Mais, alors, l'action que menaient ces hommes, ne la faisaient-ils que pour me faire plaisir ?

Pauvres hommes qui font d'un homme une idole !

JULLIEN.

XVII

J. PRIEM

des mineurs du Pas-de-Calais.

I

Oui, la scission syndicale est un fait définitif que je considère impossible à réparer. Il n'existe que deux idéologies susceptibles de concentrer les forces ouvrières; de les cristalliser en un bloc, éclipsant tout ce qui est en dehors. A côté de cela ne peuvent végéter que des groupes d'extrémistes, d'intellectuels, de militants indépendants qui ne peuvent constituer de véritables organisations ouvrières. Le premier bloc est formé par la réunion du Parti communiste et de la C. G. T. U. l'autre par le Parti socialiste et la C. G. T. Etant donné que les deux C. G. T. sont indissolublement réunies, liées, inféodées à leur parti politique respectif au point de ne les plus pouvoir différencier; et que après les événements de la dernière décade les partis sont absolument irréconciliables ; l'unité devient donc impossible.

La preuve de la fusion complète des C. G. T. avec leur parti, dont elles épousent tous les mots d'ordre, éclate tous les jours. On ne fait aucune conférence politique sans l'aide des militants cégétistes et vice versa. Dans chaque meeting pour l'unité syndicale on voit Cachin. Dans les grèves économiques, on forme des jeunesses communistes. Inutile d'appuyer plus longuement cette appréciation qui vaut naturellement pour les deux blocs.

II

Certes, l'unité est désirable ; elle est désirée ardemment « par les ouvriers ». Elle fut attendue; elle ne l'est presque plus. Les ouvriers sont lassés d'entendre de beaux discours ; de lire de beaux articles sur l'unité ; on en a parlé déjà beaucoup, beaucoup trop ; on n'a rien fait ni d'un côté, ni de l'autre. Nous n'avons vu jusqu'à présent que comédies et manœuvres. Les militants d'en haut abusent énormément de la facilité avec laquelle on roule les ouvriers.

La C. G. T. ne veut pas de l'unité, parce qu'elle redoute de voir les révolutionnaires pousser, malgré les chefs, les organisés plus à gauche, vers la véritable lutte de classe. Une gauche bien décidée, dans une C. G. T. unique serait dangereuse pour les chefs réformistes ayant rompu complètement avec la lutte des classes, engagés déjà très loin dans la collaboration avec la bourgeoisie, en attendant l'avènement d'un gouvernement socialiste qui fera d'eux les chefs d'un grand syndicat national. La C. G. T. ne veut donc pas de l'unité telle que la proposent les syndicats unitaires et le Comité anglo-russe. Elle est logique ; elle est dans son rôle de dernier soutien du capitalisme. On comprend facilement que les chefs réformistes ne fassent rien pour l'unification de la classe ouvrière ; ce qui permettrait de bouleverser l'édifice social actuel qu'ils soutiennent en vue d'y pénétrer. N'ayant aucun intérêt à faire l'unité, ils ne la font pas et ne la feront jamais et ils sont logiques avec leurs conceptions démocratiques. A-t-on besoin d'une force ouvrière pour aller trancher toutes les questions du travail dans les bureaux ministériels ? Ce sont des traîtres, des renégats, des vendus c'est entendu. Du point de vue de la lutte de classe, c'est de la plus scrupuleuse exactitude. Mais que dire des révolutionnaires qui attendent de ces gens-là la réalisation de l'unité ; qui attendent de ces traîtres une action révolutionnaire ? C'est terriblement idiot ou criminel, selon que c'est en connaissance de cause ou non de continuer d'envoyer des appels à l'unité à des soutiens tout dévoués de la bourgeoisie et de s'en tenir là.

C'est une palinodie qui ne prend plus chez les ouvriers, car il ne reste plus que des illuminés pour croire à l'unité sans les chefs. Les ouvriers des deux clans ne lisent que leurs journaux respectifs ou simplement un journal d'information bourgeois qui ne reproduira pas les appels mais qui par contre présentera les révolutionnaires sous les couleurs les plus sombres. C'est du reste un fait incontestable que les ouvriers réformistes croient sincèrement les syndicats unitaires sur le déclin et que les ouvriers unitaires en pensent autant des réformistes. Les chefs de la C. G. T. repoussent toutes les propositions d'unité des unitaires en disant : « La porte est ouverte, rentrez dans notre C. G. T. » On sait bien qu'ils ne changeront pas d'avis et pour cause... inutile donc de continuer des offres qu'on repousse invariablement.

En dehors des discours de tous les militants de toutes conceptions la situation est claire. L'unité dans la C. G. T. réformiste ou pas d'unité du tout.

Les contre-révolutionnaires ne voulant pas faire la révolution il ne reste plus aux révolutionnaires qu'à faire leur devoir ; saisir le seul moyen de faire l'unité indispensable pour réaliser la transformation sociale poursuivie. Quand on veut la révolution, on la prépare par tous les moyens, même quand ils exigent des sacrifices d'amour-propre. Quand on clame sur tous les tons qu'on travaille uniquement dans l'intérêt et pour le salut de la classe ouvrière, on doit pouvoir faire taire ses sentiments personnels et faire son devoir révolutionnaire ou alors foutre le camp et ne pas entraver par sa présence importune la marche des miséreux vers leur libération. C'est là pourtant la position de la plupart des grands et moyens chefs unitaires qui, paraît-il, sont prêts à sacrifier leur vie, à supporter tous les martyres par amour pour la classe ouvrière et ne sont pas capables d'abandonner leurs petites susceptibilités. Ils prennent des airs de grande reine offensée quand on aborde la question d'un rapprochement avec les réformistes afin d'éviter l'écrasement imminent des travailleurs. Qu'ils lisent donc Lénine sur « l'opportunisme adroit » ils y trouveront des enseignements. Du reste les ouvriers désirent l'unité par n'importe quel moyen et ne seront aucunement vexés ni gênés au milieu de leurs camarades ouvriers réformistes. Il appert donc que le seul obstacle à l'unité c'est l'ambition d'une pléiade de fonctionnaires qui ne feront l'unité qu'autant que leur fonction leur sera gardée, et leur popularité respectée. Cette unité dans la vieille C. G. T. ne peut, comme on le prétend, rejeter la classe ouvrière organisée plus à droite. Il suffira aux révolutionnaires, dans toutes les questions de faire triompher leur point de vue. Au lieu d'haranguer constamment les contingents restreints de leurs syndicats déjà gagnés à leurs idées, ils trouveront là des crânes à débourrer, des ouvriers à éduquer ; enfin une véritable mission révolutionnaire à remplir. Oui la place des militants révolutionnaires cou-

rageux et sincères est là où se trouvent les masses ouvrières inéduquées ou mal éduquées.

C'est ce qu'a déclaré Lénine aux « gauchistes allemands » qui voulaient quitter les vieux syndicats.

III

Oui, le front unique, l'action commune dans une lutte ayant un but bien déterminé préparerait certainement les esprits à l'unité organique, mais cela à la seule condition que cette action soit menée sincèrement et honnêtement. Or les événements actuels nous démontrent le contraire.

L'échec ou l'inefficacité de toute tentative est rendu certain par suite de cette fusion immorale des syndicalistes et des politiciens qui, eux, ne connaissent l'unité que comme plate-forme commode de propagande. La guerre du Maroc était une occasion d'organiser l'action commune; le front unique contre la guerre. Tous les ouvriers sans exception sont contre la guerre ; il suffisait de canaliser cette haine unanime de la guerre vers une organisation commune temporaire, « Comité d'action », pour faire un pas immense vers l'unité. Mais il fallait donner à ce Comité un but bien déterminé : cessation de la guerre.

Au lieu de lancer ce mot d'ordre simple et acceptable par tous les ouvriers des deux C. G. T. et par les trois quarts de la population française, on y a ajouté : la Chine, la vie chère, les impôts, l'inflation, le chômage, le salaire-or, le barbelé russe, l'évacuation des colonies, etc. Avec une semblable bouillabaisse on a rendu impossible le succès du front unique ; on a évincé toutes les bonnes volontés qui estiment que cela n'est pas un mot d'ordre contre la guerre mais un beau programme électoral.

On est du reste contre la cessation de la boucherie quand on exige des multitudes ouvrières qui désirent ardemment protester contre la guerre qu'elles acceptent tout le programe et la tactique du P. C. Et comme malgré ce système de filtrage, des protestataires intellectuels clament tout de même leur haine contre la guerre tout court, le capitaine Treint s'empresse de les admonester vertement dans un article leader de l'*Humanité;* et leur fait savoir qu'ils feraient mieux de se taire s'ils ne sont que contre le massacre humain, sans exiger l'évacuation des colonies, l'auréole pour Abd el Krim, etc. Voir plus haut... Mais pardessus toutes ces mesquineries, que doivent penser les soldats du Maroc de ces unitaires-communistes qui s'intitulent leurs seuls défenseurs et qui, au lieu d'œuvrer sérieusement pour faire cesser leurs souffrances et lever leur condamnation à mort dans le bled, vont partout se servant comme appât de la guerre marocaine étaler le programme communiste réalisable dans 20, 30 ou 100 ans. Non, si on ne peut pratiquer l'action commune contre la guerre, inutile d'essayer autre chose.

IV

Ayant quitté le P. C., la vie dans le syndicat unitaire me fut rendue insupportable pour les raisons de liaison citées plus haut. J'appartiens au vieux syndicat des mineurs et suis sans parti. Cette organisation ne sera certainement pas représentée au Congrès interconfédéral d'unité. Le fossé creusé entre les deux syndicats rivaux est plus profond encore ici que partout ailleurs et les relations gouvernementales sont trop intimes pour risquer de les compromettre en allant à ce Congrès.

***

Moi, vois-tu, mon cher Monatte, j'expose mon point de vue pratique, sans éloquence, comme un ouvrier qui fait du charbon tous les jours.

Certainement d'autres défendront leur point de vue, plus éloquemment, on entendra des discours académiques, mais je crains bien qu'on traite de l'unité, comme toujours, théoriquement.

J. Priem.

XVIII

UN MINEUR COMMUNISTE

J'estime que la scission syndicale de 1922 est définitive, parce que d'inspiration capitaliste, et que tous les cadres réformistes sont achetés.

Les tronçons sont destinés à varier numériquement et le patronat s'efforcera de les multiplier. L'unité relative se fera progressivement autour de la C. G. T. U., quand celle-ci dominera par son prestige, fruit d'un travail et de réalisations pratiques, la C. G. T. réformiste.

Ce prestige ne s'acquerra pas en rédigeant des résolutions et en apprenant le marxisme aux masses.

Il s'acquerra en appliquant les résolutions déjà votées, qui sont nombreuses et traitées avec indifférence, surtout celles relatives aux *questions d'organisation,* au *front unique,* à la *stratégie des grèves.*

En assurant le succès des luttes périodiques, en les prévoyant, en prenant des initiatives intelligentes.

Il faut que les camarades communistes soient moins des polémistes et davantage des hommes d'action. Il faut rappeler que l'unité dans l'action ne dépend pas d'une adhésion préalable des chefs réformistes, mais de l'élite communiste et des circonstances économiques.

Que les Congrès ouvriers doivent cesser d'être des rings où des champions se disputent la première place au détriment des discussions dont tout le profit doit revenir au prolétariat.

Que la lutte *corporative,* traitée avec dédain par les seigneurs révolutionnaires à qui la fabrication du mot d'ordre quotidien et inintelligible suffit, recèle les principaux facteurs de l'unité autour de la C. G. T. U.

L'unité sera le résultat des luttes constantes du prolétariat. (Lozovsky, *Humanité,* fin de l'année 1924.)

***

Le Comité anglo-russe serait une œuvre utile de la tête, si l'on s'efforçait d'être autre chose que des spectateurs applaudissant à la base.

Il faut d'abord admettre qu'une gauche, parmi les chefs d'Amsterdam, conséquence de la crise économique, peut très bien servir la bourgeoisie; elle peut relever du procédé devenu classique pour remplacer automatiquement les chefs de droite quand ceux-ci seront définitivement brûlés. M. Billiet nous fournit l'exemple, en période électorale, quand il offre une adhésion au programme de l'Union des Intérêts économiques à tous les candidats quelle que soit leur nuance politique, même aux communistes du parti.

D'où danger de les présenter comme d'honnêtes socialistes. Il serait bon de les présenter comme des chefs qui s'orientent à gauche pour ne pas

perdre contact avec leurs troupes s'orientant à gauche poussées par la crise économique.

On ne risquerait pas ainsi de voir un jour une fraction unitaire importante se détacher de l'I. S. R. pour créer un nouveau schisme en invoquant le premier prétexte venu, ce qui est inévitable avec des gens dont le passé inspire la méfiance. Ce schisme serait sans base solide, et par conséquent à vie courte, mais remplirait le rôle qui lui est dévolu en faisant gagner du temps à la bourgeoisie.

Les campagnes en faveur de l' « honnête Purcell » et contre le « politicien Trotsky » sont bien faites pour créer un courant d'opinion pour un milieu entre Amsterdam et Moscou, dont le véritable syndicalisme ferait les frais.

Il serait préférable de considérer que *la lutte de classe continue; de participer à toutes les luttes ouvrières* (Lozovsky, à l'Exécutif élargi) et de tresser des couronnes à la base, aux ouvriers militants dans les Comités d'unité prolétarienne plutôt qu'aux grands chefs qui tirent profit de toutes les situations.

***

La tactique du front unique est encore la meilleure en cette période de scission; elle fut abandonnée pratiquement parce que mal comprise. Il reste entendu que la tactique du front unique consiste à proposer franchement, sincèrement aux réformistes, chefs et membres, l'accord pour la lutte pour la conquête d'avantages déterminés au préalable.

Que devant le refus ou la défaillance des chefs réformistes, les communistes doivent saisir la direction du mouvement et non reculer à cause du désaccord.

Que c'est en prenant à témoin les travailleurs de notre volonté d'agir en commun pour défendre leurs intérêts, que le refus des chefs réformistes de participer, permet l'unité d'action par-dessus leurs têtes.

Elle doit s'appliquer avec le sens des réalités, dans la vérité absolue, c'est-à-dire sans démagogie.

Il est nécessaire de reprendre sérieusement cette tactique, telle que l'ont déterminée les Congrès internationaux.

C'est ainsi, sans cesser de prôner le principe unitaire, que l'unité se réalisera progressivement.

XIX

UN ANCIEN DU BATIMENT

La scission syndicale ne peut être définitive, les fractions d'organisation seront amenées à se réunir. L'état actuel des choses, si préjudiciable aux intérêts ouvriers, est appelé à disparaître. Malheureusement, il ne semble pas que l'unité soit pour bientôt. Peut-être faudra-t-il encore éprouver combien les divisions et les déviations sont néfastes.

La cause de la scission ? C'est que le mouvement syndical a quitté le bon chemin et s'est égaré dans des impasses.

Lorsque les travailleurs se rendront un compte exact de la situation, ils reconnaîtront qu'elle est sans issue. Alors, ils reviendront en arrière pour reprendre la bonne voie : celle du syndicalisme d'action directe, faisant ses affaires lui-même. Là il y a vraiment place pour tous les exploités quelle que soit l'allure choisie dans la marche vers l'affranchissement.

Là, les tendances ne sauraient paralyser une masse se mouvant dans le même sens, non plus à droite ni à gauche, mais en avant.

Ceux qui désirent l'unité véritable et non point seulement son apparence, doivent donc préparer les esprits à un retour aux formes d'organisation qui firent la force du syndicalisme. D'abord, pour le recrutement, revenir au Syndicat de métier. A quoi bon se leurrer en refusant de voir les choses telles qu'elles nous paraissent ? L'amour-propre professionnel, l'esprit corporatif, peuvent être d'affreux préjugés; pourtant cela existe et subsistera longtemps encore : le progrès moral est le plus lent de tous.

(Quelle est la proportion des adhérents aux Syndicats de métier et d'industrie ? Il serait instructif de le déterminer.)

Pour l'administration, choisir parmi les meilleurs professionnels, afin d'avoir comme militants responsables l'élite technique de la classe ouvrière. Concours aussi nécessaire pour la lutte quotidienne que pour la grande lutte de transformation sociale.

Revenir à une conception plus sérieuse de l'organisation; le laisser-aller emprunté aux groupes par affinités a fait perdre aux syndiqués la confiance dans le Syndicat.

Que, dans les limites des statuts organiques, la souveraineté des Syndicats soit absolue.

Surtout que les délégués syndicaux relèvent seulement de leurs mandants. Il est inadmissible qu'ils reçoivent des mots d'ordre en dehors de l'organisation qui leur accorde sa confiance. Ces pratiques maçonniques affaiblissent le syndicalisme. (L'avenir démontrera que c'est, d'ailleurs, sans profit pour les partis qui recourent à de tels moyens.)

Donc, à la base, syndicat de métier, mais ensuite fédération d'industrie avec le maximum de concentration, c'est-à-dire : davantage de Syndicats et moins de Fédérations. Il va sans dire que des comités locaux ou régionaux peuvent se constituer dans les divers groupes d'industrie, selon les besoins.

Il serait bon d'avoir, pour tous les syndiqués, un livret confédéral avec les statuts de la C. G. T., de l'U. D., de la Fédération et enfin du Syndicat. Chacun doit connaître nettement ses droits et ses devoirs. Cela n'exclurait pas la carte confédérale, que j'aimerais voir devenir internationale, après accord avec les centrales des autres pays.

Je crois que ces bases conviendraient pour recréer en France un mouvement syndical, cela ne veut pas dire qu'elles seraient bonnes partout ailleurs. L'erreur de militants, très clairvoyants pour le reste, est de croire qu'une méthode unique peut convenir en tous pays. Le prolétariat qui lutte depuis si longtemps, sous des formes si diverses, se trouve sous l'influence de traditions très différentes; en faire fi, c'est aller au devant de graves mécomptes.

En attendant l'Unité je pense que le front unique est un moyen d'atténuer les inconvénients de la scission, je pense même que ce serait un crime de s'y refuser pour la défense d'intérêts corporatifs ou sociaux.

Mais aussi, à mon avis, les ouvriers jeunes ou vieux, qui veulent revendiquer des améliorations, doivent, s'ils n'ont point d'arrière-pensée, utiliser la forme d'action syndicale. Tous ces comités en dehors, il faut bien l'avouer, n'ont fait qu'aug-

menter la confusion et ont contribué à discréditer les Syndicats. Les lamentations n'y peuvent rien, cela continuera jusqu'à l'échec de ces « stratégies ».

N'attendons pas le désastre pour rappeler à nos camarades, que pour défendre les salaires qui les font vivre, ils possèdent un bon outil qui a fait ses preuves : le groupement corporatif en dehors de toute école politique.

XX

JEAN MOINY

Militant des P. T. T. unitaires

Bien que de nombreux points nous séparent, c'est avec plaisir que je réponds au questionnaire de la *Révolution Prolétarienne* sur l'unité syndicale. On n'étudiera jamais trop, de part et d'autre, les problèmes qui se posent à l'attention des travailleurs.

Et d'abord, expliquons-nous sur les mots.

Unité syndicale, ce n'est pas unité ouvrière; c'est-à-dire que l'unité refaite il restera encore des ouvriers et même des organisations d'ouvriers en dehors de l'unité.

Unité syndicale, ce n'est pas unité idéologique; c'est-à-dire que l'unité refaite dans le syndicat permettra aux adhérents d'avoir des conceptions philosophiques ou politiques différentes.

Ces points précisés, le problème de l'unité se trouve soluble — je ne dis pas résolu.

En effet, si l'unité syndicale est l'unité du syndicat et des organismes qu'il a créés pour prolonger son action localement, régionalement, nationalement et sur le plan mondial d'une part, industriellement d'autre part, notre besogne est simplifiée.

Il s'agit de donner un but à notre syndicat et de demander aux ouvriers de l'industrie et de la localité s'ils acceptent d'entrer dans cet organisme pour poursuivre ce but. Ceux qui ne sont pas d'accord sur le but ne peuvent faire partie de l'organisation. Seuls les moyens pour y parvenir peuvent — et doivent — être discutés.

Ce but ? L'organisation des travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie, acquérir la capacité d'administration de la société, supprimer les classes par la disparition du patronat et l'abolition du salariat.

Si ce but est adopté, n'auront pas place dans l'unité syndicale ceux qui préconisent les syndicats mixtes (patrons et ouvriers), religieux (chrétiens, etc.), politiques (syndicats socialistes (1) en Belgique, communistes (1) en Allemagne, etc.), c'est-à-dire unissant plusieurs classes ou restreignant la classe à une religion, un parti, etc. Par contre, auront leur place dans l'unité syndicale des travailleurs qui jusqu'ici en avaient été partiellement exclus : les techniciens salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (ceux des administrations publiques sont déjà admis), les fermiers et petits propriétaires travailleurs (les gérants d'alimentation, les chauffeurs de taxi petits propriétaires sont déjà admis), les artisans, commerçants exploitant seuls leur industrie ou commerce (les médecins, les marchands de journaux (2) sont déjà admis), etc.

Le but du syndicat est « l'organisation en classe des travailleurs... » Cela n'empêchera pas la survivance ou la constitution d'organisations fractionnelles de classe (1) (partis, sectes, etc.) créées pour des buts à côté ou plus restreints; mais pour conserver l'unité de classe dans le syndicat les membres de ces organisations fractionnelles ne devront pas introduire au sein du syndicat leurs discussions, leurs querelles, leurs mots d'ordre. C'est une condition essentielle du maintien de l'unité. Toutes les discussions sur les moyens à employer pour atteindre le but devront être engagées d'un point de vue de classe et non de fraction, au bénéfice de la classe et non d'une fraction, pour l'action de classe et non d'une fraction.

Le but du syndicat est un tout : « ...pour améliorer leurs conditions de vie, acquérir la capacité d'administration de la société, supprimer les classes par la disparition du patronat et l'abolition du salariat ». Les réformistes qui veulent la transformation de la société par la lutte pour des réformes de plus en plus radicales, c'est-à-dire s'attaquant à la racine du mal, à la division en classes, y auront leur place; mais les partisans de la collaboration des classes ne pouvant être en accord avec « la suppression des classes » n'y auront pas place.

Voilà les conditions de vie d'un syndicalisme de classe et les conditions de réalisation et de durée de l'unité syndicale.

C'est dire que je ne crois pas — et je ne le désire pas actuellement — à « un syndicalisme de masse embrassant TOUS les ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques ou philosophiques ». Mais je crois — et j'œuvre dans ce sens — à la « possibilité de réparer la scission » ou plutôt les scissions.

Des gens s'y opposent. Dans la C. G. T. et dans certains syndicats autonomes (Fonctionnaires), ceux qui nient aux syndicats la capacité d'obtenir par leurs propres forces des réformes et qui veulent continuer la pratique de la collaboration des classes patronale et gouvernementale. Dans la C. G. T. U. et dans certains syndicats autonomes, ceux qui nient aux syndicats leur capacité de transformation sociale et d'administration de la société par leurs propres forces.

Les syndicats réaliseront l'unité lorsque leurs membres auront fait l'expérience d'une part que la collaboration des classes n'apporte pas d'amélioration à leurs conditions de vie, d'autre part que la suppression des classes ne peut s'obtenir que si les syndicats dirigent la lutte et administrent la société nouvelle.

Ils jugeront alors que l'unité est indispensable pour obtenir l'une et l'autre, et ils la feront.

C'est d'ailleurs ce qui a déterminé les Trade-Unions à se rapprocher des Russes et à vouloir l'unité internationale : échec de la politique travailliste de Mac Donald et conditions économiques de l'industrie anglaise.

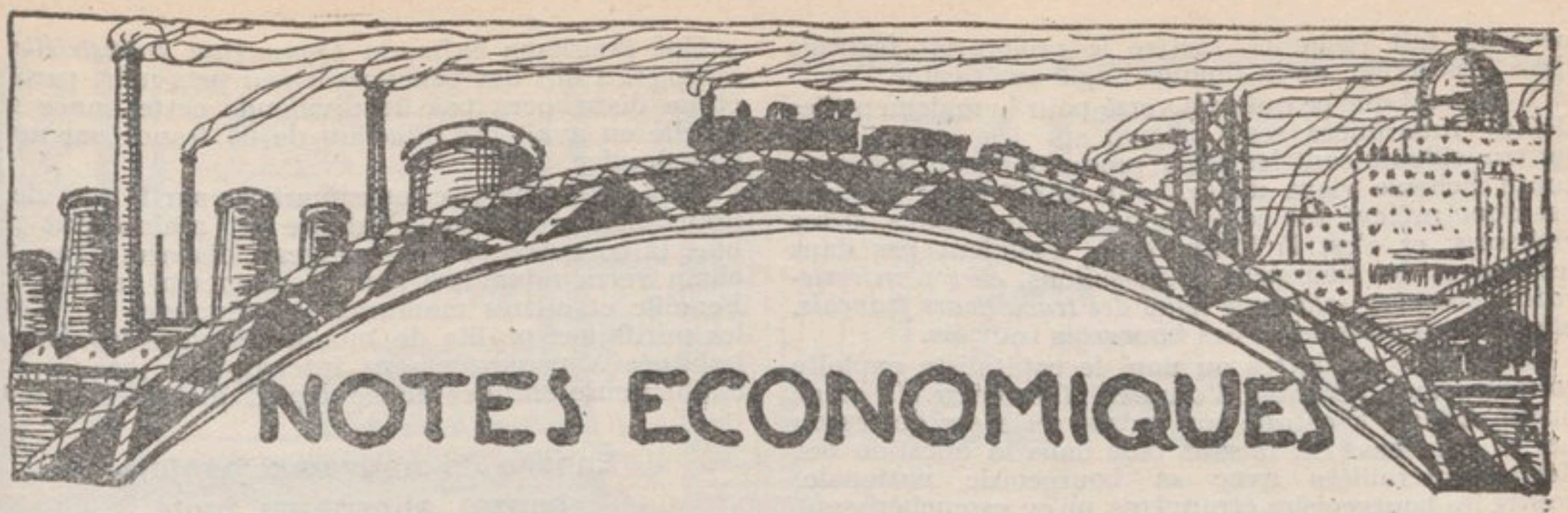
Naturellement « l'action commune pour une lutte déterminée » entre les diverses organisations syndicales doit être recherchée tant que durera le manque d'unité syndicale, mais outre qu'elle est difficile à réaliser elle tend autant à perpétuer l'état de scission qu'à « préparer les esprits à la reconstitution de l'unité organique ».

Ce qu'il faut réaliser, c'est l'unité. Pour cela, œuvrons pour que le mouvement syndical soit *indépendant* et *reconnu comme valeur de transformation sociale.*

JEAN MOINY.

(1) Des instituteurs, par exemple.
(2) De Saint-Etienne.

(1) Généralement les éléments de toutes classes y sont admis.



Les Dettes interalliées... Question bourgeoise.

Est-ce que les dirigeants du Parti communiste français voudraient se faire pardonner leur attitude dans la guerre marocaine ?

Est-ce qu'ils vont rééditer, à propos des dettes interalliées, le coup du Parti communiste allemand cherchant, sous prétexte de « neutraliser » la petite bourgeoisie nationaliste, à se présenter durant les années 23, comme le seul véritable champion de l'indépendance nationale ?

C'est à croire, lorsqu'on voit donner comme mots d'ordre prolétariens « l'annulation des dettes de guerre », et la lutte « contre la mise en esclavage par la finance anglo-américaine ».

Crime et bêtise !

Crime, parce qu'on sape ainsi le fondement même de la lutte de classes et de l'internationalisme ouvrier. Quand on appelle le prolétariat français à lutter contre sa mise en esclavage par la finance anglo-américaine, qu'est-ce en effet que cela signifie, si ce n'est que le prolétariat actuellement n'est pas en esclavage, ou tout au moins que son esclavage est plus doux lorsqu'il est esclave de la finance française que lorsqu'il l'est de la finance anglo-américaine. Il y aurait une différence entre être exploité par ses compatriotes et l'être par des étrangers ! La Banque de Paris et des Pays-Bas vaudrait mieux que Morgan !

On rétablit ainsi, qu'on le veuille ou non, l'existence d'une solidarité nationale, d'une communauté d'intérêts entre les exploiteurs et les exploités d'un même pays ; on justifie dès lors le patriotisme.

Le *Manifeste Communiste* disait « les prolétaires n'ont pas de patrie, on ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas » ; nos néo-communistes ont remplacé cette parole révolutionnaire par la parole réformiste : quand on enlève à la patrie quelques millions, c'est au prolétariat qu'on les prend !

Crime, mais, comme tous les crimes, bêtise aussi.

Bêtise, parce qu'il en sera pour la mise en esclavage du prolétariat par la finance anglo-saxonne, comme pour « le fascisme est là ». Les faits ne tarderont pas à parler. Le prolétariat français constatera que même si la bourgeoisie se met à payer ses dettes, il n'en sera pour cela pas plus esclave que maintenant, que le Parti communiste lui a donc encore une fois bourré le crâne, et alors quand le Parti communiste dira la vérité, la vérité révolutionnaire et non plus le mensonge réformiste, personne ne le croira plus.

Sous quelle forme concrète se pose en effet la question des dettes interalliées ?

L'Etat français, pendant et après la guerre, a emprunté des sommes considérables. Ces sommes, il les a empruntées partie à ses nationaux, partie à l'étranger. Or de cette dette l'Etat français ne peut pas assurer le service ; il ne peut pas payer ce qu'il s'était engagé à payer. Ceci s'est traduit pour la dette envers les nationaux par la dépréciation du franc, qui permet à l'Etat de verser à ses prêteurs des francs d'une valeur moindre que ceux qu'il a reçus, — et pour la dette envers les étrangers, par le non-paiement jusqu'ici des intérêts promis.

L'Etat français est donc au sens précis du mot en faillite.

Dès lors il s'agit de faire à son égard ce que l'on fait à l'égard de tout failli, déterminer dans quelle proportion les différents créanciers se partageront l'actif restant, autrement dit dans quelles proportions ce que l'Etat français peut payer se partagera entre les deux grandes catégories de ses créanciers : les prêteurs étrangers et les prêteurs français.

Si les prêteurs étrangers, c'est-à-dire les bourgeois étrangers, ne reçoivent rien ou presque rien, il en restera davantage pour les prêteurs français, c'est-à-dire pour les bourgeois français ; si au contraire, ils prennent beaucoup, il restera peu pour ceux-ci.

Donc affaires de bourgeois, affaires entre co-créanciers qui n'intéressent pas directement le prolétariat, car le prolétariat n'est pas intéressé, que je sache, dans les profits de sa bourgeoisie.

Mais allons plus loin. Voyons si, indirectement, par les conséquences plus ou moins lointaines que ce règlement des dettes entre les deux bourgeoisies peut avoir, le prolétariat est intéressé à ce qu'il soit fait d'une façon plutôt que d'une autre. Pour cela précisons le mécanisme.

Nous avons vu dans une note précédente qu'avec le franc réduit à sa valeur actuelle, ou plutôt à une valeur légèrement inférieure, la dette publique intérieure française, était en valeur réelle à peu près égale à celle d'avant-guerre. Quant à la Dette extérieure, la dette envers les bourgeois étrangers, si on la réduit au montant accepté provisoirement par l'Angleterre, c'est-à-dire au paiement d'une annuité de 12 millions et demi de livres sterling, et à celui qui avait été accepté par Caillaux pour l'Amérique, le paiement d'une annuité de 100 millions de dollars, on arrive en y ajoutant même les 33 millions de dollars dus annuellement à divers banquiers américains, à une annuité totale de 1 milliard de francs-or environ.

Or le plan Dawes doit fournir à la France le paiement d'une annuité minimum d'un milliard et demi de francs-or. Cette somme permettrait donc à l'Etat français de faire face au paiement des annuités dues aux Anglo-Saxons et. il lui resterait encore un excédent qui lui permettrait à volonté, soit d'abaisser le taux réel de l'impôt à un taux *inférieur à celui d'avant guerre*, soit en faisant remonter le franc, à payer aux rentiers français davantage, en valeur réelle, qu'ils ne touchent actuellement.

Si, au contraire, le plan Dawes ne fonctionne pas, l'Etat français ne touche pas un sou de l'Etat allemand, ce milliard de francs-or à verser par an aux bourgeois anglo-saxons devra être prélevé, soit sur les industriels français par une augmentation de l'impôt, soit sur les rentiers français par une nouvelle diminution de la valeur du franc. D'où l'obstination de Caillaux à vouloir faire dépendre le versement des annuités aux Anglo-Saxons du versement des annuités allemandes.

Mais les conséquences de la manière dont seront réglées les dettes de guerre ne pourront être en tout état de cause que celles qu'entraîne la dépréciation de la monnaie ou son renforcissement, phénomènes qui intéressent directement les rentiers, qui intéressent indirectement les prolétaires dans la mesure que nous avons essayé de préciser dans notre article sur l'inflation, mais qui en tout cas ne sauraient, plus qu'elles

ne l'ont fait jusqu'ici, mettre le prolétariat français dans l'esclavage de la finance anglo-américaine.

Il est vrai que ce qui sera versé pour le règlement des dettes interalliées sera prélevé sur les travailleurs; les travailleurs sont les seuls producteurs de richesses, toute richesse vient d'eux, tout transfert de richesse est donc prélevé sur ce qu'ils ont produit, mais, si ces richesses, et c'est là l'important, n'allaient pas dans les poches des bourgeois anglo-saxons, *elles n'en resteraient pas pour cela dans celles des travailleurs français*, elles iraient dans celles des bourgeois français.

Qu'il paie ses dettes ou non, le capitaliste exploite toujours au maximum l'ouvrier. L'ouvrier n'a donc aucun intérêt à ce que son patron paie ses dettes ou ne les paie pas. En faisant bloc dans la question des dettes interalliées avec sa bourgeoisie nationale, contre les bourgeoisies étrangères, ou en surenchérissant encore sur elle, le prolétariat abandonnerait son égoïsme sacré de classe.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

Quand craque le monopole...

Ce qu'il vient d'en coûter aux marchands de pétrole.

L'énormité des surprofits que procure le monopole apparaît en pleine lumière lorsqu'une industrie jusque là monopolisée se trouve tout à coup, pour une cause ou pour une autre, ne plus l'être. On assiste alors à une descente vertigineuse des bénéfices. C'est ce qui vient de se produire chez les marchands français de pétrole.

Le pétrole est l'objet d'une monopolisation pour ainsi dire à deux étages : il est monopolisé à la production et il est monopolisé à la répartition.

Les deux grands groupes qui monopolisent à peu près totalement la production sont, comme on sait, le groupe américain de la *Standard Oil* et le groupe anglais de la *Shell-Royal Dutch*, mais ces producteurs ne vendent pas directement eux-mêmes au consommateur français, ou tout au moins ne le faisaient pas jusqu'à ces temps derniers.

Ils vendaient leur pétrole à des commerçants en gros, qui après avoir fait subir à celui-ci quelques manipulations et parfois un certain raffinage, le livraient aux détaillants. Ces commerçants-raffineurs qui étaient au nombre d'une dizaine environ, étaient jusqu'à l'année dernière solidement unis en un cartel qui supprimait entre eux toute concurrence.

Or, l'an dernier, pour des motifs sur lesquels nous sommes insuffisamment renseignés, mais dont le principal a dû être l'arrivée de nouveaux concurrents sous la forme de sociétés filiales des deux grands trusts producteurs, le cartel fut rompu, la concurrence reprit ses droits.

Et voici les résultats :

L'un des plus gros de ces commerçants, la Société *Lille-Bonnières-Colombes* vient d'annoncer en son assemblée du 26 septembre que le dividende des actions privilégiées, qui avait été de 105 francs l'an dernier, serait abaissé cette année à 45 francs; et celui des actions ordinaires, qui avait été de 80 francs, serait seulement de 20 francs, soit donc pour ce dernier une réduction des *trois quarts*.

Une autre grosse société, les *Raffineries de Pétrole du Nord*, qui a tenu son assemblée générale le 28 septembre, a annoncé un bénéfice de 1,028,672 francs, contre 4,260,638 francs l'an dernier, soit donc également une réduction des *trois quarts*. Ceci est d'autant plus frappant qu'il s'agit d'une société en plein développement, dont le nombre de clients et le chiffre d'affaires sont en grande extension : le chiffre d'affaires était seulement de 60 millions en 1923-1924 lorsque les bénéfices furent de 4 millions, tandis qu'il monta à 82 millions l'an dernier pour un bénéfice seulement de 1 million !

Une troisième enfin, la *Compagnie Industrielle des Pétroles*, a fait des bénéfices à peu près nuls, paraît-il, et ne distribuera pas de dividende cette année alors qu'elle en avait distribué un de 65 francs par action l'an dernier.

Mais rassurons vite les camarades sur le sort de ces infortunés pétroliers. L'entente est maintenant rétablie, la concurrence a de nouveau disparu. L'an prochain verra reparaître pour les Deutsch, les Paix, les Fenaille et autres manitous du commerce du pétrole les mirifiques profits de monopole qu'ils avaient été habitués à percevoir sans interruption jusqu'à cette malheureuse dernière année depuis quelque trente ans.

Encore de nouveaux cartels : benzol, phosphate, fonte..

En voulez-vous des cartels ?

Ce n'est vraiment pas ça qui manque. Il ne se passe guère de semaine sans qu'il n'en soit annoncé un nouveau.

Nous venons d'indiquer la reconstitution du cartel des marchands de pétrole, — le produit rival du pétrole, le benzol, s'apprête lui aussi à être monopolisé, et internationalement. Les producteurs de benzol (rappelons que le benzol est tiré du goudron qui lui-même provient de la distillation de la houille dans les usines à gaz et les fours à coke) sont en train de conclure un cartel : l'accord est dès maintenant virtuellement fait entre les Allemands et les Anglais qui sont de beaucoup les plus gros producteurs; les pourparlers se poursuivent encore avec les Français et les Belges.

Pendant ce temps, sans tambours ni trompettes, les différents concessionnaires de gisements de phosphate de Tunisie (on sait que la Tunisie est le grand producteur de phosphate du monde), la Compagnie de Gafsa, la Société des Phosphates Tunisiens, etc., concluaient une entente. Résultat : en quelques semaines le prix de la tonne de phosphate montait de près de 20 francs.

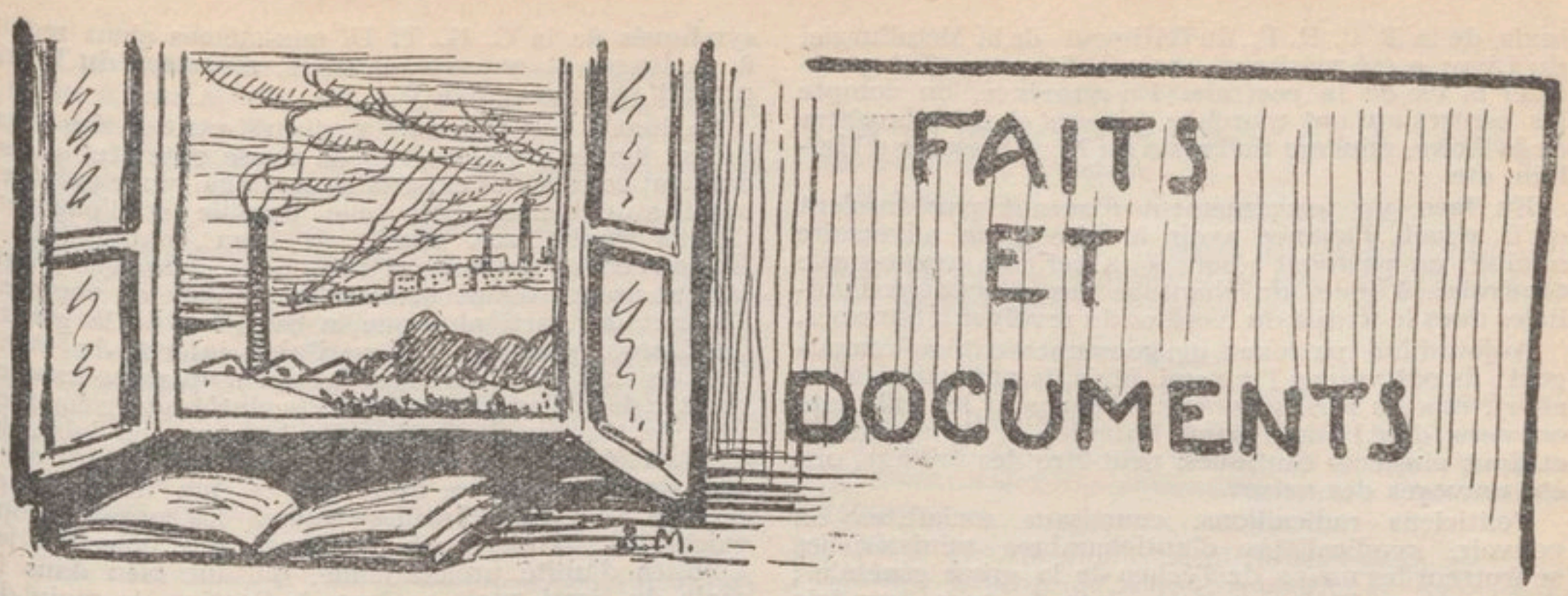
Enfin, pour terminer, rappelons que nous avions signalé en mars la reconstitution des cartels entre les métallurgistes français, mais que nous indiquions en même temps qu'il ne s'agissait là que de demi-cartels, car si les participants à la nouvelle organisation s'engageaient bien à vendre aux prix qui leur seraient fixés, chacun conservait la faculté de fabriquer et de vendre autant qu'il voudrait. Le demi-cartel se transforme maintenant en cartel complet : pour les fontes la production maximum de chaque usine sera désormais fixée par le cartel aussi bien que les prix ; en ce qui concerne les aciers l'accord ne semble pas encore définitivement acquis au moment où j'écris, mais il le sera. — R. Louzon.

A travers les Livres

Hubert Bourgin : *Cinquante ans d'expérience démocratique.* (Nouvelle Librairie Nationale, édit.)

Il y a quelque vingt-cinq ans, lors de l'Affaire Dreyfus, un certain nombre de jeunes universitaires groupés autour de la Librairie Bellais, se donnèrent pour mission d'être les éducateurs et les chefs spirituels du prolétariat. Le prolétariat bien entendu s'empressa de les laisser choir. Dépités, ces pauvres vaniteux finirent pour la plupart dans ces cercles d'admiration mutuelle que sont l'Action française et l'Eglise catholique.

Parmi ceux qui optèrent pour l'Action française figure un nommé Hubert Bourgin qui vient de publier son autobiographie sous le titre *Cinquante ans d'expérience démocratique*. Je conseille à nos camarades entre les mains desquels tomberait ce livre de l'entr'ouvrir : rien ne pourra mieux leur donner l'idée de la lamentable pauvreté de ces « élites » bourgeoises. 300 pages, et pas une idée. Une vraie copie de concours. L'auteur n'avait pas besoin de nous avertir qu'il était agrégé et lauréat du Concours Général. — R. L.



LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er SEPTEMBRE. — Congrès fédéraux Unitaires du Bâtiment, du Sous-Sol, de l'Alimentation, des Métaux, des Ports et Docks.

MERCREDI 2. — A Paris, dix camarades ayant manifesté le 28 août contre la Terreur blanche en Pologne, sont condamnés à des peines allant de un à six mois de prison.

JEUDI 3. — Le *Matin* publie une interview du frère d'Abd el Krim.

— Monmousseau est inculpé pour un article de la V. O.

— Le Conseil de la S. D. N. discute la question de Mossoul.

VENDREDI 4. — Le socialiste Vincent Auriol accompagnera Caillaux en Amérique.

— A Nancy, Viey et Colombo sont condamnés à huit mois.

SAMEDI 5. — A Alger, Lozeray, Arrighi, Aucouturier récoltent chacun deux ans.

— Au Maroc, préparatifs de l'offensive franco-espagnole.

DIMANCHE 6. — A Saint-Denis, manifestation contre la guerre au Maroc.

— L'*Humanité* publie une déclaration du Syndicat Unitaire des Banque et Bourse dénonçant aux grévistes l'attitude du Comité central de grève.

— A Bordeaux, « Congrès ouvrier ».

LUNDI 7. — Mort de Viviani.

— Cinq expulsions d'ouvriers italiens.

Angleterre: A Scarborough, ouverture du Congrès des Trade-Unions.

MARDI 8. — *Norvège:* Le Congrès des Syndicats ouvriers adhère au Comité anglo-russe pour l'Unité syndicale.

MERCREDI 9. — Les troupes espagnoles auraient débarqué à Alhucemas.

JEUDI 10. — Au Maroc la « grande offensive » commence.

— Les banquiers parisiens repoussent l'arbitrage.

Angleterre : Discours de Tomsky au Congrès des Trade-Unions.

VENDREDI 11. — Fin de la grève de la Banque à Paris.

Pologne : Landsustky est condamné à trois ans de travaux forcés.

SAMEDI 12. — Plus de 400 grévistes de la Banque sont révoqués.

— Henriet est arrêté à Alger.

— Ajournement du procès de Kitchinev.

LUNDI 14. — Arrestation de l'émir Khaled.

MARDI 15. — Malvy est élu président de la Commission des finances de la Chambre.

MERCREDI 16. — Départ de la mission Caillaux aux Etats-Unis.

— Les trois matelots du *Voltaire* passent devant le Conseil de guerre. Deux sont condamnés à cinq ans de prison.

JEUDI 17. — Henriet est remis en liberté.

LUNDI 21. — Grève-avertissement de deux heures des téléphonistes et télégraphistes de Paris et de province.

MARDI 22. — Les détenus de la « Maritime » à Toulon font la grève de la faim.

— A Strasbourg « Congrès ouvrier ».

— Menjuc reste en prison et sera transféré à Sens.

MERCREDI 23. — Chaumet, du Bloc des Gauches, révoque cinq postiers à Paris, un à Lyon.

JEUDI 24. — Le Comité d'action propose le front unique au Parti socialiste et à la C. G. T.

VENDREDI 25. — A New-York ouverture de la discussion des dettes.

— A Valenciennes arrestation de Garrez.

— A la gare Saint-Lazare tentative de manifestation du *Comité d'action révolutionnaire.*

DIMANCHE 27. — Un non-lieu est prononcé en faveur de Pierre Pascal et René Marchand.

LUNDI 28. — Le maréchal Lyautey demande à être « remplacé ».

— Menjuc est mis en liberté provisoire.

— Les Compagnies Houillères rétablissent la majoration des salaires de 40 0 /0.

MARDI 29. — Congrès du Labour-Party à Liverpool.

— Mort de Léon Bourgeois.

MERCREDI 30. — Voyage de Tchitchérine à Varsovie.

La dure leçon du 12 octobre

La classe ouvrière française vient de subir un grave échec. La grève générale contre la guerre du Maroc n'a pas plus été une puissante grève de masses qu'elle n'a dépassé comme ampleur les démonstrations de chômage des Premier Mai. Elle a été, je le crains, une démonstration de notre impuissance, celle du Parti et celle du syndicalisme.

A Paris, l'effort des syndicats des chauffeurs de

taxis, de la T. C. R. P., du Bâtiment, de la Métallurgie, du Livre a été méritoire, mais il n'a pas suffi à paralyser la vie de la capitale. En province, on compte les centres qui ont marché : mineurs et métallurgistes de la Loire, mineurs du bassin du Nord, tisseurs d'Halluin, etc.

En face, un gouvernement d'autant plus insolent qu'il savait d'avance avoir à faire à un adversaire affaibli, un patronat résolu à sabrer une avant-garde téméraire, à jouer du chantage des allocations familiales dans le textile du Nord et du revolver à Suresnes.

Aujourd'hui patronat et gouvernement se rengorgent; ils ont vaincu l'ennemi. Mais ils ont vaincu sans effort, et sans péril pour eux, sinon pour les militants ouvriers, dont l'un, le jeune Sabatier, a été assassiné, et dont plusieurs centaines, peut-être des milliers, ont été renvoyés des usines.

Politiciens radicaillons, courtisans socialistes du pouvoir, syndicalistes d'antichambres ministérielles se frottent les mains de l'échec de la grève générale ; ils n'ont pas l'élémentaire pudeur de taire leur joie devant une défaite de la classe ouvrière. Ils en profitent pour proclamer la supériorité de leurs sages méthodes d'inaction et enterrer une fois de plus l'idée de grève générale. Leur erreur n'est pas moins grande que celle du gouvernement qui se figure avoir désormais les mains libres au Maroc.

Le gouvernement et le patronat ont vaincu sans effort. Jamais bataille n'a été plus mal engagée. Les critiques que nous avions formulées dans notre numéro d'août sont durement confirmées par les faits. Décidément nos généraux ouvriers fabriqués dans les écoles de stratégie valent les généraux fabriqués dans les écoles de guerre; habiles à discourir, inaptes à agir, ils ignorent pareillement les réalités de la lutte.

Certes, quand on engage le combat la victoire n'est jamais certaine. Mais encore faut-il que les conditions de réussite aient été réunies. Il n'est que trop sûr qu'elles ne l'étaient pas.

Au lieu de dresser un but bien visible et proche, une plate-forme solide, de mobiliser tous les travailleurs qui étaient capables de marcher, de saisir un moment psychologique pour donner le signal de l'action, qu'ont fait les dirigeants du Parti et de la C. G. T. U. ?

Ils ont obscurci à plaisir le but de l'action projetée. Dix objectifs au lieu d'un seul, la cessation de la guerre au Maroc.

Et cet objectif, qui aurait dû dominer toute l'agitation préparatoire, gâché encore par des mots d'ordre erronés. Contraindre l'impérialisme français à renoncer à la conquête du Rif n'était pas en lui-même suffisamment révolutionnaire, paraît-il. Il fallait l'évacuation complète du Maroc. Mêlant tout, copiant servilement des mots d'ordre d'hier, n'en mesurant pas les difficultés pratiques, on préconisait aux soldats la fraternisation, avant d'avoir rien fait dans la métropole pour imposer la paix.

Défense de discuter ces mots d'ordre. Ils étaient à prendre ou à laisser. Comment réaliser le front unique des masses, sinon des chefs, sur de telles bases ? Pour la cessation de cette nouvelle guerre coloniale, pour la paix au Maroc, il ne fait pas de doute que d'importantes fractions de la C. G. T. se seraient ébranlées. Le *Peuple* avait dû cesser son hypocrite défense de l'expédition marocaine sous les protestations des militants de la C. G. T. Des Unions départementales confédérées se tâtaient sérieusement. Celle d'Alsace avait décidé de se joindre à la grève de protestation contre le Maroc. Cet exemple de front unique pouvait être contagieux. On le ruinait en lançant le mot d'ordre supplémentaire du plébiscite en Alsace-Lorraine.

Quel moment choisit-on pour lancer le signal de l'action ? Un moment où l'opinion est émue, angoissée, où elle souhaite que finisse une opération criminelle et folle ? Nullement, un moment où les opérations militaires sont au ralenti, après une série de petites victoires qui ont versé de l'héroïsme au cœur des gens de l'arrière.

Ainsi, pas de but simple, bien visible, proche, pas de possibilité de front unique, l'action engagée au moment le plus mauvais. Comment s'étonner que les syndiqués de la C. G. T. U. eux-mêmes aient reculé à s'engager et que des onvriers, membres du Parti, n'aient pas fait grève ?

Ce dont il faut s'étonner c'est qu'il y ait eu des gens, qui se figurent des chefs de la classe ouvrière, qui se donnent comme des experts en stratégie, pour préparer aussi stupidement une telle bataille et l'engager. Ont-ils voulu, eux aussi, un beau communiqué ? En tout cas, d'un bout à l'autre de la campagne d'agitation, ils ont donné la nette impression de chercher l'intérêt du Parti plus que la cessation de la guerre du Maroc, comme si le véritable intérêt du Parti ne consistait pas à être l'animateur d'un vaste mouvement le débordant de toutes parts plutôt que le conducteur de troupes de fidèles. Ils ont tenu en laisse la C. G. T. U. Ils lui ont fait avaler sans discussion à son Congrès tout ce qu'il leur a plu de lui faire décider. Au lieu d'utiliser toutes les organisations existantes, ils ont voulu en forger une nouvelle, les Comités d'unité prolétarienne, qui fût bien dans la main du Parti, mais au jour de l'action, la main du Parti n'a tenu que du vide.

La chaleur dégagée par les Congrès ouvriers, aux résultats déjà enflés, était tombée depuis des semaines. On a voulu agir parce qu'une résolution avait été prise. Et prise dans quelles conditions ! On dira peut-être que la responsabilité de l'échec vient de la classe ouvrière qui n'a pas tenu les engagements contractés par ses délégués. Mauvaise raison. Sans nul doute, les masses ouvrières sont difficiles à ébranler, mais on n'avait vraiment point pris le moyen de les entraîner.

La classe ouvrière vient de recevoir une dure leçon. Elle a senti son impuissance momentanée. Puisse-t-elle y remédier promptement en renvoyant ses généraux à l'école de stratégie de Limoges, ou mieux encore : à l'atelier ; en activant le retour à l'unité syndicale, en préparant une revanche du 12 octobre. — P. M.

Comment on sabote le front unique.

Le 20 septembre l'*Humanité* publiait la dépêche suivante :

Strasbourg, 19 septembre. — *Dans une réponse à l'invitation que lui avait adressée le Comité d'action pour participer à notre Congrès ouvrier, la commission administrative de l'U. D. des confédérés du Bas-Rhin nous informe que les Syndicats confédérés du Bas-Rhin acceptent l'action commune contre la guerre du Maroc et même la grève générale. Ils demandent l'organisation d'une réunion avec le Comité d'action.* — MOHN.

Le 23, le même journal donnait, sous la signature de Treint, le compte rendu du « Congrès ouvrier » de Strasbourg et commentait en ces termes l'acceptation du front unique par l'U. D. confédérée :

Il appartient aux syndiqués d'Alsace de donner un exemple qui portera ses fruits. Dans l'action commune, les liens entre ouvriers ne pourront que se resserrer. Et dans le front unique de la lutte contre l'ennemi capitaliste, se forgeront, nous l'espérons, les possibilités d'un retour à l'unité organique syndicale.

Qui ne pouvait être satisfait d'un tel résultat ? Une nouvelle expérience de front unique s'annonçait, de front unique contre la guerre du Maroc, et tous les vrais partisans de l'unité avaient le droit de se réjouir. Pour une fois, Treint avait fait quelque chose de bon...

Mais la semaine était à peine passée, on avait eu à peine le temps de se frotter les mains, tout était démoli.

Une conférence des membres de Comités, des délégués d'usine et des hommes de confiance des Syndicats affiliés à la vieille C. G. T. s'était réunie à Strasbourg le 27 septembre et, tout en confirmant avec force sa volonté de combattre la politique guerrière du gouvernement, elle déclarait repousser « *avec indignation toute communauté tant avec le Parti communiste qu'avec les Syndicats unitaires* ».

Les mêmes hommes, huit jours auparavant, écrivaient au Comité d'action :

Si, jusqu'à présent, la classe ouvrière française a pu croire à une simple action défensive du gouvernement français au Maroc, en face des mesures prises maintenant et de celles qu'on prépare, il semble ne plus en être de même.

En tout cas, l'attitude du gouvernement actuel de la France dans l'affaire marocaine est complètement douteuse et justifie la plus grande méfiance de la classe ouvrière française. En effet, la politique marocaine est entrée dans une nouvelle phase. Il est donc indispensable que le prolétariat conscient suive avec attention ces événements et examine clairement quelles mesures il faut prendre, non seulement pour mettre fin le plus vite possible à ce massacre, mais aussi pour rendre aux tribus marocaines leur indépendance et leur liberté politique et économique.

Fidèle à ses idées et à ses décisions, la Commission administrative de l'Union départementale est prête à chercher les moyens pour atteindre ce but. En principe, elle reconnaît déjà aujourd'hui la nécessité d'une grève générale et soumettra la décision sur la réalisation pratique de l'action à faire aux Syndicats qui lui sont affiliés.

. . . . . .

Quand les organisations unitaires et autres auront déterminé, de leur côté, les mesures qu'il faut prendre et préparer, une dernière entrevue commune sur la lutte à déclencher pourra avoir lieu.

En terminant, nous exprimons, encore une fois, notre haine contre toute guerre, dans quelque pays qu'elle soit. Nous avons exprimé notre volonté de lutter contre cette guerre d'une manière positive et nous attendons une réponse précise sur nos propres questions. Nous crions : A bas la guerre! A bas le capitalisme!

Que s'était-il donc passé ? Pour quels motifs, les Syndicats confédérés rejetaient-ils avec tant d'indignation le front unique accepté huit jours auparavant ?

Il s'était passé simplement ceci : Convoqué pour rechercher les moyens de combattre la guerre du Maroc, le Congrès ouvrier de Strasbourg avait entendu un appel du P. C. pour le plébiscite en Alsace-Lorraine.... Cet appel disait notamment :

L'idée d'un plébiscite est déjà dans l'air.

Alors que certains éléments de la grande bourgeoisie ne soutiennent ce mouvement que pour s'en servir afin de conclure un compromis avantageux pour eux avec le capitalisme français, le P. C. français soutient sans réserve le droit de la population alsacienne et lorraine à disposer d'elle même jusqu'à la séparation totale d'avec la France si elle en décide ainsi.

Il se prononce pour un plébiscite qui permette à tous ceux qui sont opprimés par l'impérialisme français d'exprimer leur volonté sans subir la pression des autorités françaises ou des grandes puissances financières et industrielles.

C'est pourquoi le P. C. français estime que ce plébiscite auquel devront participer les hommes et les femmes doit être précédé de l'évacuation de l'Alsace et de la Lorraine par les autorités civiles et militaires françaises, et doit être contrôlé par des Comités de travailleurs et de travailleuses : ouvriers, paysans, et en général ceux qui ne vivent pas de l'exploitation du travail d'autrui.

Tout en menant ardemment cette lutte pour le droit de libre disposition d'elles-mêmes des populations alsacienne et lorraine, le P. C. français réclame immédiatement :

1° *Pour chaque groupe de population, l'emploi comme langue usuelle dans l'administration, les tribunaux et les écoles de la langue décidée par la volonté de ce groupe ;*

2° *L'abolition immédiate des augmentations des charges fiscales spéciales à l'Alsace et à la Lorraine et qui pèsent sur les travailleurs ;*

3° *Le droit pour les soldats alsaciens et lorrains d'effectuer leur temps normal de service en Alsace et en Lorraine ;*

4° *L'autonomie administrative.*

A bas l'oppression de l'Alsace et de la Lorraine par l'impérialisme français!

A bas la vie chère et les impôts Caillaux!

A bas la mise en esclavage des populations travailleuses de France, d'Alsace et de Lorraine par les financiers anglo-saxons!

A bas la guerre du Maroc!

Vive la lutte commune des ouvriers, des paysans et des petits travailleurs de France, avec les populations d'Alsace et de Lorraine et avec les peuples coloniaux opprimés, contre leur ennemi commun : l'impérialisme français!

On le voit, le mot d'ordre du plébiscite en Alsace-Lorraine avait tout simplement pris la place de la lutte contre la guerre du Maroc : par la grâce de Treint, il était devenu, comme n'ont pas eu de peine à le souligner les leaders confédérés, la revendication principale du Congrès. Dès lors, ces derniers, qui, à tort ou à raison, pensent que : « Poser la question d'Alsace-Lorraine n'est autre chose que fournir un appui aux tendances nationalistes allemandes et amener un nouveau danger de guerre entre l'Allemagne et la France, même peut-être une nouvelle guerre mondiale », se sont empressés de se défiler en disant :

— Bonsoir, Messieurs, nous n'étions pas venus pour cela !

Les leaders confédérés du Bas-Rhin ne tenaient peut-être pas beaucoup personnellement à réaliser le front unique, mais, à coup sûr, ils étaient poussés par une masse d'ouvriers révoltés contre la politique impérialiste de Painlevé. Ces ouvriers n'auraient pas compris que leurs chefs ne répondent pas présent à l'appel du Comité d'action. Aujourd'hui que tout espoir de front unique est détruit, les chefs confédérés peuvent se retourner vers leurs mandants et leur dire : « Nous n'y sommes pour rien... Le Parti communiste, les Syndicats unitaires sont les seuls responsables, puisque nous ayant appelé pour un but précis, ils se sont empressés d'en imaginer un autre que nous ne pouvions accepter sans trahir notre mandat... ».

Voici d'ailleurs, ce qu'ils ont écrit :

La Conférence constate que la lettre adressée par le Comité d'action à la Commission administrative ne faisait allusion en rien à cette revendication capitale. Une manière d'agir aussi malhonnête ne peut être critiquée d'une façon assez sévère. Tandis que la Commission administrative de l'Union départementale (C. G. T.) a décidé d'entreprendre la lutte contre la guerre marocaine d'une manière loyale et honnête, le parti bolcheviste et les Syndicats unitaires ont placé perfidement au premier plan la séparation d'avec la France de nos trois départements.

Tous les militants de bonne foi conviendront qu'en la circonstance, Treint eut bien mieux fait de rester tranquille. Il a préféré « lier » les questions, à sa manière, c'est-à-dire avec une méconnaissance profonde des choses et des hommes, et il est arrivé au résultat que n'osaient espérer les adversaires du prolétariat, au sabotage du front unique. Partir de la « volaille à plumer » et en arriver là, en passant par l'impérialisme ouvrier et le bonapartisme international, voilà décidément une belle carrière de saboteur du mouvement ouvrier, n'est-ce pas Herclet ? — M. CHAMBELLAND.

⁂

La circulaire de Monzie

Quand un gouvernement veut donner des gages à la réaction, l'un de ses premiers gestes consiste à taper sur les instituteurs. De Monzie ne peut manquer à la règle : il ne veut pas apparaître moins réactionnaire que son collègue socialiste belge. Voici le texte de sa circulaire aux recteurs et inspecteurs d'Académie en date du 25 juillet 1925 :]

Un certain nombre de maîtres, usant d'une liberté civique que nul gouvernement républicain ne leur con-

testera, se mêlent à toutes les violences de la propagande communiste. Je vous rappelle la doctrine constante de mon département en matière disciplinaire. En dépit des efforts tentés pour faire admettre que l'instituteur, sa classe faite, ne doit aucun compte à l'administration, il a été décidé, il a été jugé que les incorrections graves de vie ou de langage, commises par des fonctionnaires de l'enseignement public, sont incompatibles avec les devoirs de leurs fonctions et donnent lieu à des sanctions disciplinaires. La jurisprudence du Conseil départemental de la Seine, en particulier, s'est fixée dans ce sens depuis 20 ans : c'est grâce à cette jurisprudence que des manquements à la dignité professionnelle ont pu être atteints dans des cas où il y avait scandale (cf. notamment les décisions des 31 janv. 1901, 28 janv. 1904, 29 juin 1905, 7 mai 1908). Je vous signale tout spécialement une décision rendue le 7 déc. 1907 contre un instituteur acquitté par la Cour d'appel de Paris, mais révoqué pour les mêmes faits qui avaient été l'objet de la poursuite judiciaire, en raison de l'indélicatesse caractérisée par lesdits faits.

Il ne viendra à l'esprit de personne d'admettre que la grossièreté des attitudes ou des propos, la pratique publique du mensonge, le débraillé cynique des écrits ou des attitudes puissent s'accorder avec la haute mission de l'instituteur primaire. « Il y a des choses qu'un instituteur, qui est fonctionnaire, ne peut faire » déclarait le 7 juillet dernier, M. Huysmans, député socialiste et ministre des sciences et des arts, devant la Chambre belge. Je fais mienne cette opinion. Je vous confirme donc qu'il convient, en dehors de la stricte surveillance des leçons ou dictées, de me signaler les manquements graves à la dignité professorale des maîtres de l'enseignement secondaire ou primaire.

Je vous serais obligé de ne pas tenir pour sagesse une méthode consistant à ignorer pour éviter et de n'autoriser auxune spécualtion fondée sur le laisser-faire des gouvernements ou des chefs locaux. Je considérerais comme une faute une indifférence optimiste en présence des incartades de ceux surtout qui s'abriteraient sous des excuses prétendûment pédagogiques ou philosophiques. Il vous appartient, en outre, de souligner les tentatives faites pour insérer hypocritement la prédication révolutionnaire dans l'enseignement normal. Lorsqu'un instituteur imagine d'enseigner le calcul en apprenant, selon la formule qui a été trouvée dans le Finistère : « Une compagnie d'infanterie compte 225 hommes. Si chaque homme coûte... par jour pour sa nourriture et son entretien, quelle somme se trouve ainsi gaspillée pour la guerre en un mois de trente jours ? Combien d'enfants aurait-on pu habiller, avec cette somme, sachant qu'un complet d'enfant vaut 45 fr. ; » Vous devez faire ressortir au regard de tous les maîtres ce qu'il y a d'ignominieux dans le procédé employé puisque, dans ce cas, le maître coupable met en œuvre une duplicité que son autorité magistrale et l'intelligence puérile de ses auditeurs rendent redoutable. L'Etat est en droit d'exiger de ses fonctionnaires, s'ils l'attaquent, que ce ne soit pas avec les moyens livrés par lui à la disposition de ses agents. Je vous invite à ne pas être dupe.

De toutes manières, vous voudrez bien m'en référer à propos de tous incidents nés d'une propagande que les pouvoirs publics se refusent à soutenir de leur complaisance. En cas d'urgence, le préfet est là pour vous passer les consignes de l'ordre; indépendant vous êtes dans la limite de vos attributions; mais l'ordre public, son maintien et le maintien d'une logique nationale rentrent dans les attributions du préfet.

Vous voudrez bien me faire savoir que vous avez commencé à exécuter ces instructions.

:-: ENTRE NOUS :-:

Nous envoyons ce numéro à un millier de « possibles » dont les adresses nous ont été fournies par nos abonnés. Un seul numéro, c'est peu pour juger de l'intérêt d'une publication et pour se décider à s'y abonner. Nous aurions volu pouvoir faire le service de deux numéros consécutifs, mais les frais en auraient été trop lourds pour notre maigre budget.

La plupart des camarades qui seront touchés par ce numéro ne sont pas sans nous connaître déjà; les amis qui nous ont fourni leur adresse leur ont certainement parlé de la *R. P.* En outre, assez de bruit a été fait autour de la revue pour qu'elle ne soit pas une inconnue pour eux.

Nous venons cogner à votre porte, camarades, et vous demander : Qu'attendez-vous pour vous abonner ? Il est difficile de suivre le mouvement, de se faire une opinion fondée sur toutes les grandes questions qui se débattent sans avoir entendu notre son de cloche.

Tout au début de notre publication, quelqu'un, qui respire l'air des hautes sphères du Parti, demandait où se recrutaient nos abonnés, si nous en avions beaucoup en dehors du Parti et particulièrement dans le mouvement syndical. Il ajoutait : « Si vous espérez trouver votre public à l'intérieur du Parti, parmi ses membres actifs, vous vous casserez le nez. »

Nous ne nous sommes pas cassé le nez. En dépit des instructions d'abord discrètes, puis menaçantes, pas mal de communistes nous ont envoyé leur abonnement. La conspiration du silence a échoué. Les attaques violentes échoueront pareillement. Elles témoignent d'ailleurs de la pénétration de la revue dans les rangs communistes. Elles ne l'arrêteront pas; elles ne feront que l'activer.

Mais il est certain que nos lecteurs constituent un cercle plus large; nous sommes déjà lus par les meilleurs militants du mouvement syndical; peu à peu, il ne s'en trouvera pas un, ayant souci de se faire une opinion sérieuse, qui ne soit notre abonné.

Nous disons au millier de « possibles » qui vont recevoir ce numéro : « Hâtez-vous de nous envoyer votre abonnement. Passez à la poste sans délai. Vous ne pouvez être exactement renseignés si vous ne lisez pas la *R. P.* Et laissez-nous espérer qu'une fois abonnés vous-mêmes vous aurez à cœur de nous signaler de nouveaux « possibles ».

D'où vient l'argent ?

Au Congrès de la C. G. T. U., quelqu'un a demandé d'où venait l'argent qui sert à la publication de la *R. P.*

D'où il vient, brave homme, il vous est facile de le savoir.

D'abord, du reliquat de la souscription ouverte pour couvrir les frais de la « Lettre aux membres du Parti », qui valut notre exclusion.

Puis de nos abonnés, de nos trois catégories d'abonnés, de nos abonnés ordinaires à 20 francs; de nos abonnés de soutien à 100 francs; de nos abonnés de grand soutien à 1,000 francs.

Nous sommes bien tranquilles, il n'y a pas beaucoup de revues qui puissent faire cette réponse, l'appuyer de tous les chiffres nécessaires et sourire d'une telle question lancée à notre adresse.

Abonnés en retard.

Un certain nombre d'abonnés de six mois se sont laissés mettre en retard. Nous leur faisons présenter une quittance de recouvrement, à laquelle nous les prions de faire bon accueil.

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921) ..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky) 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky) 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky) 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922) 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte) 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard) 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet) 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux) 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin) 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky) ..... 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin) 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R.** 3 50

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE
31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît, Paris (6e)

P.-J. PROUDHON

Œuvres complètes

Publiées sous la direction de C. BOUGLÉ et H. MOYSSET, en 20 volumes in-8°

PRIX DE LA SOUSCRIPTION :
Broché ... ... **320 fr.**
Relié.. ... ... **500 fr.**

VOLUMES PARUS :

Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère. Introduction et Notes de Roger PICARD, 1923. 2 vol. in-8° brochés. ..... 32 fr.
Idée générale de la Révolution au XIXe siècle. Introduction et Notes de A. BERTHOD. 1923. 1 vol. in-8° broché ..... 18 fr.
De la capacité politique des classes ouvrières. Introduction et Notes de Maxime LEROY. 1924. 1 vol. in-8° broché ..... 18 fr.

SOUS PRESSE :

La guerre et la paix. Introduction et Notes de H. MOYSSET.

LIBRAIRIE ANCIENNE & MODERNE
P.-M. DELESALLE
16, rue Monsieur-le-Prince, Paris VIe (près l'Odéon)

LIVRES D'OCCASION :
Spécialement, ouvrages concernant les sciences sociales et économiques

ENVOI SUR DEMANDE DU CATALOGUE PÉRIODIQUE
Librairie Générale — Histoire — Romans — Littérature
Fournitures constantes dans les meilleures conditions

Abonnez vos Enfants et ceux de vos Amis
LES PETITS BONSHOMMES
....QUAND MÊME
Hebdomadaire illustré

Un an : **20** francs. — Six mois : **12** francs
Spécimen franco contre **0** fr. **50**
Adresse provisoire : 12, rue des Goncourt, Paris (11e)

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

ADMINISTRATION : 15, rue Fardeau
SAUMUR (Maine-et-Loire)

VIENT DE PARAITRE :
Tom le Ramoneur
suivi de
Tom, enfant de la mer

de CHARLES KINGSLEY
Adapté de l'anglais par ÉLISE MASSON
Illustrations de Pierre ROSSI

Un volume formé de 4 brochures des *Éditions de la Jeunesse*, broché, sous couverture forte, franco. 2.50
Cartonné dos toile, franco 4.25

Le numéro de mars des Éditions *donne la première partie d'une nouvelle de notre camarade* FREINET, *intitulée* **Tony l'assisté**, *dont nos lecteurs goûteront la fraîcheur agreste.*
Le numéro d'avril renferme la deuxième et dernière partie de cette nouvelle.

N.-B. — Les abonnés nouveaux peuvent recevoir tous les numéros parus depuis octobre. Abonnement : un an, 6 fr. (5 fr. seulement pour les abonnés à l'**École Émancipée**). C. Ct postal 8126, Nantes.

Un document sur la crise du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste.

DEPUIS LA MORT DE LÉNINE

par **MAX EASTMAN**

(TRADUIT DE L'ANGLAIS)

Un volume : *Collection des Documents bleus* (Gallimard, éditeur). **7** fr. **50**

Les liens qui unirent les deux grands hommes de la Révolution russe.

LÉNINE

PAR

Léon TROTSKY

Un volume : **8** fr.

Voulez-vous savoir comment vous êtes exploités ?

LISEZ

L'Économie Capitaliste

(PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE)

par Robert LOUZON

Un volume : **6** fr.

Éditions de la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, quai Jemmapes

Chèque postal : Marcel HASFELD n° 43-08

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1983-10-25.